

**Faculté des sciences économiques, sociales,
politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

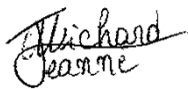
Les « Printemps arabes », un tournant pour la politique étrangère de la Turquie sous le gouvernement AKP (2002 – 2016)

Auteur : Jeanne Michard
Promoteur : Vincent Legrand
Lecteur : Lieven De Winter
Année académique 2020-2021 – Session de septembre 2021
Master [120] en sciences politiques, orientation relations internationales

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Jeanne Michard

A handwritten signature in black ink, reading "Michard" on the top line and "Jeanne" on the bottom line, written in a cursive style.

Ma gratitude revient avant tout à mon promoteur, Monsieur Vincent Legrand, qui, par ses encouragements, sa disponibilité et ses conseils a été d'une aide inestimable dans la rédaction de ce mémoire. Je le remercie d'avoir répondu avec patience et bienveillance à mes nombreuses questions.

J'adresse également mes remerciements à tous les professeurs de l'Université catholique de Louvain qui m'ont appris à penser de manière critique et m'ont fait découvrir la richesse et les complexités de notre monde. Je suis particulièrement reconnaissante à mes professeures de turc qui m'ont initiée à cette langue fascinante et m'ont ainsi donné l'envie de mieux connaître leur pays.

Un grand merci à Marie-Ève Scoys et Annie Lisimaque qui ont relu et corrigé ce mémoire.

Enfin, je tiens à exprimer ma gratitude envers ma mère pour son soutien inconditionnel tout au long de mes études. Sans elle, je n'aurais certainement pas été en mesure de terminer ce mémoire.

Table des matières

INTRODUCTION.....	9
CHAPITRE I : LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE.....	13
1. La politique étrangère : définition.....	13
2. Les instruments de politique étrangère.....	13
3. Le changement en politique étrangère	15
CHAPITRE II : POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU GOUVERNEMENT AKP AVANT LES « PRINTEMPS ARABES » (2002-2011).....	19
1. Objectifs de la politique étrangère du gouvernement AKP	19
2. Coercion positive avec les gouvernements arabes.....	21
2.1. Politique de « zéro problème avec les voisins »	21
2.2. Outils.....	23
2.2.1. Interdépendance économique	23
2.2.2. Coopération politique et sécuritaire.....	27
2.2.3. Médiation.....	32
3. Socialisation avec les sociétés arabes	36
3.1. Une nouvelle Turquie.....	37
3.1.1. Islam et démocratie	37
3.1.2. Islam et prospérité économique.....	38
3.2. Outils.....	40
3.2.1. Aide au développement et diplomatie humanitaire	41
3.2.2. Diplomatie publique	43
3.2.3. Diplomatie culturelle	45
3.2.4. Promotion des contacts directs	49
3.2.5. Indépendance diplomatique.....	55
4. Accroissement de l'influence turque dans le monde arabe	57
CHAPITRE III : POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU GOUVERNEMENT AKP APRÈS LES « PRINTEMPS ARABES » (2011-2016).....	59
1. La politique étrangère turque face au déclenchement des « Printemps arabes »	59
1.1. Le dilemme turc	59
1.2. Évolution vers la subversion.....	61
1.2.1. Tunisie et Égypte.....	61
1.2.2. Yémen et Bahreïn.....	62
1.2.3. Libye.....	62
1.2.4. Syrie.....	64

1.3. <i>Soutien à l'islam politique</i>	66
2. Socialisation et coercition positive avec les gouvernements postrévolutionnaires	67
2.1. <i>Socialisation : Promotion du « modèle turc »</i>	68
2.2. <i>Coercition positive</i>	70
2.2.1. <i>Diplomatie du chéquier</i>	70
2.2.2. <i>Coopération politique et économique</i>	71
2.3. <i>L'apogée du « modèle turc »</i>	73
3. Tentatives de subversion en Syrie et en Égypte	75
3.1. <i>Soutien aux rebelles syriens</i>	75
3.2. <i>Opposition au coup d'État en Égypte</i>	78
3.3. <i>La chute du « modèle turc » ?</i>	80
CONCLUSION	85
BIBLIOGRAPHIE	89

Table des illustrations

Tableau 1 - Commerce extérieur turc (en millions de dollars) avec le monde arabe (2001 et 2010). Source : TÜİK (s. d.-a).	25
Tableau 2 - Nombre annuel de touristes arabes en Turquie entre 2002 et 2010. Source : TÜİK (s.d.-b).....	53
Tableau 3 - Commerce extérieur turc (en millions de dollars) avec l'Égypte, la Libye, le Maroc et les Tunisie (2011 et 2013). Source : TÜİK (s.d.-a).	73

INTRODUCTION

Lorsque le jeune Mohamed Bouazizi se suicide le 17 décembre 2010 en Tunisie, personne n'imagine les répercussions que cet acte aura sur la géopolitique moyen-orientale. Pourtant, une à une, des manifestations éclatent en Tunisie, puis dans d'autres pays arabes, provoquant une réaction en chaîne qui va profondément remodeler le visage de cette région que l'on croyait pourtant imperméable au changement. La diplomatie turque n'est pas épargnée par ce séisme. En effet, le gouvernement AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la Justice et du Développement), au pouvoir en Turquie depuis 2002, sera forcé d'adapter sa politique étrangère afin d'épouser les nouvelles configurations régionales. Aux yeux de nombreux observateurs internationaux, la période qui suit ces « Printemps arabes » marque l'apogée de l'influence de la Turquie moderne au Moyen-Orient. Néanmoins, à peine deux ans plus tard, Ankara apparaît isolée sur la scène régionale, loin du célèbre « zéro problème avec les voisins » qui avait guidé sa diplomatie durant les années 2000.

L'ambition de ce mémoire est d'examiner les changements qu'a connus la politique étrangère turque après les « Printemps arabes ». Ceux-ci constituant un événement majeur pour la géopolitique régionale, il apparaît dès lors crucial d'analyser leurs effets sur les rapports qu'entretient la Turquie avec les États de l'aire régionale arabe. Nous n'aborderons cependant pas les relations de la Turquie avec les autres États non arabes du Moyen-Orient (Israël et Iran), ni avec les entités kurdes autonomes ou *de facto* d'autonomes d'Irak et de Syrie. En outre, ce mémoire portera sur la période allant de l'arrivée au pouvoir de l'AKP en Turquie en 2002 à la démission d'Ahmet Davutoğlu du poste de Premier ministre en mai 2016. Précisons d'emblée qu'en raison de l'étendue de notre cadre spatio-temporel, il sera impossible de couvrir l'ensemble des événements qui ont marqué les relations de la Turquie avec les États arabes. Une restriction s'impose particulièrement : bien qu'elles jouent un rôle majeur dans la politique étrangère turque, les questions énergétiques ne seront pas abordées dans ce mémoire. En effet, leur complexité nécessiterait de leur réserver un développement propre.

Notre étude des évolutions de la diplomatie turque se fera sous l'angle des instruments employés par le gouvernement AKP pour mener sa politique étrangère. À cet effet, nous appliquerons la typologie des instruments de politique étrangère de Morin (2013), qui distingue, comme nous aurons l'occasion de le détailler, socialisation, coercition et intervention selon que les décideurs politiques s'efforcent de faire évoluer les idées, les intérêts ou les structures politiques d'un État étranger. Nous sommes consciente que cette distinction est quelque peu artificielle, car un même outil de politique étrangère peut être employé selon plusieurs logiques. Cependant, comme nous tâcherons de le démontrer tout au long de ce mémoire, opérer une distinction analytique entre socialisation, coercition et intervention permet de mieux appréhender les évolutions de la diplomatie turque.

Dès lors, nous nous efforcerons de comprendre comment le gouvernement AKP, qui, comme nous le verrons, menait jusqu'alors un double politique de coercition positive et de socialisation, a adapté celle-ci face au « choc externe » (Hermann 1990) constitué par les « Printemps arabes ». Notre hypothèse est que la politique étrangère turque a connu un changement de programme, selon la typologie de Hermann (1990) que nous aurons l'occasion de détailler par la suite, les dirigeants AKP ayant progressivement adopté une stratégie de subversion, c'est-à-dire d'intervention politique, à l'égard des gouvernements arabes.

Afin de traiter le sujet, une variété de sources primaires et secondaires a été employée. Les sources primaires incluent des articles de presse, des publications officielles du gouvernement turc et des déclarations des cadres de l'AKP (en particulier Erdoğan, Gül et Davutoğlu, mais également des ambassadeurs et haut-fonctionnaires des agences gouvernementales). Au plan des sources secondaires, nous avons eu recours à des sondages réalisés par des chercheurs ainsi qu'à des publications académiques relatives à la politique étrangère turque.

Notre premier chapitre sera consacré au cadre conceptuel de notre analyse. Nous commencerons ainsi par définir la notion de politique étrangère avant de nous intéresser aux instruments utilisés par les décideurs politiques pour la mener. À cet effet, nous établirons une distinction entre instruments de socialisation, de coercition et d'intervention (Morin 2013). Enfin, nous discuterons des différents types de changements en politique étrangère ainsi que des facteurs à la source de ces derniers.

Dans un deuxième chapitre, nous analyserons la politique étrangère du gouvernement AKP avant les « Printemps arabes », c'est-à-dire entre 2002 et début 2011. Dans un premier temps, nous évaluerons les objectifs qui guident la diplomatie turque durant cette période. Dans un deuxième temps, nous examinerons les stratégies de coercition positive envers les gouvernements des pays arabes. Nous nous intéresserons ainsi à la politique de « zéro problème avec les voisins » développée par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Ahmet Davutoğlu. Nous étudierons également les principaux outils employés par Ankara afin de réaliser cet objectif : l'intégration économique, la coopération politique et sécuritaire ainsi que la médiation. Dans un troisième temps, nous aborderons la seconde dimension de la politique étrangère turque pré-« Printemps arabes » : les stratégies de socialisation visant à promouvoir l'image de la Turquie auprès des populations arabes. À cet effet, nous analyserons les principales composantes de ce qui a été qualifié de « modèle turc » avant de nous pencher sur les outils déployés par Ankara afin de promouvoir cette nouvelle idée de la Turquie : l'aide au développement, la diplomatie publique, la diplomatie culturelle, la promotion des contacts directs et les prises de position en politique étrangère.

Enfin, notre troisième et dernier chapitre sera consacré à la politique étrangère turque menée par le gouvernement AKP après le déclenchement des « Printemps arabes ». Nous commencerons par examiner la difficulté des décideurs turcs à maintenir simultanément les deux volets de leur stratégie de coercition positive et de socialisation développée durant les années 2000. Nous verrons ainsi comment ils ont progressivement résolu ce dilemme en faveur des manifestants pro-démocratie et se sont engagés dans une politique de subversion à l'égard des dirigeants autoritaires. Nous étudierons ensuite la manière dont le gouvernement AKP a fait évoluer sa double stratégie de coercition positive et de socialisation afin de l'adapter à ses relations avec les nouveaux gouvernements démocratiques. Enfin, nous aborderons la stratégie de subversion employée par les dirigeants turcs en Syrie, puis en Égypte après le renversement de Morsi en juillet 2013. Nous analyserons également les conséquences de cette stratégie sur la position et l'image de la Turquie dans le monde arabe.

CHAPITRE I : LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

1. La politique étrangère : définition

La politique étrangère a été l'objet de nombreuses conceptualisations. Ainsi, Hermann (1990, 5) la définit comme un programme cherchant à atteindre un objectif ou à résoudre un problème, élaboré par des décideurs politiques (ou leurs représentants) et dirigé vers des entités ne relevant pas de la juridiction politique desdits décideurs. Toutefois, comme le notent Haesebrouck et Joly (2020), la politique étrangère peut également faire référence à des actions non verbalisées, c'est-à-dire non formalisées dans un programme ou dans des discours officiels. En outre, distinguer politique étrangère et politique intérieure peut s'avérer problématique du fait de leur imbrication. En effet, la politique étrangère ne peut jamais être dissociée du contexte national dont elle est issue (Hill 2003; Roosens et Bento Beja 2004). De même, certaines politiques publiques, telles que les réglementations fiscales ou environnementales, ont des répercussions au-delà des frontières nationales (Haesebrouck et Joly 2020). Néanmoins, se concentrer sur les politiques visant explicitement des entités étrangères, comme le propose Hermann (1990), permet d'établir une séparation analytique entre le domaine de la politique étrangère et celui de la politique interne. Enfin, comme le suggère également la définition de Hermann, la politique étrangère ne peut être réduite à la diplomatie ou aux relations interétatiques. De fait, en raison des mutations contemporaines des relations internationales, l'action externe des États s'exerce également envers une grande variété d'acteurs non étatiques (Roosens et Bento Beja 2004).

2. Les instruments de politique étrangère

La politique étrangère peut s'étudier sous de nombreux aspects. Il est cependant intéressant de l'analyser sous l'angle des instruments de politique étrangère. En effet, tous les pays possèdent certaines ressources « primaires », c'est-à-dire un capital issu de leur histoire et de leur géographie sur lequel les dirigeants ne peuvent agir facilement, comme la taille de la population, les matières premières, l'accès à la mer...

(Hill 2003). Si la distribution des ressources influence nécessairement la politique étrangère d'un État, elle n'est cependant pas le seul facteur qui la conditionne (Morin 2013). De fait, afin de tirer le meilleur parti de leurs ressources, les pays doivent décider de les opérationnaliser en capacités additionnelles, à l'instar des forces armées, du niveau d'éducation, de l'économie... (Hill 2003). Morin (2013) qualifie ce phénomène de « mobilisation » et le distingue du processus d' « exploitation » qui consiste à transformer les capacités en instruments de politique étrangère. Les instruments de politique étrangère peuvent donc être définis comme les modalités selon lesquelles les États emploient leurs ressources « primaires » et leurs capacités additionnelles afin d'atteindre leurs objectifs. Diverses classifications des instruments de politique étrangère ont été proposées. Dans le cadre de notre analyse, nous privilégierons la typologie de Morin (2013) qui distingue trois grandes catégories : socialisation, coercition et intervention.

La socialisation regroupe les instruments de politique étrangère dont le but est de maintenir ou de modifier les idées, les croyances ou les valeurs d'un acteur. Elle consiste donc à faire en sorte qu'un État tiers internalise les normes, les orientations idéologiques et la vision du monde de l'État exerçant une telle politique (Ikenberry et Kupchan 1990). Elle peut se produire à tout niveau, à condition qu'il existe une interaction entre l'agent socialisateur et le destinataire de la socialisation (Ruacan 2007). Par conséquent, la socialisation peut être utilisée comme un instrument de politique étrangère dans le cadre de relations bilatérales. Elle est particulièrement employée par les grandes puissances dans leur sphère d'influence. En effet, bien que la socialisation soit toujours, dans une certaine mesure, réciproque, elle se fait avant tout au bénéfice de la grande puissance en raison de l'asymétrie des ressources et des capacités (Ikenberry et Kupchan 1990; Tudoroiu 2015; Nilsson 2019). Enfin, cet instrument se décline sous de multiples formes. De fait, la socialisation peut utiliser tant la rhétorique que les actions concrètes, viser tant la population que les élites au pouvoir... (Morin 2013). Le concept de socialisation est donc proche de celui de *soft power*, défini par Nye (2004) comme la capacité à réaliser ses objectifs grâce à l'attraction et la persuasion plutôt que les incitations positives et les menaces.

Quant à la coercition, elle a pour objectif de maintenir ou de modifier le comportement d'un acteur en altérant ses intérêts. Elle consiste donc à créer les

conditions matérielles qui inciteront un acteur à agir dans le sens désiré, c'est-à-dire à modifier les coûts et/ou bénéfices liés à un comportement (Ikenberry et Kupchan 1990). Le terme « coercition » englobe ainsi une vaste gamme d'instruments qui peuvent être classés selon plusieurs critères (Morin 2013). On peut notamment distinguer la menace de sanction de l'imposition effective de sanctions. Une distinction peut également être opérée entre les sanctions négatives, qui augmentent les coûts, et les sanctions positives, qui accroissent les bénéfices. Mentionnons encore la différence entre dissuasion et contrainte, la première visant à maintenir un *statu quo*, la seconde s'efforçant de le modifier.

Le dernier type d'instrument de politique étrangère, l'intervention, consiste à maintenir ou à modifier les structures politiques internes d'un État étranger. Regan (1998) définit l'intervention comme les activités relatives aux affaires intérieures d'un pays étranger ciblant les structures d'autorité du gouvernement afin d'altérer l'équilibre du pouvoir entre le gouvernement et les forces d'opposition. Cette définition recouvre donc un large éventail d'actions allant de l'imposition de sanctions économiques aux déploiements militaires importants (Sever 2020). Morin (2013) distingue en particulier les interventions militaires des interventions politiques, également appelées subversion, celle-ci étant définie par Barrea comme « l'exploitation de la vulnérabilité sociétale d'un dirigeant » (1981, 263). Elle peut prendre la forme d'un appui à des groupes contestataires, d'une tentative de rendre une population hostile envers ses gouvernants ou encore d'un soutien à un pouvoir en place encore fragile (Barrea 1981; Morin 2013).

3. Le changement en politique étrangère

Étudier l'évolution de la politique étrangère d'un État nécessite de traiter deux questions : « Qu'est-ce qu'un changement de politique étrangère ? » et « Quels sont les facteurs provoquant ces changements ? » Afin de répondre à la première, de nombreux théoriciens ont tenté de distinguer différents types de changements. Parmi ces classifications, la plus influente est sans doute celle de Hermann (1990) qui identifie quatre degrés de changement : les changements d'ajustement, les changements de programme, les changements de problème ou d'objectif et les

changements d'orientation internationale. Contrairement aux trois derniers types de changement, les changements d'ajustement sont des changements quantitatifs. La modification se produit au niveau du degré d'effort et/ou de l'étendue des bénéficiaires de la politique étrangère. Le deuxième type de changement, les changements de programme, consiste à opter pour de nouveaux instruments de politique étrangère. Comme leur nom l'indique, les changements d'objectif ou de problème impliquent l'évolution ou la disparition du but ou du problème initial qu'une politique étrangère spécifique s'efforçait d'atteindre ou de résoudre, c'est-à-dire sa raison d'être. Enfin, un changement d'orientation internationale signifie que l'entièreté de l'approche de l'acteur envers les affaires internationales est altérée. Par conséquent, tous les aspects de sa politique étrangère sont affectés en même temps.

La seconde question porte sur les facteurs à la source des changements de politique étrangère. La littérature a produit un grand nombre d'explications à ce sujet. Haesebrouck et Joly (2020) les classent en trois catégories selon le niveau d'analyse : le niveau international, le niveau national et le niveau individuel, c'est-à-dire celui des décideurs politiques. Nous nous intéresserons principalement au premier de ces niveaux. Les facteurs internationaux à la source du changement en politique étrangère, sont principalement de trois types : les conditions systémiques, les contraintes internationales et les événements internationaux majeurs (Haesebrouck et Joly 2020). Premièrement, les caractéristiques propres à la structure du système international et la place qu'y occupe un État influencent sa politique étrangère. De plus, l'évolution des conditions structurelles (par exemple le passage d'un monde bipolaire à un monde unipolaire) peut mener à une re-conceptualisation des menaces et défis sécuritaires, à une re-priorisation de certains objectifs ainsi qu'à l'émergence de nouveaux instruments de politique étrangère (Blavoukos et Bourantonis 2014).

Deuxièmement, les contraintes internationales déterminent également la politique étrangère d'un État. Citons à titre d'exemple les accords internationaux, les relations commerciales, les lois et normes internationales, l'appartenance à une organisation internationale... (Haesebrouck et Joly 2020). Enfin, le dernier élément pouvant mener à un changement de politique étrangère sont les événements internationaux majeurs. Hermann (1990) les définit comme des « chocs externes » (*external shocks*), c'est-à-dire des événements importants en termes de visibilité et d'impact immédiat sur leur

destinataire. À la suite de Hermann, Blavoukos et Bourantonis (2014) précisent la manière dont ces « chocs externes » peuvent influencer la politique étrangère. En effet, l'une des modalités selon lesquelles les États interagissent avec le système international est leur relation avec d'autres États perçus comme amis ou ennemis. Ainsi, des bouleversements intérieurs entraînant des changements radicaux de politique étrangère dans un pays imposent à leur tour une réponse différente aux États étant en relation avec ce pays.

CHAPITRE II : POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU GOUVERNEMENT AKP AVANT LES « PRINTEMPS ARABES » (2002-2011)

1. Objectifs de la politique étrangère du gouvernement AKP

La politique étrangère a été définie comme un programme cherchant à atteindre un objectif ou à résoudre un problème (Hermann 1990). Par conséquent, afin d'étudier les instruments de politique étrangère employés par le gouvernement AKP au cours la première décennie du XXI^e siècle, il est avant tout nécessaire d'examiner les buts poursuivis par Ankara durant cette période. Trois hommes jouent un rôle central dans la diplomatie akpiste : Recep Tayyip Erdoğan, Ahmet Davutoğlu et Abdullah Gül. Erdoğan est Premier ministre de 2003 à 2014, avant de devenir Président, poste qu'il occupe toujours à l'heure actuelle. Quant à Davutoğlu, cet académique fut le principal architecte de la politique étrangère de l'AKP. Il est le conseiller diplomatique d'Erdoğan de 2002 à 2009 et devient ensuite ministre des Affaires étrangères en 2009, puis Premier ministre de 2014 à sa démission en mai 2016. Le troisième acteur central de la politique étrangère turque est Gül, qui est Premier ministre de 2002 à 2003, puis ministre des Affaires étrangères, avant d'être élu Président en 2007, poste qu'il a occupé jusqu'en 2014.

À leur arrivée au pouvoir en 2002, les décideurs AKP ambitionnent en effet de faire de la Turquie une puissance majeure sur la scène internationale. Plus qu'un simple pont entre Orient et Occident, ils estiment que la Turquie est appelée à devenir un pays central dans les relations internationales (Davutoğlu 2008). Selon cette logique, le monde arabe acquiert une place de premier choix dans la politique étrangère turque. De fait, les élites AKP considèrent la stabilisation de l'environnement régional de la Turquie comme la condition préalable à l'obtention du statut de grande puissance (Jabbour 2017). À cet effet, la sécurisation des frontières revêt une importance particulière, car elle est nécessaire pour assurer la stabilité politique au niveau national, pour gérer la question kurde, mais également pour renforcer les liens économiques

avec les pays voisins (Öniş 2014). Loin d'être accessoires, les questions économiques sont une motivation centrale dans le rapprochement avec le monde arabe. En effet, au-delà des bénéfices sur le plan national, la croissance économique est essentielle dans la perspective d'accéder au statut de grande puissance sur la scène internationale. En obtenant pour les entreprises turques l'accès aux nouveaux marchés, aux consommateurs et aux matières premières du Moyen-Orient, le gouvernement AKP entend ainsi renforcer l'économie turque (Ennis et Momani 2013; Öniş 2014).

Enfin, les élites gouvernementales AKP manifestent également la volonté de faire de la Turquie un pôle d'attraction régionale. De fait, acquérir une position de leader régional est perçu comme la condition indispensable pour construire la puissance turque à l'échelle mondiale. Davutoğlu emploie à cet égard la métaphore de l'arc et de la flèche : « Plus nous tirons fort au Moyen-Orient, et plus loin nous atterrissons sur la scène internationale. » (Davutoğlu 2001, 488; cité dans Jabbour 2017, 44). La considération dont jouit la Turquie auprès des États occidentaux dépend donc de l'influence dont elle dispose au Moyen-Orient :

The old equation that “the more Turkey renounces its Eastern identity, the more chances it will have in the confirmation of its Western identity” has been replaced by a more pragmatic equation in that “the acceptance of Turkey’s placement in the West will be more likely through the strengthening of Turkey’s links to the East.” Turkey is increasingly capitalizing on its Eastern identity with a view to securing its place within the West. (Oğuzlu 2008, 7).

Par conséquent, le nouvel activisme turc au Moyen-Orient ne signifie pas fondamentalement une rupture des alliances traditionnelles de la Turquie, pas plus qu'il ne marque la fin de son désir d'intégrer le « club » des pays occidentaux (Billion 2017). Au contraire, le gouvernement AKP développe « une vision instrumentale et utilitariste » du monde arabe dans laquelle la construction d'une assise régionale forte doit permettre l'affirmation de la Turquie sur la scène internationale (Jabbour 2017, 44). Comme l'ont montré de nombreux chercheurs (parmi lesquels Aras 2009; Billion 2012; Jabbour 2017), il ne faudrait pas confondre cet objectif d'influence sur les ex-territoires ottomans avec une volonté de résurgence de l'Empire ottoman. En effet, si beaucoup qualifient la nouvelle politique turque de « néo-ottomane », tant dans les cercles politiques qu'académiques, ce sont avant tout les logiques pragmatiques qui ont poussé la Turquie à réinvestir l'espace moyen-oriental.

Ainsi, l'arrivée au gouvernement de l'AKP en 2002 s'accompagne d'un changement d'objectif selon la typologie de Hermann (1990; Altunışık et Martin 2011). Ce changement d'objectif mène logiquement à un changement de programme, le gouvernement AKP employant de nouveaux instruments afin de réaliser les buts qu'il s'est fixés. Cette réorientation de la politique étrangère est mise en œuvre selon deux axes. D'une part, les dirigeants turcs s'emploient à améliorer leurs relations avec les gouvernements arabes au travers d'une politique de coercition positive, qualifiée de « zéro problème avec les voisins » (*komşuları sıfır sorun politikası*). D'autre part, Ankara se lance dans un programme de socialisation envers les populations arabes visant à améliorer son image auprès de ces dernières. Nous allons à présent analyser ces deux dimensions de la politique étrangère turque dans le monde arabe.

2. Coercion positive avec les gouvernements arabes

2.1. Politique de « zéro problème avec les voisins »

Le premier axe de la diplomatie turque envers les pays arabes durant les années 2000, la coercition positive, dérive de la volonté du gouvernement AKP de mener une politique de « zéro problème avec les voisins » (*komşuları sıfır sorun politikası*). Ce principe est formulé pour la première fois par Ahmet Davutoğlu dans son ouvrage *Profondeur stratégique (Stratejik Derinlik)* en 2001 avant d'être adopté par le gouvernement AKP. Sous ce slogan accrocheur, se dessine la volonté de la Turquie de mettre un terme aux conflits avec ses voisins ou, du moins, de les réduire autant que possible afin de développer des rapports cordiaux avec tous les États avec lesquels elle est en relation (T.C. Dışişleri Bakanlığı s. d.-b). Si les désaccords restent inéluctables, le gouvernement AKP veut privilégier la recherche de solutions et de compromis dans une optique de dialogue et de coopération (Groc 2012; Jabbour 2017).

Cette nouvelle vision des relations interétatiques constitue un changement radical par rapport à la vision kémaliste de la politique étrangère fondée sur l'adage « le Turc n'a pas d'autre ami que le Turc » (Billion 2017). Les relations avec les pays arabes en particulier étaient vues au travers du prisme de la « trahison » de ces derniers lors de la chute de l'Empire ottoman (Altunışık 2010). Aux yeux des décideurs turcs, le monde arabe était donc un environnement dangereux et inhospitalier dont il valait mieux se

tenir à distance (Falk et Farer 2013). Si un certain rééquilibrage des relations de la Turquie avec le Moyen-Orient avait déjà eu lieu dans les années 1960, puis au début des années 1990 avec la politique d'ouverture du Président turc, Turgut Özal (Naoufal 2011), c'est l'arrivée de l'AKP au pouvoir qui va véritablement permettre de dépasser cette appréhension à l'égard du monde arabe. En effet, les élites AKP, de par leur filiation « islamiste », n'ont pas les mêmes *a priori* négatifs que leurs prédécesseurs et ressentent même une affinité culturelle avec cette région (Jabbour 2017).

Sans rentrer dans les détails de tous les conflits qui ont marqué les relations de la Turquie avec les États arabes, la possibilité d'établir des rapports cordiaux avec ces derniers était loin d'être évidente à l'arrivée au pouvoir de l'AKP. En effet, les obstacles sur la route du gouvernement AKP étaient nombreux. Si les avis sur la Turquie variaient fortement selon les différentes tendances présentes dans les sociétés arabes, la perspective dominante restait celle des nationalistes arabes qui avaient une vision assez négative d'Ankara (Altunışık 2010). La mémoire des politiques de turquisation des Jeunes-Turcs dans les provinces arabes de l'Empire, puis de la répression brutale des mouvements nationalistes arabes au début du XX^e siècle nourrissait en effet un fort ressentiment (Al-Azm 2011). L'Empire ottoman était également tenu pour responsable de « l'arriération » des sociétés arabes (Altunışık 2010). Par conséquent, la vision traditionnelle arabe était celle du « terrible Turc », la Turquie étant considérée comme l'héritière de la brutalité ottomane (Samaan 2013). À la fin de la Guerre froide, cette perception fut renforcée par les tendances panturquistes de la diplomatie turque, l'activisme d'Ankara en Asie centrale, le conflit avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et la coopération stratégique avec Israël (Parlar Dal 2012). Les relations avec la Syrie et l'Irak voisins étaient particulièrement contentieuses, voire même antagonistes dans le cas de la Syrie. Outre les différends territoriaux (province de Mosul avec l'Irak et région du Hatay avec la Syrie), la question kurde et celle du partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate restaient très épineuses malgré plusieurs tentatives de résolution.

Ainsi, afin d'inverser cette tendance et de parvenir à son objectif de « zéro problème avec les voisins », le gouvernement AKP met en œuvre dès 2002 une politique de coercition positive afin d'inciter les pays arabes à se rapprocher de la Turquie. À cet effet, trois outils sont employés par les décideurs turcs : l'interdépendance économique, la coopération politique et sécuritaire et la médiation.

2.2. *Outils*

2.2.1. Interdépendance économique

Le premier outil employé par le gouvernement AKP dans le cadre de sa stratégie de coercition positive envers les élites politiques arabes est l'interdépendance économique. De fait, les élites AKP voient dans celle-ci le moyen de garantir la paix et la stabilité du Moyen-Orient, l'un des principaux objectifs de la politique étrangère turque (Tür 2011; Kirişci et Kaptanoğlu 2011; Günay 2017). Comme l'exprime Davutoğlu : « Order in the Middle East cannot be achieved in an atmosphere of isolated economies. » (2008, 85). De plus, à l'instar du processus d'intégration européenne, les décideurs AKP considèrent que l'accroissement des relations économiques avec les gouvernements arabes permettra de créer les conditions matérielles qui inciteront ces derniers à œuvrer en faveur d'un rapprochement politique avec la Turquie. Il s'agit donc de faire en sorte que les bénéfices économiques engendrés par le développement de bonnes relations avec Ankara surpassent les éventuelles réticences associées à l'établissement de telles relations, débouchant ainsi sur une convergence d'intérêts entre acteurs turcs et arabes. Dans cette optique, le commerce transfrontalier et les projets d'investissements sont perçus comme des facilitateurs de la diplomatie turque, censés mener à des ouvertures politiques et donc à une plus grande possibilité d'influence pour la Turquie (Kutlay 2009; cité dans 2011, 78).

La Syrie représente le point focal de cette stratégie d'interdépendance économique du gouvernement AKP. En effet, ce dernier perçoit la Syrie comme la porte d'entrée qui lui permettra ensuite d'accroître sa coopération économique avec le reste du monde arabe (Davutoğlu 2008; Jabbour 2017). Or, au début des années 2000, l'économie syrienne, sous le coup de sanctions internationales, souffre lourdement. La réussite économique étant cruciale pour le maintien au pouvoir du Président syrien, Bashar al-Assad, la promesse d'un accroissement des relations économiques avec la Turquie et, partant, la possibilité d'accéder aux marchés européens, incitent alors fortement Damas à améliorer ses relations avec Ankara (Tür 2013).

Il ne faut toutefois pas oublier que si la coopération économique est utilisée par le gouvernement AKP pour améliorer ses relations avec les gouvernements arabes, elle constitue également une nécessité pour l'économie turque en pleine croissance. De fait, comme le note Kemal Kirişçi (2009; 2011), au cours des années 2000, la Turquie se transforme en « État marchand » (*trading state*), c'est-à-dire un État dont la politique étrangère est de plus en plus déterminée par les considérations économiques et dont le commerce extérieur constitue une part importante du PIB. Par conséquent, trouver des marchés d'exportations est une priorité pour le gouvernement AKP. L'accord d'union douanière signé avec l'Union européenne en 1996 n'ayant pas produit les résultats escomptés en termes de développement du commerce, la Turquie se tourne vers d'autres partenaires, à commencer par le Moyen-Orient (Tür 2011; Kirişçi et Kaptanoğlu 2011). En effet, il existe une perception parmi les entrepreneurs turcs que la plupart des économies arabes, en raison de leur arriération ou de leur fermeture aux forces du marché, constituent le débouché idéal pour les exportations turques (Tür 2011; 2013). Dès lors, les relations économiques croissantes avec le monde arabe doivent également servir à la construction de la puissance économique (Jabbour 2017).

Au cours des années 2000, le gouvernement AKP signe ainsi de nombreux accords de libre-échange avec les États arabes. C'est notamment le cas en 2004 avec la Syrie, l'Autorité palestinienne, le Maroc et la Tunisie, en 2005 avec l'Égypte, en 2009 avec la Jordanie et en 2010 avec le Liban.¹ De plus, la Turquie et les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) concluent en mai 2005 un accord-cadre de coopération économique, censé mener à terme à un accord de libre-échange.² Ces accords mènent à un accroissement massif du commerce avec le monde arabe. De fait, en neuf ans, le volume des échanges quadruple, passant de \$7,3 milliards en 2001 à \$29,4 milliards en 2010 (voir tableau 1). Les exportations turques, en particulier, connaissent une augmentation spectaculaire, passant de \$3,7 milliards en 2001 à \$22,8 milliards en 2010. Par conséquent, alors qu'en 2001 le monde arabe ne représentait que 11,82 % des exportations turques, en 2010 sa part est montée à 20,09 %. Dans tous les pays

¹ Ces accords de libre-échange sont entrés en vigueur en 2005 pour la Tunisie et la Palestine, en 2006 pour l'Égypte et le Maroc, en 2007 pour la Syrie et en 2011 pour la Jordanie. L'accord de libre-échange avec le Liban n'a cependant toujours pas été ratifié. De plus, l'accord avec la Syrie est suspendu depuis 2011 et celui avec la Jordanie a été révoqué en 2018 (UNCTAD s. d.; T.C. Ticaret Bakanlığı s. d.).

² Le CCG a cependant suspendu les discussions en 2009 (Subervie 2014). Les négociations ont été relancées en 2013, mais n'ont pas encore abouti à ce jour.

avec lesquels la Turquie signe des accords de libre-échange, les exportations turques connaissent une forte croissance : elles sont multipliées par sept en Irak, par six en Syrie, en Palestine et au Maroc et par cinq en Égypte, en Tunisie et en Jordanie. De même, dans le Golfe, les Émirats Arabes Unis (EAU), le Qatar et le Bahreïn assistent à une forte expansion de leurs échanges avec la Turquie.

Tableau 1 - Commerce extérieur turc (en millions de dollars) avec le monde arabe (2001 et 2010). Source : TÜİK (s. d.-a).

	2001			2010		
	Exportations	Importations	Total	Exportations	Importations	Total
Algérie	422	1.064	1.486	1.505	1.068	2.573
Arabie saoudite	501	730	1.231	2.218	1.380	3.598
Bahreïn	11	15	26	172	72	244
EAU	380	65	445	3.333	698	4.031
Égypte	421	92	513	2.251	926	3.177
Irak*	829	42	871	6.036	153	6.189
Jordanie	119	14	133	571	42	613
Koweït	105	123	228	395	215	610
Liban	184	26	210	618	229	847
Libye	67	848	915	1.932	426	2.358
Maroc	98	38	136	624	397	1.021
Oman	31	0	31	129	39	168
Palestine	6	1	7	40	1	41
Qatar	8	6	14	163	177	340
Syrie	281	463	744	1.844	452	2.296
Tunisie	141	73	214	713	281	994
Yémen	100	0	100	330	1	331
Pays arabes	3.704	3.600	7.304	22.874	6.557	29.431
Monde	31.334	41.399	72.733	113.883	185.544	299.427

**Pas de données disponibles pour 2001, les valeurs données sont celles de 2003.*

En outre, le gouvernement AKP signe de nombreux traités bilatéraux d'investissement, notamment avec la Syrie et le Liban en 2004, les EAU en 2005, le Bahreïn et l'Arabie saoudite en 2006, Oman en 2007, la Libye en 2009 et le Koweït en 2010.³ Par conséquent, les entreprises turques investissent toujours plus dans le

³ Ces accords d'investissements sont entrés en vigueur en 2006 pour la Syrie et le Liban, en 2010 pour les EAU, l'Arabie saoudite et Oman, en 2011 pour la Libye, en 2013 pour le Koweït et en 2014 pour le Bahreïn (UNCTAD s. d.).

monde arabe. Les secteurs privilégiés sont ceux de la construction, des hydrocarbures et des télécommunications (Ehteshami et Elik 2011). Ainsi, les entreprises de construction turques investissent environ \$35,5 milliards au Moyen-Orient durant les années 2000 (Tür 2011). En Irak, plus de la moitié des entreprises étrangères présentes dans le pays seraient turques et celles-ci contrôlèrent même jusqu'à 95 % du secteur de la construction irakien (Bourgeot 2011; Kirişçi 2011). En Syrie, les investissements turcs doublent entre 2006 et 2007, atteignant \$146 millions et faisant ainsi de la Turquie le premier investisseur étranger dans le pays (Tür 2013). La Turquie est également présente dans les pays du Golfe, le montant des investissements directs étrangers (IDE) turcs sur la période 2002-2010 s'élevant à \$318 millions (Subervie 2014). Les IDE en provenance du CCG sont toutefois bien plus importants, les pays du Golfe ayant investi \$6,3 milliards en Turquie entre 2002 et 2010, dont 56 % provenait des EAU (Subervie 2014). Si la présence turque au Maghreb est plus modeste, les entreprises turques y concluent néanmoins 17 accords d'investissement entre 2003 et 2010 (Dahmani 2010).

Le gouvernement AKP œuvre particulièrement au rapprochement économique avec ses voisins moyen-orientaux, à commencer par la Syrie. En 2004, Ankara et Damas décident d'instaurer un Programme de Coopération régionale turco-syrienne. Opérationnel dès 2006, il est doté d'un budget de \$20 millions, financé à égalité par les deux parties. Son objectif est de renforcer les liens économiques des régions à la frontière turco-syrienne, de réduire le chômage ainsi que d'encourager l'entrepreneuriat et la coopération technique (Tür 2013). Afin d'accroître davantage l'intégration économique avec le Moyen-Orient, Erdoğan promeut la création d'une zone de libre-échange avec la Jordanie, le Liban et la Syrie. En juillet 2010, les ministres des Affaires étrangères des quatre pays s'accordent pour éliminer les droits de douane, quotas et préférences sur la plupart des biens et services échangés entre eux endéans les cinq ans (Suvankulov, Akhmedjonov, et Ogucu 2012; Kirişçi 2011). Le projet, surnommé *Şamgen* en référence à l'espace Schengen, mais également aux termes turc « Şam » et arabe « Sham », qui désignent alternativement le Levant ou spécifiquement Damas, est confirmé en décembre 2010. Même s'il ne verra jamais le jour, il représente néanmoins l'apogée de la stratégie d'intégration économique du gouvernement AKP durant les années 2000.

Néanmoins, l'intensification des relations économiques n'est pas toujours bien reçue dans les pays arabes, car elle est perçue comme favorisant les entreprises turques au détriment des entreprises locales. Par exemple au Maroc, les entreprises turques sont accusées de mettre en péril certains secteurs de l'industrie marocaine, en particulier celle du tissu jeans et de ne pas honorer leurs promesses d'emploi (Mokhefi 2013). De même en Syrie, certains entrepreneurs, en particulier à Alep, se plaignent d'avoir dû mettre fin à leurs activités en raison de la concurrence avec les importations turques (Tür 2013). Tür (2011) note cependant que malgré ces protestations, les élites gouvernementales syriennes restent déterminées à approfondir la coopération économique avec la Turquie, comme en témoignent les propos de la ministre syrienne de l'Économie et du Commerce, Lamia Assi : « Même si le volume du commerce est fortement en faveur de la Turquie, nous ne sommes pas dérangés par cela car nos exportations vers la Turquie augmentent également. » (*Hürriyet* 2011, notre traduction).

2.2.2. Coopération politique et sécuritaire

Parallèlement au rapprochement économique avec ses voisins moyen-orientaux, la Turquie s'engage sur la voie d'une coopération politique et sécuritaire avec les gouvernements arabes. À l'échelle régionale, tout d'abord, la Turquie est à l'initiative de la « Conférence des voisins de l'Irak » dont la première rencontre se tient à Istanbul le 23 janvier 2003. Elle réunit les ministres des Affaires étrangères jordanien, saoudien, syrien, iranien et égyptien dans le but de trouver une solution diplomatique pour empêcher l'invasion américaine. Malgré les réserves initiales des États-Unis, un total de 12 rencontres auront lieu avec la participation d'un nombre croissant d'acteurs, y compris le secrétaire général des Nations unies et le secrétaire d'État américain. Au fil du temps, la Conférence devient un espace important où les pays de la région peuvent agir en faveur de l'intégrité territoriale et de l'unité politique de l'Irak et trouver des solutions communes afin de lutter contre les activités terroristes (Özcan 2011; Robins 2013; Özpek et Demirağ 2014). L'initiative est donc largement considérée comme un succès de la diplomatie turque et permet à la Turquie de s'inscrire au cœur des enjeux régionaux et internationaux.

Ankara accroît également ses relations avec la Ligue arabe. En septembre 2004, la Turquie et les États de la Ligue arabe signent un protocole d'accord avant de conclure en novembre 2007 un accord pour établir un Forum de coopération turco-arabe (*Turkish-Arab Cooperation Forum*, TAF). Celui-ci se décline ensuite en plusieurs formats, parmi lesquels une rencontre annuelle des ministres des Affaires étrangères du TAF. La première de ces réunions se tient à Istanbul en octobre 2008, suivie par une deuxième rencontre à Damas en décembre 2009 et une troisième à Istanbul en juin 2010 (T.C. Dışişleri Bakanlığı s. d.-f).

Au niveau bilatéral, le gouvernement AKP approfondit sa coopération avec le gouvernement irakien, en particulier à partir du second mandat de l'AKP (2007-2011). Ainsi, en mars 2009, Gül est le premier président turc à effectuer une visite officielle en Irak depuis 34 ans.⁴ Erdoğan se rend également dans le pays à de multiples reprises. Suite à sa visite de juillet 2008, un Conseil de coopération stratégique de haut-niveau est institué. Il rassemble les ministres des Affaires étrangères, de l'Énergie, de l'Intérieur et du Commerce trois fois par an, et les Premiers ministres deux fois par an. Lors de sa première réunion, le 15 octobre 2009 à Bagdad, 48 protocoles d'accord sont signés, portant notamment sur la sécurité, le transport, l'eau ou encore les échanges énergétiques (Cécillon 2011; T.C. Dışişleri Bakanlığı s. d.-c). Le gouvernement AKP conclut également de nombreux accords avec le Liban et la Jordanie dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de la défense, du transport et de l'éducation (Suvankulov, Akhmedjonov, et Ogucu 2012).

La coopération la plus étroite est sans doute celle avec la Syrie. En janvier 2004, Bashar al-Assad est le premier président syrien à se rendre en Turquie (Sever 2011). À cette occasion, le Président syrien déclare : « We have together shifted from an atmosphere of distrust to trust. » (Birand 2004; cité dans Aras et Karakaya Polat 2008). Suite à une visite d'Erdoğan en Syrie en décembre 2004, les deux pays décident d'aborder la question du partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate uniquement sous l'angle technique afin qu'elle ne constitue plus un obstacle aux relations turco-syriennes (Sever 2011). Signe de ce rapprochement, la Syrie commence à qualifier ouvertement le PKK d'organisation terroriste et à condamner ses attaques, comme le demandaient les dirigeants turcs depuis des décennies (Altunışık et Tür 2006). De

⁴ Le dernier président turc à s'être rendu en Irak était Fahri Korutürk en 1976.

même, le Conseil de sécurité nationale turc (*Milli Güvenlik Kurulu*, MGK) décide en 2005 de retirer la Syrie de la liste des pays considérés comme une menace pour la Turquie (Jabbour 2017).

En 2008, Ankara et Damas entament une coopération dans le domaine de l'électricité (Kaya et Yankaya 2014). Un an plus tard, un Conseil de coopération stratégique de haut-niveau est établi. Il est prévu que les ministres des Affaires étrangères, de l'Énergie, du Commerce, des Travaux publics, de la Défense, des Affaires intérieures et du Transport se rencontrent minimum deux fois par an lors de réunions bilatérales afin de définir un plan d'action commun. Ce plan d'action doit ensuite être discuté lors de réunions du Conseil ministériel organisées minimum une fois par an par les chefs de gouvernement turc et syrien. Lors de la première réunion à Damas, 56 protocoles d'accord sont signés, notamment dans les secteurs de l'énergie, du transport et de la culture (Suvankulov, Akhmedjonov, et Ogucu 2012; Jabbour 2017). Les rencontres du Conseil de coopération en 2010 mènent à la signature de 13 accords supplémentaires (Öztig 2019). En 2010, les deux pays concluent un accord pour la construction d'un « barrage de l'amitié » sur la rivière Oronte, à la frontière entre la Turquie et la Syrie.

Le rapprochement a également lieu dans le domaine sécuritaire. En effet, Ankara et Damas organisent une opération d'essai d'échange des unités de frontière pendant trois jours en avril 2009 (Kaya et Yankaya 2014; Başkan 2018). En 2010, les deux pays signent un accord de contre-terrorisme pour rendre la lutte contre le PKK plus efficace (Ozkan et Korkut 2013). Enfin, Erdoğan et sa famille développent d'excellentes relations personnelles avec la famille Assad. Lors de la venue du Président syrien à Ankara en 2004, il est accompagné par sa femme et ses enfants. En 2008, le couple Assad passe ses premières vacances d'été à Bodrum en Turquie et est accueilli à son arrivée par Erdoğan, son épouse et leur fille. Les images de cette rencontre sont abondamment relayées par les médias qui y voient le signe des relations fraternelles, voire familiales entre les deux pays (Jabbour 2017).

La coopération politique et sécuritaire n'est toutefois pas limitée aux voisins moyen-orientaux de la Turquie. En effet, les années 2000 voient également un rapprochement stratégique entre la Turquie et les pays du CCG. Ces États partagent des préoccupations géopolitiques communes avec Ankara, en particulier la volonté de

maintenir la stabilité et l'intégrité territoriale de l'Irak et, dans une moindre mesure, la crainte de l'influence iranienne en Syrie, au Liban et en Palestine (Hürsoy 2013; Dazi-Héni 2011). Signe de ce rapprochement, les pays du CCG décident de soutenir la candidature du diplomate turc, Eklemeddin İhsanoğlu, au poste de secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique (OIC) en 2004, puis celle de la Turquie au statut d'observateur auprès de la Ligue arabe ainsi que sa candidature à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies pour le mandat de 2009-2010 (Hürsoy 2013).

Ce n'est cependant qu'en 2008 que les pays du Golfe et la Turquie décident explicitement d'entrer dans un partenariat stratégique. De fait, suite à la signature d'un protocole d'accord entre Ankara et le CCG le 2 septembre, la Turquie devient le premier État à recevoir le statut de partenaire stratégique du CCG (Larrabee 2011). Cet accord appelle notamment à la création de mécanismes de consultations réguliers sur les questions politiques, économiques, sécuritaires et culturelles (Başkan 2011). Un Conseil de coopération stratégique, censé réunir tous les ans les ministres des Affaires étrangères de la Turquie et des six pays du CCG, est alors mis en place afin d'institutionnaliser les relations. La première réunion a lieu à Istanbul en 2009. Elle permet aux États de réaffirmer leur soutien mutuel sur les dossiers régionaux et d'exprimer leur volonté d'approfondir la coopération en matière de défense et de lutte contre le terrorisme ainsi que dans les domaines éducatif, culturel et scientifique (T.C. Dışişleri Bakanlığı 2009). Une deuxième rencontre est organisée au Koweït en 2010 et aboutit à la publication du *2011-2012 Joint Action Plan* ainsi qu'à l'établissement de onze sous-comités (T.C. Dışişleri Bakanlığı s. d.-d).

Les relations bilatérales avec les pays du Golfe, en particulier celles avec l'Arabie saoudite, s'accroissent également, comme en témoignent les nombreuses visites officielles qui ont lieu durant cette période.⁵ Erdoğan effectue ainsi une visite officielle dans le royaume saoudien en 2005. Les deux pays signent alors un accord de coopération en matière de lutte contre le terrorisme. Le roi Abdallah se rend ensuite en Turquie en août 2006 pour une visite officielle, la première d'un souverain saoudien en quarante ans.⁶ Celle-ci est rapidement suivie par une deuxième visite en 2007 afin

⁵ Outre les visites officielles en Arabie saoudite, mentionnons notamment la visite officielle du roi du Bahreïn Hamad bin Isa al-Khalifa en Turquie en septembre 2008, la première d'un monarque bahreïni.

⁶ La dernière visite officielle d'un roi saoudien en Turquie fut celle du roi Faysal en 1966.

de féliciter Gül pour sa victoire aux élections présidentielles. Les deux hommes avaient en effet développé des relations amicales lorsque Gül travaillait à la Banque islamique de développement à Jeddah entre 1983 et 1991 (Hürsoy 2013). En mai 2010, Ankara et Riyadh concluent un accord de coopération scientifique et technique dans le domaine militaire. Celui-ci prévoit également des programmes de formation conjointe du personnel militaire, la production conjointe d'armement et le partage de technologies. Le rapprochement spectaculaire entre les deux pays pousse certains observateurs tels que Martin (2009) à envisager l'établissement d'un axe stratégique Ankara-Riyadh.

Enfin, le gouvernement AKP s'efforce de resserrer ses relations politiques avec les États du Maghreb. Par exemple, la Turquie signe en 2003 un accord avec l'Algérie afin de renforcer leur coopération militaire (Mokhefi 2013). Lors de la visite d'Erdoğan à Alger en 2006, un traité d'amitié et de coopération est conclu entre les deux pays. Celui-ci prévoit une réunion annuelle de haut niveau entre les chefs de gouvernement et des réunions ministérielles se déroulant alternativement à Alger et Ankara (*El Watan* 2006). Toutefois, la coopération politique et stratégique avec le Maghreb reste relativement limitée par rapport au rapprochement entamé avec les pays frontaliers et le CCG. De fait, le Maghreb semble principalement intéresser le gouvernement AKP pour les opportunités économiques qu'il offre (Jabbour 2017; Mokhefi 2013). La Libye fait néanmoins figure d'exception à cet égard. En effet, Erdoğan développe d'excellentes relations avec le Président libyen, Kadhafi. Ainsi, en novembre 2009, il est le premier dirigeant turc à effectuer une visite officielle en Libye depuis la crise diplomatique de 1996.⁷ Les deux hommes s'entretiennent pendant deux heures trente avant de se promener dans les jardins de la résidence de Kadhafi de Bab al-Aziza. En novembre 2010, Erdoğan reçoit même le prix Kadhafi des droits de l'Homme (*Cumhuriyet* 2010).

Une exception notable au rapprochement politique avec les régimes arabes est l'Égypte. Malgré l'affaiblissement du Caire au niveau régional depuis la fin des années 1970, les élites égyptiennes continuent de considérer leur pays comme le leader du monde arabe (Magued 2016). Elles perçoivent donc la Turquie comme un rival dans

⁷ Le premier ministre turc de l'époque, Necmettin Erbakan, était venu discuter d'un projet de marché commun musulman. Il avait cependant été humilié publiquement par Kadhafi qui avait vivement critiqué l'alliance turque avec l'OTAN et Israël et au contraire fait l'éloge du PKK (Semo 2011).

la lutte pour l'hégémonie régionale et voient d'un œil inquiet l'implication d'Ankara dans le dossier palestinien qu'elles considèrent comme leur chasse gardée. Le régime égyptien s'efforce dès lors de limiter sa coopération avec le gouvernement turc au domaine économique (Magued 2016). Ainsi, malgré la multiplication des visites officielles de haut-niveau entre les deux pays, le rapprochement turco-égyptien reste relativement limité (Jabbour 2017).

2.2.3. Médiation

Enfin, dernier volet de la stratégie turque de coercition positive au Moyen-Orient, la médiation contribue fortement au rapprochement turco-arabe. La Turquie avait déjà manifesté une certaine volonté de contribuer à la résolution des conflits dans les années 1990. Cependant, la médiation prend une place de premier plan avec le gouvernement AKP. Cette emphase sur la médiation est typique des puissances moyennes dont fait partie la Turquie. De fait, celles-ci ont tendance à se créer des « niches diplomatiques », c'est-à-dire des domaines d'expertise dans lesquels elles concentrent leurs ressources financières et humaines, car elles ne sont pas capables d'opérer avec la même intensité à tous les niveaux (Cooper 1997). La médiation constitue souvent une niche de choix à cet égard.

La légitimité croissante de la Turquie en tant que médiateur privilégié de nombreux conflits régionaux est avant tout le fruit des bonnes relations qu'Ankara entretient avec la majorité des acteurs impliqués dans les conflits au Moyen-Orient (Altunışık 2008). De fait, la Turquie pratique la « split diplomacy », c'est-à-dire « une capacité inédite à nouer de bonnes relations avec des acteurs antagonistes du système international et à gérer les contradictions d'une telle posture » (Jabbour 2017, 174). Non seulement le gouvernement turc développe des liens avec des acteurs adverses, mais il maintient une politique d'« égale distance » à leur égard, refusant d'en favoriser un au détriment des autres ainsi que de prendre part à des alliances régionales (Özpek et Demirağ 2014; Aras 2009). En effet, la plupart des activités de médiation turques au cours des années 2000 sont de l'ordre de la médiation facilitatrice (*facilitative mediation*), c'est-à-dire une médiation dans laquelle le médiateur est neutre et ne tire pas son pouvoir des pressions qu'il peut exercer sur les parties, mais de son impartialité et de son expertise procédurale (Altunışık et Cuhadar 2010). La neutralité apparente de la Turquie lui

permet donc de bénéficier de la confiance d'une grande variété d'acteurs au Moyen-Orient, bien plus que l'Iran perçu avec méfiance notamment par les groupes sunnites libanais et irakiens (Altunışık et Cuhadar 2010).

Les activités de médiation turques sont également marquées par l'emphase que les élites AKP placent sur l'empathie comme condition essentielle pour comprendre les dynamiques psychologiques des conflits (Davutoğlu 2013). Le succès des efforts de conciliation d'Ankara serait donc dû à la capacité des médiateurs turcs d'agir et de penser comme les populations locales, ce dont les Occidentaux seraient incapables (Tür 2015; Jabbour 2017). Davutoğlu estime ainsi : « If we are mediating between Iraqi people, we should be speaking like Baghdadis. We have to speak like Damascenes if the issue is Syria [...]. » (2013, 85).

La Turquie parvient à s'imposer comme médiateur auprès des États arabes à trois niveaux : dans leurs conflits avec Israël, dans leurs différends interétatiques et dans leurs problèmes intraétatiques. De fait, la Turquie assume un rôle important de médiateur dans le cadre du conflit opposant les États arabes à Israël. Ainsi, suite à la victoire du Hamas aux élections palestiniennes de janvier 2006, le gouvernement AKP, comme le reste du monde, est confronté à un dilemme : respecter la volonté du peuple palestinien exprimée au travers d'élections démocratiques ou s'opposer à l'usage de la violence politique promue par le Hamas considéré comme illégitime par la communauté internationale (Robins 2013). Contrairement aux autres acteurs internationaux qui adoptent une politique d'isolement à l'encontre du groupe palestinien, les décideurs turcs résolvent ce dilemme avec rapidité en faveur d'un rapprochement avec le Hamas (Robins 2013; Özcan 2011). Ils font de la socialisation de ce dernier leur priorité et cherchent à ce que le groupe palestinien soit traité comme un acteur politique plutôt que comme une organisation terroriste (Falk et Farer 2013; Özcan 2011).

Dans un geste qui fait couler beaucoup d'encre, Gül reçoit le dirigeant du Hamas, Khaled Meshal, au siège de l'AKP à Ankara le 16 février 2006. Cette même année, les bonnes relations du gouvernement AKP avec l'organisation palestinienne permettent à Davutoğlu de se rendre à Damas pour servir de médiateur pour la négociation d'un échange de prisonniers suite à la capture d'un soldat israélien. Cependant, ses efforts se soldent par un échec. Les dirigeants turcs jouent également un rôle central lors des

négociations entre le Hamas et Israël en décembre 2008, notamment en servant de canal de communication entre le groupe palestinien et les acteurs internationaux (Altunışık et Cuhadar 2010; Aras 2009). Davutoğlu déclare même lors d'une conférence de presse le 19 janvier 2009 que si un cessez-le-feu a été obtenu la veille au sommet de Sharm al-Sheikh en Égypte, c'est grâce à la Turquie et que sans elle, le sommet n'aurait été qu'une « rencontre sans aucun résultat » (Dogan 2009; cité dans Altunışık et Cuhadar 2010, 387).

Outre le Hamas, la Turquie joue également un rôle de médiateur entre Israël et le Liban après la guerre de 2006. Néanmoins, son initiative la plus notable reste sans doute sa médiation entre la Syrie et Israël. Profitant du réchauffement des relations turco-syriennes, Erdoğan et Gül s'efforcent de faciliter la communication entre les dirigeants syrien et israélien (Altunışık et Cuhadar 2010; Davutoğlu 2013). La Turquie estimait en effet qu'un accord entre les deux pays permettrait d'affaiblir l'axe Iran-Syrie-Hezbollah (Ehteshami et Elik 2011). Grâce à la diplomatie de la navette (*shuttle diplomacy*) turque, cinq *rounds* de négociations officielles indirectes ont lieu à Istanbul entre mai et décembre 2008. Cependant, alors que les deux États sont proches d'un compromis, la perspective d'une victoire du candidat démocrate aux élections présidentielles américaines ralentit les négociations avant que celles-ci ne soient définitivement enterrées avec le début de l'opération *Plomb Durci* menée par Israël à Gaza fin 2008-début 2009. De fait, les vives critiques d'Erdoğan à l'encontre d'Israël, sur lesquelles nous reviendrons plus loin, ont pour conséquence la perte de la neutralité turque dans le conflit israélo-arabe. Or, l'impartialité est une condition *sine qua non* pour exercer un rôle de « facilitateur neutre » (Altunışık et Cuhadar 2010). Par conséquent, en renonçant à sa neutralité, la Turquie perd la confiance des gouvernements israélien, palestinien et syrien qui dès lors ne veulent plus faire appel à sa médiation (Altunışık et Cuhadar 2010). Dans un entretien accordé au journal turc *Hürriyet*, Bashar al-Assad déclare même : « Si la Turquie veut nous aider, elle doit avoir de bonnes relations avec Israël. Sinon comment peut-elle jouer un rôle important en faveur de la paix ? » (Özkök 2009, notre traduction).

Les efforts de médiation de la Turquie ne sont toutefois pas limités aux conflits opposant les gouvernements arabes et Israël. En effet, Ankara propose également ses bons offices pour médier les disputes entre États arabes. Ainsi, le gouvernement AKP s'efforce, sans succès, de rassembler les ministres des Affaires étrangères irakien et

syrien avec le Secrétaire général de la Ligue arabe à Istanbul en septembre 2009. L'objectif de cette rencontre est de régler le conflit qui oppose les deux pays à la suite des accusations du gouvernement irakien d'un soutien de Damas envers les groupes terroristes qui ont commis les attentats à la voiture piégée du 19 août 2009 à Bagdad. De même, à l'automne 2009, la Turquie joue le rôle de médiateur dans la crise qui suit l'annulation d'une visite du roi d'Arabie saoudite en Syrie, ce qui avait provoqué des tensions entre Damas et Riyadh (Ehteshami et Elik 2011).

Enfin, la Turquie s'implique également dans la médiation de conflits internes des États arabes. Ankara joue ainsi un rôle majeur en Irak où ses bonnes relations avec les groupes sunnites lui permettent de convaincre ces derniers de participer aux élections législatives de décembre 2005. Davutoğlu explique que, pendant trois mois, il entreprend « une diplomatie discrète et confidentielle pour faire venir en Turquie tous les principaux dirigeants de la résistance et les persuader de participer aux élections en tant que partis politiques » (Davutoğlu 2013, 84). De même lors des élections de 2010, après huit mois de tractations, les médiateurs turcs parviennent à trouver un compromis entre les principales forces politiques du pays en vue de constituer un gouvernement (Marcou 2016). La Turquie avait préalablement joué un rôle essentiel dans la formation de la liste électorale victorieuse *al-Iraqiya* qui rassemble des acteurs politiques de différentes confessions et ethnies (Özcan 2011). Si cette dernière ne parvient pas à former de gouvernement, faute de majorité, les pressions internationales (notamment turques) permettent que certains des membres de la liste soient inclus dans le gouvernement dirigé par al-Maliki, ce que ce dernier refusait au départ (Cécillon 2011). De plus, grâce à ses bonnes relations tant avec le Hamas que le Fatah, le gouvernement AKP peut œuvrer à la réconciliation entre les deux factions palestiniennes (Samaan 2013). Au Liban également, les efforts turcs pour tisser des liens avec des représentants de toutes les communautés permettent à Ankara de jouer un rôle constructif en amont du sommet de Doha de mai 2008 qui conduit à la signature d'un compromis entre les différentes factions politiques libanaises.

Ainsi, si tous les efforts de médiation turcs n'aboutissent pas, ils demeurent un élément clef de la stratégie de coercition du gouvernement AKP. L'investissement des dirigeants turcs dans la médiation des conflits leur permet en effet d'inciter leurs voisins arabes à œuvrer en faveur de la paix et de la stabilité régionale, objectif de

première importance dans la quête de puissance d'Ankara. Notons également que la médiation pourrait aussi être envisagée comme instrument de socialisation puisqu'elle contribue à diffuser l'image d'une Turquie puissante et bienveillante.

3. Socialisation avec les sociétés arabes

Nous avons jusqu'à présent examiné les efforts du gouvernement AKP afin d'établir des relations amicales avec les gouvernements des États arabes grâce à une stratégie de coercition positive. Néanmoins, les élites politiques n'étaient pas les seules à avoir une image défavorable de la Turquie. De fait, pour des raisons similaires à celles de leurs gouvernants, les populations arabes étaient méfiantes, voire hostiles à l'égard de la Turquie. Par conséquent, dans la première décennie du XXI^e siècle, parallèlement à leur politique de rapprochement avec les gouvernements arabes, les dirigeants turcs s'efforcent de remédier aux perceptions négatives des sociétés arabes. Ils se lancent ainsi dans une politique de socialisation auprès des populations de la région visant à faire évoluer leurs perceptions et idées au sujet de l'État turc. Cette stratégie consiste à projeter une nouvelle image de la Turquie auprès de l'opinion publique sans passer par l'intermédiaire des gouvernements arabes afin de rendre attrayant le « modèle turc » de telle sorte que les habitants de la région aspirent à ce que leur pays ressemble davantage à la Turquie.

Afin de réaliser cet objectif de socialisation, les décideurs turcs ont recours à divers outils. Toutefois, avant d'analyser ces derniers, il est nécessaire de déterminer les caractéristiques du « modèle » promu par les dirigeants turcs. La nouvelle image de la Turquie repose en effet sur deux piliers : sa réussite économique et son modèle démocratique. Toutefois, deux remarques s'imposent au préalable. Notre objectif n'est pas de débattre de l'applicabilité ou non du « modèle turc » au monde arabe, mais de comprendre comment il a été promu par le gouvernement AKP et pourquoi il a trouvé un écho dans cette région.⁸ Nous ne prétendons pas non plus faire un récit détaillé de l'ensemble des évolutions politiques et économiques qu'a connues la Turquie sous l'ère AKP. Nous nous efforcerons plutôt d'exposer les principaux éléments à l'origine

⁸ Pour une discussion de l'applicabilité du « modèle turc » aux pays arabes, voir notamment Dede (2011), Taşpınar (2011) et Tol (2012).

de la nouvelle vision de la Turquie développée par le gouvernement turc à partir de 2002.

3.1. *Une nouvelle Turquie*

3.1.1. Islam et démocratie

Le premier élément constitutif du « modèle turc » est la combinaison entre un gouvernement dirigé par un parti issu de l'islam politique et un système démocratique « laïc ». Né d'une scission du *Fazilet Partisi* (FP, Parti de la Vertu), l'AKP trouve ses racines dans le courant islamiste turc, auquel il entend néanmoins insuffler un vent de nouveauté. Loin des velléités révolutionnaires d'un grand nombre de mouvements de la région, l'AKP n'ambitionne pas d'imposer un État islamique fondé sur la sharia. Au contraire, il promeut un islam « modéré » et s'insérant dans le jeu démocratique. Conservateur sur le plan social, le parti se veut aussi réformateur et progressiste sur le plan politique. Il entend représenter la « périphérie », ces populations traditionnelles de sensibilité religieuse d'Anatolie, longtemps tenues à l'écart du cœur du système politique dominé par les élites kémalistes occidentalisées (Ozkan 2013; Jabbour 2017).

Il ne faut toutefois pas surestimer le caractère laïc du système politique turc. En effet, la laïcité telle qu'établie sous Mustafa Kemal Atatürk n'a pas abouti à une séparation nette entre la sphère religieuse et la sphère politique, mais a au contraire mené à un contrôle de l'État sur l'islam, créant *de facto* un islam officiel en adéquation avec le nationalisme turc (Taşpınar 2020). Quand bien même, l'ascension d'un parti de tendance islamique au sein de ce système n'allait pas pour autant de soi. En effet, en 1997, le Premier ministre Necmettin Erbakan, leader du parti islamiste *Refah Partisi* (RP, Parti de la Prospérité), avait été contraint de démissionner à la suite d'un ultimatum lancé par l'armée avant de voir son parti dissous par la Cour constitutionnelle deux ans plus tard. Pourtant, lors des élections législatives de novembre 2002, l'AKP parvient à remporter 34,3 % du suffrage populaire, ce qui lui confère la majorité absolue des sièges à la Grande Assemblée nationale. Cette victoire sera la première d'une longue série. De fait, aux élections législatives de 2007 et 2011, le parti obtiendra des résultats encore meilleurs, recueillant respectivement 46,6 % et 49,9 % des voix.

L'arrivée au pouvoir de l'AKP s'accompagne en outre d'un accroissement de la démocratie et des libertés. En effet, dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne, les dirigeants turcs introduisent de nombreuses réformes allant de l'abolition de la peine de mort au renforcement de la liberté d'association, d'opinion et d'expression, en passant par la prévention de la torture. Toutefois, les mesures qui frappent sans doute le plus les esprits sont celles visant à réduire le rôle de l'armée dans le système politique. Indépendamment des motivations réelles du parti d'Erdoğan et des évolutions ultérieures que connaîtra la démocratie turque, les années 2000 marquent donc un véritable tournant démocratique pour le pays et signent la fin de l'instabilité qui avait plombé la vie politique au cours de la décennie précédente. Aux pays arabes qui ne semblent avoir le choix qu'entre autoritarisme et radicalisme, le « modèle turc » offre donc une voie alternative (Özcan, Köse, et Karakoç 2015). Le gouvernement AKP est pleinement conscient que ses réussites en matière de démocratie constituent un atout décisif pour sa politique de socialisation. Davutoğlu (2009) ira même jusqu'à dire : « We are cognizant of the fact that our democracy is our biggest soft power. »

3.1.2. Islam et prospérité économique

La seconde caractéristique du « modèle turc » qui contribue grandement à son succès est l'essor économique dont bénéficie le pays au cours des années 2000. Le nouveau siècle avait pourtant mal commencé. En effet, en février 2001, la Turquie est frappée de plein fouet par une crise économique sans précédent. Cette dernière provoque une diminution du PIB de 7,4 %, une dévaluation de la livre turque de 51 %, une inflation de 61,6 % ainsi qu'une explosion du taux de chômage (Yeldan et Ünüvar 2016). Par conséquent, à son arrivée au pouvoir, l'AKP fait du redressement de l'économie turque sa priorité. Adhérant au programme du Fonds monétaire international (FMI) développé par le ministre de l'Économie Kemal Derviş sous le précédent gouvernement, les dirigeants turcs mettent en place une série de réformes néolibérales dont l'objectif premier est la stabilisation des prix (Ünal 2012). Ces mesures incluent notamment un programme de privatisation, la promotion des investissements directs étrangers (IDE), une réduction de l'interventionnisme de l'État

dans l'économie, l'assainissement des finances publiques et une restructuration du système bancaire.

Les réformes entreprises par l'AKP sont couronnées de succès. De fait, alimenté par l'afflux massif d'IDE, la Turquie connaît un taux de croissance annuelle moyen de 7,4 % entre 2003 et 2007 (Acar 2009; Yeldan et Ünüvar 2016). Le PIB passe ainsi de 230 à presque 660 milliards de dollars (Acar 2009). Paradoxalement, la croissance économique s'accompagne d'une réduction significative de l'inflation, dont le taux repasse sous la barre des 10 % dès 2004 (Vérez 2008). En outre, sous l'effet combiné de la croissance économique et de la faible inflation, le niveau de vie connaît également une amélioration spectaculaire, le revenu par habitant passant de 3.492 dollars en 2002 à 10.067 dollars en 2010 (Öniş 2012; Cagaptay 2017). De même, le pays voit son taux de pauvreté diminuer de 9 % entre 2002 et 2009 (Öniş 2012). Ces évolutions ont ainsi permis l'apparition d'une véritable classe moyenne en Turquie et ont donc contribué à transformer la société turque en une société de consommation.

Une autre conséquence des réformes économiques de l'AKP est la consolidation du système financier et l'accélération de l'industrialisation, déjà entamée dans les années 1980 sous le leadership de Turgut Özal. Ce dernier avait en effet adopté un programme de libéralisation économique et abandonné l'ancienne stratégie d'industrialisation par substitution aux importations, au profit d'une stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations. Les mesures du gouvernement Özal avaient ainsi mené à la montée en puissance d'une nouvelle bourgeoisie religieuse et conservatrice issue d'Anatolie centrale. Ceux que l'on appelle les « Tigres anatoliens » sont alors en effet parvenus à développer des entreprises florissantes, principalement dans les secteurs du textile, de la construction et des services, et ce, souvent grâce à des stratégies orientées vers l'exportation qui leur permettent d'exporter des produits manufacturés à grande échelle. Or, la crise économique de 2001 a vu la faillite des entreprises qui tiraient leurs profits de l'extraction rentière des fonds étatiques (Kutlay 2011). Par conséquent, seuls les acteurs économiques ayant développé une stratégie dynamique d'accumulation fondée sur l'internationalisation et la compétition à l'échelle mondiale, en majorité les Tigres anatoliens, ont survécu (Kutlay 2011). C'est donc cette nouvelle bourgeoisie islamique, fortement liée aux milieux de l'AKP, qui est la principale bénéficiaire de l'essor des années 2000.

Lors de la période précédant les « Printemps arabes », la Turquie offre donc l'image d'une société prospère et fermement ancrée dans la mondialisation grâce à son économie axée sur l'exportation de biens manufacturés. En outre, l'attractivité du modèle économique turc est renforcée par son ancrage dans la sphère musulmane. De fait, le miracle économique turc est perçu comme le résultat des efforts combinés des entrepreneurs musulmans et d'un gouvernement également issu des milieux islamiques. L'économie turque offre donc un contraste saisissant avec les modèles économiques saoudien et iranien qui reposent en grande partie sur l'exploitation rentière de ressources naturelles et qui ne sont par conséquent pas généralisables aux pays ne bénéficiant pas de tels avantages (Ennis et Momani 2013).

Forts de ces trois atouts que sont le système démocratique, la prospérité économique et l'identité musulmane de la Turquie, les dirigeants turcs s'efforcent dès lors de présenter leur pays comme l'État musulman ayant réussi à créer une symbiose entre les aspects bénéfiques de la modernité occidentale (progrès technologique, croissance économique, démocratie, droits de l'Homme...) et les valeurs traditionnelles musulmanes (par opposition à l'individualisme et au matérialisme occidentaux) (Günay 2017; Jabbour 2017). La Turquie est donc « un pays musulman 'mais moderne' » (Tutal-Cheviron et Çam 2017). Les élites gouvernementales AKP sont bien conscientes de l'avantage que leur confère cette singularité et vont dès lors adopter un « nouveau langage [...] donnant la priorité à la puissance civile-économique de la Turquie. » (Davutoğlu 2010).

3.2. *Outils*

Nous avons jusqu'à présent examiné le contenu du message que le gouvernement AKP désirait diffuser auprès des populations arabes. Il nous reste maintenant à déterminer comment cette stratégie de socialisation a été mise en œuvre. En effet, les dirigeants turcs n'ont pas explicitement prétendu constituer un modèle auquel les populations arabes devraient aspirer. Cependant, ils se sont efforcés de créer et d'entretenir l'intérêt et l'admiration de la « rue arabe » pour cette nouvelle Turquie islamique, démocratique et prospère. Ainsi, cinq outils ont été employés afin de rendre la Turquie attractive aux yeux des populations de la région : l'aide au développement et la diplomatie humanitaire, la diplomatie publique, la diplomatie culturelle, la

promotion des contacts directs entre citoyens ainsi que les prises de position en politique étrangère.

3.2.1. Aide au développement et diplomatie humanitaire

L'un des principaux ressorts de la stratégie turque de socialisation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est l'aide au développement et la diplomatie humanitaire. En effet, l'assistance aux pays défavorisés n'est pas uniquement envisagée dans une perspective altruiste, mais doit également contribuer à diffuser l'image d'une Turquie bienveillante et compatissante, disposant, de surcroît, des ressources économiques nécessaires afin de mener à bien une telle politique (Çevik 2015; Jabbour 2017; Guo 2020). Par le biais d'actions concrètes répondant directement aux besoins des populations locales, le gouvernement AKP peut matérialiser son discours dans la réalité quotidienne des citoyens arabes, qui font ainsi l'expérience directe du « modèle turc ». En outre, l'offre d'aide au développement est habituellement annoncée par les dirigeants turcs lors de visites officielles dans les pays bénéficiaires. Par conséquent, le caractère « personnalisé » de cette aide renforce l'impression des populations locales que les décideurs AKP sont à l'écoute de leurs besoins (Jabbour 2017). L'aide fournie par la Turquie est particulièrement attractive pour ceux qui la reçoivent car elle est proposée sans conditions politique ou économique préalables (Jabbour 2017). Cette assistance est également apportée dans une logique de coopération entre pays en voie de développement, ce qui contribue à créer un rapport d'égalité entre donateur et bénéficiaire et atténue ainsi les éventuels sentiments d'humiliation (Jabbour 2017).

Il existe une conscience profonde chez les politiciens AKP, Davutoğlu le premier, du rôle essentiel que peut jouer l'aide au développement dans la stratégie turque de socialisation (Guo 2020). Par conséquent, le gouvernement AKP a eu soin d'insuffler cette vision auprès des acteurs chargés de la politique d'aide au développement turque. Davutoğlu a notamment rencontré les membres de l'Agence turque de coopération et de développement, TİKA (*Türk İşbirliği ve Kalkınma İdaresi Başkanlığı*) à de nombreuses reprises afin de leur expliquer le rôle qu'ils étaient amenés à jouer au sein de la politique étrangère turque (Ipek 2015). Ces efforts ont visiblement porté leurs fruits, comme en témoignent les propos d'un responsable de l'agence :

It was after the majority government of AKP in 2003 that a vision of foreign policy was enacted in which TİKA had a role from the beginning. Mr. Davutoglu and Mr. Fidan [directeur de TİKA de 2003 à 2007] worked closely together to transform TİKA activities into instruments of soft power. (Ipek 2015, 183, entretien de l'auteur).

TİKA est l'acteur gouvernemental détenant la plupart des attributions en matière d'aide au développement. Instituée au sein du ministère des Affaires étrangères en 1992, son objectif initial était de fournir de l'aide au développement aux ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale. Cependant, depuis les années 1990, l'agence a connu de nombreuses évolutions qui l'ont amenée à devenir l'un des acteurs majeurs de la politique étrangère turque au Moyen-Orient et dans le monde. Signe de l'intérêt des gouvernements AKP pour TİKA, le budget qui lui est alloué entre 2003 et 2013 est cinq fois plus important que pour la période 1992-2002 (Akıllı et Çelenk 2019). Si la majorité de l'aide au développement reste destinée aux pays d'Asie centrale, le monde arabe a acquis une place croissante dans l'action humanitaire turque à partir de 2004 (Ipek 2015; Schmid 2017). Ainsi, en 2010, le Moyen-Orient représentait 23,31 % de l'aide apportée par TİKA (TİKA 2011). Le Liban, la Palestine et l'Irak étaient alors respectivement les troisième, cinquième et neuvième plus gros bénéficiaires de l'aide turque (TİKA 2011).

Au cours des années 2000, TİKA a ouvert des bureaux de coordination dans huit pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient : en Syrie, au Liban, en Palestine, en Irak, en Égypte, en Libye, en Tunisie et au Yémen (Jabbour 2017). Ses projets au sein du monde arabe concernaient des secteurs aussi divers que l'infrastructure, l'éducation, la culture ou encore la santé (Özcan 2011). Il serait impossible de faire la liste de l'ensemble des projets mis en œuvre par l'agence. Mentionnons simplement quelques exemples. En 2005, TİKA a fourni de l'équipement pour réhabilitation et d'éducation des adultes en Palestine et fait don de vélos, d'ordinateurs et d'uniformes à la poste palestinienne (TİKA 2006). L'agence a également organisé la formation de professeurs irakiens et apporté de l'aide alimentaire d'urgence dans la ville de Touz Khormatou en 2007 (TİKA 2008). Au Liban, TİKA a débuté en 2009 la construction d'un hôpital de 100 lits dans la ville de Ouastani (TİKA 2010).

Enfin, l'aide au développement turque présente une caractéristique commune à la plupart des volets de la stratégie turque de socialisation : le recours aux acteurs non

gouvernementaux. En effet, loin de reposer exclusivement sur le travail de TİKA, les décideurs turcs ont su tirer parti de l'action des organisations non gouvernementales (ONG), en particulier celles basées sur la foi musulmane, telles que *Deniz Feneri Derneği* (Association Phare), *Cansuyu* (Eau de vie), *Yeryüzü Doktorları* (Médecins du monde entier), mais surtout le Croissant rouge turc (*Türk Kızılayı*) et l'İHH (*İnsan Hak ve Hürriyetleri ve İnsani Yardım Vakfı*, Fondation pour les droits et libertés de l'Homme et l'aide humanitaire). Guo (2020) qualifie le Croissant rouge turc d'organisation « quasi-gouvernementale », car il suit les directives du gouvernement pour mener son action humanitaire. Quant à l'İHH, bien qu'elle revendique son indépendance et n'ait aucun lien formel avec le gouvernement turc, elle partage avec l'AKP ses racines idéologiques et religieuses, ce qui se reflète dans la proximité qu'entretiennent les membres du parti d'Erdoğan et ceux de l'ONG (Guo 2020).

Les activités de ces ONG ont un effet direct sur la politique étrangère turque au Moyen-Orient, car les populations arabes recevant l'assistance de leur part tendent à confondre leur action avec celles des agences gouvernementales turques, confusion accentuée par la présence de drapeaux turcs sur les véhicules, les lieux d'activité et les vêtements du personnel (Çelik et İşeri 2016; Jabbour 2017). Les dirigeants de ces ONG sont conscients de cette réalité, comme l'attestent les propos d'Izzet Şahin, responsable des relations extérieures de l'İHH : « l'İHH redore l'image de la Turquie au Moyen-Orient ; les populations qui reçoivent notre aide se sentent reconnaissantes et redevables à la Turquie, à l'Etat turc » (Jabbour 2017, 101, entretien de l'auteur). Par conséquent, le gouvernement AKP s'est employé à faciliter les activités des ONG humanitaires, notamment en accordant en 2007 à l'İHH, Deniz Feneri ou encore Cansuyu le statut d'intérêt public qui donne le droit de récolter des dons sans permission préalable (Oğuz Gök 2020). Ainsi, que ce soit au travers de l'action d'agences gouvernementales ou de celle d'ONG, l'aide au développement turque contribue à construire l'image d'une Turquie prospère et adhérant aux valeurs morales auprès des populations arabes.

3.2.2. Diplomatie publique

La politique turque de socialisation envers les sociétés arabes s'incarne également dans la volonté du gouvernement AKP de contrôler le discours officiel turc. Ainsi, les

dirigeants AKP se sont engagés dans ce qui est généralement qualifié de « diplomatie publique », c'est-à-dire une stratégie de communication dont l'objectif est d'influencer l'opinion publique d'un pays étranger en utilisant les médias et les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Gilboa 2008).⁹ Il s'agit donc de produire, distribuer, contrôler et traiter l'information afin d'expliquer les politiques et activités du gouvernement aux citoyens des pays étrangers en utilisant les instruments officiels, mais aussi les acteurs de la société civile (Kalin 2011; Öner 2013).

Si la création d'un Bureau de coordination de la diplomatie publique (*Kamu Diplomasisi Koordinatörlüğü*, KDK) ne date que de 2010, les stratégies de diplomatie publique turques sont antérieures à leur institutionnalisation au sein de ce département. Elles étaient notamment menées par le Directorate général de la Presse et de l'Information et le ministère des Affaires étrangères (Sancar 2015). La communication officielle du gouvernement turc passe principalement par quatre canaux : les diplomates turcs, les relations avec les journalistes étrangers, l'agence de presse *Anadolu* et la chaîne *TRT al-Turkiyya*. Le ministère des Affaires étrangères donne des consignes claires à ses ambassadeurs et consuls afin qu'ils développent une communication avec les citoyens du pays dans lequel ils sont en poste, en particulier via les réseaux sociaux (Jabbour 2017). Ainsi, une ancienne consulate turque à Dubaï explique :

Nous utilisons régulièrement les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) pour communiquer. Cela fait désormais partie de notre travail quotidien. La diplomatie a changé de visage ; elle se doit d'être publique, transparente et plus accessible au public. Notre rôle est donc d'informer les gens de ce qui se passe en Turquie et de rester proches des citoyens du pays où nous sommes en poste en instaurant des échanges avec eux sur les réseaux sociaux. (Jabbour 2017, 163, entretien de l'auteur avec Elif Çemoğlu Ülgen).

De plus, les décideurs turcs attachent une grande importance à leurs relations avec les médias étrangers. Le Bureau de diplomatie publique organise donc des échanges bilatéraux entre journalistes turcs et étrangers afin de permettre à ces derniers de visiter

⁹ Il existe également une définition large de la diplomatie publique comme une stratégie de socialisation « d'État à population », c'est-à-dire les efforts diplomatiques d'un gouvernement qui visent à influencer directement les citoyens, la presse et les groupes d'intérêt d'un pays étranger plutôt que le gouvernement dudit pays, et ce par quelque moyen que ce soit (Pahlavi 2013; Jabbour 2017; Donelli 2019). Selon cette définition, l'aide au développement, la diplomatie culturelle et les autres outils de socialisation sont considérés comme des types de diplomatie publique (Kalin 2011; Donelli 2019).

la Turquie. (Sancar 2015). En outre, le Bureau arrange des rencontres régulières avec les correspondants internationaux en poste en Turquie afin de créer des canaux de communication privilégiés (Sancar 2015).

L'agence nationale de presse *Anadolu* constitue sans doute le principal canal de diplomatie publique du gouvernement turc dans le monde arabe. Au cours des années 2000, l'agence a ouvert des bureaux dans 16 pays arabes (Jabbour 2017). *Anadolu* est ainsi rapidement devenue l'une des agences de presse les plus informées et les plus reconnues de la région (Jabbour 2017). Elle constitue une source d'information privilégiée pour un grand nombre de médias régionaux, mais également directement pour les citoyens arabes via son service gratuit d'« information instantanée » pour téléphone portable (Jabbour 2015; 2017). Or, les informations diffusées par *Anadolu* sont systématiquement formulées de manière à présenter la Turquie sous un angle positif et en accord avec les politiques gouvernementales (Jabbour 2017). L'agence constitue donc l'un des relais majeurs du discours du gouvernement AKP et contribue ainsi à projeter l'image de la nouvelle Turquie démocratique, prospère et islamique.

Afin de promouvoir davantage son discours officiel et de justifier ses choix politiques dans le monde arabe, le gouvernement AKP décide en avril 2010 de lancer une chaîne en langue arabe : *TRT al-Turkiyya*. La chaîne ouvre des studios en Égypte, en Arabie saoudite, en Jordanie, en Syrie et au Qatar et diffuse ses programmes en cinq dialectes arabes (Ataman et Uçgan 2011). Les émissions consistent en des journaux d'information, des *talk-shows* sur l'actualité turque et des documentaires (Jabbour 2017). Toutefois, un an après son lancement, le bilan se révèle plutôt mitigé. De fait, le canal, noyé parmi plus de 700 chaînes arabophones, présente peu d'intérêt pour les téléspectateurs arabes et ne réussit pas à se distinguer de ses concurrents *Al-Jazira*, *Al-Arabiya* ou même *France 24* (Gonzalez-Quijano 2011). Selon Jabbour (2015; 2017), la raison principale de ce manque d'attractivité est justement la perception que la chaîne turque est le « porte-parole » d'Ankara et qu'elle ne parvient pas à se constituer une ligne éditoriale suffisamment indépendante et neutre.

3.2.3. Diplomatie culturelle

La diplomatie culturelle constitue le troisième axe de la stratégie turque de socialisation dans le monde arabe. Elle est définie comme l'utilisation des relations

culturelles pour la réalisation d'objectifs politiques, commerciaux ou économiques (Tutal-Cheviron et Çam 2017). L'attractivité culturelle ne représente donc pas en tant que telle une source de puissance, mais elle peut le devenir si elle est déployée à des fins politiques, notamment pour améliorer l'image et le prestige d'un État (Donelli 2019). La diplomatie culturelle repose sur deux composantes : la « haute culture » (*high culture*) d'une part, c'est-à-dire la littérature, les arts, les conférences... soit tout ce qui est destiné aux élites, et la culture populaire (*pop culture*) d'autre part, c'est-à-dire le divertissement de masse (*mass entertainment*, Donelli 2019; Quessard-Salvaing 2018).

Les séries (*diziler*) sont le principal atout culturel de la Turquie. Elles arrivent sur le petit écran des téléspectateurs arabes dès 2007 avec le drame romantique *İklil al-Ward* (« Couronne de rose », *Çemberinde Gül Oya* pour la version originale turque). À l'été 2008, la diffusion de *Noor* (« Argent », *Gümüş* pour la version originale) est un véritable succès. Le dernier épisode de la série romantique est suivi par 85 millions de téléspectateurs arabes (Kimmelman 2010). Alors que les séries turques sont généralement considérées comme destinées aux femmes en raison de leur intrigue romantique, un autre genre de série rencontrera du succès auprès des hommes : les séries d'action inspirées de l'actualité politique (Yanardağoglu et Karam 2013), telles que *Wadi al-Dhiyab* (« La Vallée des Loups », *Kurtlar Vadisi* pour la version originale), diffusée en 2008 sur Abu Dhabi TV, et *Sarkhat Hajar* (« Cri de pierres », *Ayrılık* pour la version originale), diffusée dès mars 2010 sur MBC, puis *Dubai TV*.

Qu'elles soient romantiques ou d'action, les séries turques envahissent ainsi les écrans arabes. Les réactions ne sont cependant pas toutes positives. Les courants religieux conservateurs, en particulier, les accusent de corrompre les mœurs et prononcent des *fatwas* à leur encontre. Malgré cela, la popularité des séries turques ne se dément pas. Une étude réalisée parmi des femmes saoudiennes en mars 2009 montre que plus de 71 % d'entre elles apprécient les séries turques (Akgün, Gündoğar, et Perçinoğlu 2009). De même, dans un sondage de la Fondation turque des Études économiques et sociales (TESEV, Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı, Akgün et al. 2011) réalisé en 2010, 78 % des personnes interrogées affirment regarder des séries turques, dont 85 % Syrie et 89 % en Irak. Quatre facteurs expliquent le succès des séries turques auprès des téléspectateurs arabes : la qualité de leur production, la proximité culturelle, le doublage et la modernité qu'elles proposent. En effet, les

productions audiovisuelles turques sont d'une qualité supérieure à celles du reste de la région en termes d'image et de son, mais également d'intrigue, de costumes et de décors (Yörük et Vatikiotis 2013; Kraidy et Al-Ghazzi 2013; Jabbour 2015).

La proximité culturelle joue également un rôle majeur dans le succès des séries turques. En effet, les téléspectateurs ont davantage tendance à sélectionner des produits venant de leur propre culture ou de cultures similaires à la leur (Berg 2017a). Or, les séries font justement prendre conscience aux populations moyen-orientales que la culture turque est bien plus proche de la leur qu'ils ne le croyaient, comme en témoignent les propos d'un étudiant jordanien-palestinien : « When you look at these people here, they are no different to Arabs from Levant region [...] Turks are so similar to us, where we thought of them before as totally different. » (Berg 2017a, 3420). Ce sentiment de proximité culturelle est renforcé par le doublage en arabe dialectal syrien. Ceci rend les séries plus facilement compréhensibles que si elles étaient sous-titrées ou doublées en arabe classique, mais augmente également leur attractivité en renforçant le sentiment de similarité culturelle (Berg 2020). Un étudiant jordanien explique ainsi :

It looks genuine that Turkish actors speak Arabic. Turkish people look very similar to us; it's not like dubbing an American show where everything would look totally out of place. I think it would be much harder to kind of believe that a white person is speaking Arabic than someone more Middle Eastern looking right? (Berg 2020, 228-29, entretien de l'auteur).

Enfin, le dernier élément qui participe au succès des séries turques est l'image de modernité qu'elles diffusent. D'une part, les personnages boivent de l'alcool, s'embrassent en public, les femmes travaillent et sont considérées comme égales aux hommes (Jabbour 2015). Cependant, ces mêmes personnages observent les fêtes musulmanes, suivent les rituels religieux, et marquent leur respect envers leurs aînés (Kraidy et Al-Ghazzi 2013; Kaynak 2015). Les séries présentent donc une société turque dynamique et moderne, mais également attachée à ses traditions et son histoire (Yanardağoglu et Karam 2013). Ainsi, elles combinent et représentent avec succès les aspects variés de la « modernité » turque en un seul « paquet » (Kraidy et Al-Ghazzi 2013). Yörük et Vatikiotis (2013) estiment même que la Turquie serait en train de prendre la place des États-Unis au Moyen-Orient en tant qu'avatar culturel de la

modernité, car le type de modernité qu'elle propose est plus proche et accessible pour les sociétés arabes.

Par conséquent, les productions audio-visuelles constituent la vitrine de la nouvelle image que les dirigeants turcs cherchent à diffuser auprès des sociétés arabes. Naci Koru, ambassadeur turc en Arabie saoudite de 2007 à 2009, affirme ainsi : « A publicity campaign, which could have required millions of dollars, has been made by two or three TV series. » (Bahadır Dinçer et Kutlay 2012, 31, entretien des auteurs). Les séries constituant une partie inhérente et essentielle de la vie sociale dans le monde arabe, leur potentiel en tant qu'outil de socialisation ne peut être minimisé (Gonzalez-Quijano 2011). De nombreux auteurs (parmi lesquels Kaynak 2015; Donelli 2019) estiment en effet qu'elles ont permis d'accroître l'intérêt pour la Turquie et ont renforcé l'attractivité de son « modèle » mariant avec succès démocratie, islam et libéralisme économique. De fait, un sondage réalisé par Jabbour (2017) au Liban et en Égypte révèle que les individus qui regardent régulièrement des séries turques sont davantage susceptibles d'avoir une perception favorable de la Turquie que ceux qui ne suivent pas ou peu les séries.

La diplomatie culturelle de la Turquie ne se limite toutefois pas à la *pop culture*. En effet, une grande partie de la stratégie du gouvernement AKP repose sur la Fondation Yunus Emre (*Yunus Emre Vakfı*). Créée en mai 2007 dans le but de mieux organiser et coordonner les centres culturels turcs qui existaient déjà, sa mission est de promouvoir la langue, la littérature, l'histoire, les arts, la musique et la cuisine turcs à l'étranger (Tutal-Cheviron et Çam 2017; Donelli 2019). Depuis 2009, elle gère également les instituts Yunus Emre (*Yunus Emre Enstitüsü*), des centres culturels établis dans de nombreux pays arabes dont l'Algérie, le Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Qatar et la Tunisie. Ces instituts organisent des activités telles que des concerts, des expositions, des séminaires, des représentations théâtrales, des projections de films ou encore des cours d'art (Sancar 2015). Ils proposent également des cours de turc et préparent du matériel d'enseignement, notamment pour l'apprentissage individuel (Sancar 2015). De plus, les instituts Yunus Emre organisent une « École d'été » de deux semaines en Turquie à laquelle participent gratuitement les étudiants ayant suivi des cours de turc dans les centres Yunus Emre pendant l'année (Jabbour 2017).

Autre projet phare du gouvernement turc, le Projet de Turcologie (*Türkoloji Projesi*) est lancé par TİKA en 2000. Il vise notamment la formation d'élites turcophones dans les pays étrangers via l'installation de centres de langues équipés d'ordinateurs, Internet, télévision et livres de cours (TİKA, 2016). En outre, une collaboration avec les universités étrangères est mise en œuvre afin de financer la formation de turcologues ainsi que la mise en place de programmes de recherche sur l'histoire et la culture turque au sein de ces universités (Jabbour 2017). Toutes ces activités culturelles permettent de combattre les préjugés et stéréotypes à l'encontre de la Turquie, mais aussi de « coopter » intellectuellement et culturellement les individus qui y participent (Öner 2013; Jabbour 2017). Ainsi, les centres culturels jouent un rôle majeur dans la stratégie turque de socialisation à l'égard des populations arabes.

3.2.4. Promotion des contacts directs

Le quatrième volet de la stratégie turque de socialisation consiste à promouvoir les contacts directs entre populations afin d'encourager la compénétration des sociétés. Cette politique s'appuie sur trois canaux principaux : l'éducation, le tourisme et les relations commerciales.

Le premier mécanisme qui permet d'accroître les contacts entre populations turque et arabe est l'éducation. D'une part, le gouvernement AKP met en place un programme de bourses pour permettre à des étudiants étrangers, notamment arabes, de venir étudier en Turquie. Instauré en 2007, ce programme est géré par TİKA (Kirişçi 2011; Jabbour 2017).¹⁰ Entre 2008 et 2010, il permet à 3.652 étudiants arabes du Moyen-Orient, en majorité irakiens (56 %), de venir étudier en Turquie (Bahadır Dinçer et Kutlay 2012). Les décideurs turcs espèrent par ce biais séduire les étudiants étrangers au mode de vie *a la turca*, de sorte qu'ils aspirent à voir leur pays davantage ressembler à la Turquie (Kirişçi 2011). Ainsi, l'image et la crédibilité d'Ankara en tant que grande puissance démocratique et prospère seront renforcées à leurs yeux (Aras et Mohammed 2019). En outre, les échanges universitaires créent des liens forts avec les futurs membres de l'élite arabe, permettant ainsi à Ankara de se construire un réseau

¹⁰ En 2012, ce programme est remplacé par le programme *Türkiye Bursları*, désormais géré par la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés apparentées (*Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı*).

d'individus turcophiles (Aras et Mohammed 2019). De fait, de nombreux anciens étudiants boursiers s'efforcent d'institutionnaliser leurs rapports avec la Turquie en formant des Associations d'amitié pour la Turquie dans leur pays d'origine (Jabbour 2017).

Ainsi, en octobre 2010 est fondée la *Lübnan Türk Cemiyeti* (Association turque libanaise) à Tripoli par un ancien diplômé de Turquie, avec pour objectif d'« approfondir les liens sociaux, culturels, éducatifs et scientifiques entre le Liban et la Turquie » et de « contribuer activement à la consolidation des relations entre les peuples libanais et turcs » (cité dans Jabbour 2017, 231-32). Dès décembre 2010, l'association organise de nombreuses activités, dont la *Türk Üniversiteleri Fuarı* (« Foire des universités turques ») en collaboration avec l'ambassade turque au Liban et le ministère turc de l'Éducation (Jabbour 2017). Suivant l'exemple libanais, des Associations d'amitié pour la Turquie sont instituées en Jordanie, en Syrie et en Palestine en 2011. Jabbour (2017) estime ainsi qu'un cercle vertueux se crée : les dirigeants AKP attirent les étudiants arabes en Turquie grâce à un programme de bourse ; de retour dans leur pays, ces étudiants créent des associations pour renforcer leurs liens avec Ankara ; enfin, ils mettent en place des initiatives de socialisation qui accroissent l'influence turque dans le monde arabe. Il existe par conséquent un « effet de réseau très fort : les personnes formées par la Turquie deviennent en quelque sorte les relais de puissance d'Ankara dans la région » (Jabbour 2017, 232-33).

D'autre part, le gouvernement AKP peut compter sur des acteurs privés qui mettent en place des réseaux d'écoles dans les pays arabes. Le premier d'entre eux est le Mouvement Gülen (*Gülen Hareketi*), qui fonde des établissements scolaires en Irak dès 1994.¹¹ Dans les années 2000, le Mouvement Gülen implante trois écoles secondaires en Égypte et quatre collèges au Maroc (Jabbour 2017). De plus, il n'existe pas moins de 27 établissements Gülen en Libye sous Kadhafi (Mokhefi 2013). Les cours y sont dispensés en anglais et en arabe. Des cours optionnels de turc sont proposés aux élèves, mais également à leurs parents (El-Hennawy 2010). Ces écoles participent à la construction de la puissance régionale turque de deux manières (Jabbour 2017). Premièrement, elles permettent d'accroître la visibilité et le rayonnement d'Ankara dans le monde arabe, car elles sont connues sous le nom

¹¹ On parle généralement d'« Écoles Gülen », même si elles appartiennent en réalité à des institutions privées établies par des individus liés à Fethullah Gülen, et non Gülen lui-même (Ebaugh 2010).

d'« écoles turques » (*madares turkiyya*) et ainsi directement associées à la Turquie. Deuxièmement, à l'instar du programme de bourse, elles permettent de créer des réseaux d'individus ayant un attachement pour la Turquie. Conscient de l'importance des écoles Gülen dans sa stratégie de socialisation, le gouvernement AKP s'est employé à faciliter leur implantation dans les pays arabes. Ainsi, Erdoğan intervient personnellement auprès des autorités égyptiennes en 2008 et marocaines en 2010 pour signer des accords de coopération éducative autorisant le Mouvement Gülen à s'implanter dans ces pays (Jabbour 2017).

Le deuxième outil employé par les dirigeants turcs pour favoriser la compénétration des sociétés est le tourisme. En effet, les séjours touristiques en Turquie permettent aux citoyens arabes d'expérimenter de première main le « modèle turc », de constater la prospérité et la modernité de ce pays qu'ils n'avaient jusqu'alors pu qu'observer sur leurs écrans. Il semble en effet que la passion de nombreux citoyens arabes pour les séries turques les pousse à vouloir découvrir la Turquie de leurs propres yeux, comme en témoignent les propos d'un homme qatari : « My mother and aunts really enjoy shopping in Turkey. I know for a fact that the main reason why they wanted to visit couple of years back was to visit Noor and Mohannad's [personnages principaux de la série *Noor*] mansion. » (Berg 2017b, 42, entretien de l'auteur).

Par conséquent, afin d'accroître les flux touristiques, le gouvernement AKP met en place une politique d'exemption de visa. Ainsi, en 2007, la Turquie et le Maroc signent un accord de suppression de visas. De même, en 2009, Ankara signe des accords avec la Syrie, le Liban et la Jordanie dans le cadre du projet *Şamgen*, évoqué précédemment. Cette politique est étendue à la Libye en 2010. En outre, les dirigeants turcs font en sorte de faciliter la mobilité régionale en améliorant les réseaux de transport. Ainsi, en février 2010, la ligne ferroviaire reliant Gaziantep à Mosul, en passant par la Syrie, voit un train circuler pour la première fois depuis la guerre d'Irak (Head 2010). Un investissement de \$70 millions avait été fait afin de la réhabiliter (Tür 2011; 2013). La construction d'une ligne ferroviaire qui relierait Alep et Gaziantep en une heure est également prévue (Kaya et Yankaya 2014). Le gouvernement AKP envisage également de financer un projet de \$50 milliards pour relier la Turquie aux grands centres économiques du Golfe (« Turkey: Trade and Diplomacy » 2011).

Un acteur indispensable dans ce domaine est la compagnie aérienne, Turkish Airlines. De fait, la qualité de ses services et ses sponsorings dans le domaine du sport ont permis d'accroître la visibilité de la Turquie sur la scène internationale ainsi que de solidifier son image de modernité (Donelli 2019).¹² Au Moyen-Orient, le nombre de passagers qu'elle transporte annuellement augmente de 0,54 millions en 2003 à 2,19 millions en 2010 (Dursun et al. 2014). Dans le même temps, le nombre de destinations desservies dans les pays arabes passe de 12 à 20 (Turkish Airlines 2003; 2009; 2010). L'événement le plus significatif est sans doute la reprise des vols vers Bagdad le 26 octobre 2008 alors qu'ils avaient été interrompus 17 ans plus tôt pendant la première guerre du Golfe (Özcan 2011).

La stratégie turque semble réussir puisqu'entre 2002 et 2010, le nombre de touristes arabes en Turquie est multiplié par 4,5, passant de 412.184 à 1,9 millions tandis que le nombre global de touristes n'a fait « que » doubler (voir tableau 2). Le nombre de touristes en provenance de Syrie et de Tunisie est multiplié par sept, le nombre de ceux venant des EAU par six. L'augmentation la plus spectaculaire est néanmoins l'Irak dont le nombre de touristes est multiplié par 17. L'exemption de visa semble avoir particulièrement porté ses fruits dans le cas du Liban et de la Syrie, à en croire l'augmentation spectaculaire du nombre de touristes en provenance de ces deux pays entre 2009 et 2010.¹³ Enfin, un sondage du TESEV en juillet 2010 révèle que la Turquie est la destination de vacances la plus prisée au Moyen-Orient (35 %) et la deuxième destination la plus populaire dans le monde entier après la France (Akgün et al. 2011).

¹² En 2010, Turkish Airlines devient notamment le transporteur officiel des équipes de football FC Barcelone et Manchester United ainsi que du Final Four de l'Euroleague de basketball.

¹³ Il double quasiment dans les deux cas. Le nombre de touristes en provenance de Jordanie a également augmenté, quoique plus modestement.

Tableau 2 - Nombre annuel de touristes arabes en Turquie entre 2002 et 2010. Source : TÜİK (s.d.-b).

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Algérie	41.476	42.131	44.262	45.017	38.564	45.006	63.904	91.222	67.954
Arabie saoudite	25.656	23.569	25.283	36.328	38.890	41.490	55.636	66.938	84.934
Bahreïn	4.361	4.120	3.155	4.201	4.254	5.829	8.081	9.090	9.375
EAU	4.978	6.717	7.259	8.812	12.153	13.005	19.676	22.051	30.480
Égypte	21.583	23.229	34.451	43.149	42.459	52.946	57.994	66.912	61.560
Irak	15.758	24.689	111.819	107.968	123.118	180.217	250.130	285.229	280.328
Jordanie	33.127	36.649	40.017	43.700	46.518	61.002	74.340	87.694	96.562
Koweït	6.989	8.191	7.203	11.086	11.824	12.589	22.084	26.801	27.281
Liban	31.298	34.055	36.395	41.074	35.995	45.461	53.948	71.771	134.554
Libye	29.938	28.159	27.828	29.319	31.497	33.700	43.779	64.721	60.917
Maroc	12.638	13.760	15.994	24.915	30.380	37.788	44.023	65.875	57.447
Oman	1.209	1.288	523	763	233	399	5.904	5.203	5.408
Palestine	2.866	3.031	2.942	3.282	3.163	3.634	4.130	5.402	4.685
Qatar	824	1.209	1.424	1.955	2.584	3.783	4.862	4.902	6.043
Syrie	126.428	154.823	195.597	288.626	277.779	332.840	406.935	509.679	899.494
Tunisie	51.244	46.712	52.456	61.093	47.984	41.890	42.840	56.707	57.855
Yémen	1.811	2.103	3.672	2.525	2.931	4.027	4.971	6.181	6.344
Total pays arabes	412.184	454.435	610.280	753.813	750.326	915.606	1.163.237	1.446.378	1.891.221
Total monde	13.248.176	13.956.405	17.548.384	21.124.886	19.819.833	23.340.911	26.336.677	27.077.114	28.632.204

Enfin, les contacts entre hommes d'affaires contribuent également à l'interpénétration des sociétés arabes avec la société turque. Cette importance du secteur des affaires est reconnue par Davutoğlu : « Le secteur privé est important, les entreprises leaders sont les pionnières de notre politique étrangère et de notre vision stratégique. » (Davutoğlu 2004; cité dans Han 2005). De fait, outre leur rôle dans l'accroissement des liens économiques, les interactions croissantes permettent aux acteurs économiques turcs d'exercer une influence diffuse sur la perception de la Turquie chez les hommes d'affaires arabes, notamment lors des conversations informelles qui se produisent inévitablement en marge des transactions commerciales (Kirişçi 2011).

MÜSİAD (*Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği* « Association des Industriels et Hommes d’Affaire indépendants »), une organisation patronale regroupant les hommes d’affaires issus des milieux plus traditionnels et religieux, est particulièrement influente à cet égard. En effet, contrairement à son équivalent laïc TÜSİAD (*Türkiye Sanayicileri ve İş İnsanları Derneği* « Association des Industriels et Hommes d’Affaire turcs ») qui a surtout développé ses réseaux en Europe, MÜSİAD est principalement active au Moyen-Orient. L’organisation patronale a notamment ouvert des bureaux au Caire, à Damas, à Dubaï, à Doha, à Jeddah, à Koweït City et à Erbil dans le but de faciliter la communication entre entrepreneurs arabes et turcs afin de travailler sur des projets communs (Jabbour 2017). De plus, MÜSİAD organise un *International Business Forum* (IBF), qu’elle considère comme une alternative musulmane au Forum de Davos (Özdemirkıran-Embel 2020).¹⁴ L’IBF permet ainsi de rassembler des acteurs économiques turcs et arabes. MÜSİAD contribue en outre à la formation des entrepreneurs arabo-musulmans au travers d’ateliers de travail, organisés au Caire entre 2005 et 2011 (Jabbour 2017). MÜSİAD constitue donc un relais important pour la politique étrangère de l’AKP, car son caractère transnational et ses réseaux lui permettent de pénétrer des milieux difficilement accessibles aux agences gouvernementales (Özdemirkıran-Embel 2020).

D’autres organisations économiques, telles que TOBB (*Türkiye Odalar ve Borsalar Birliği* « Union des Chambres et des Bourses turques »), DEİK (*Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu* « Conseil des Relations économiques extérieures »), TİM (*Türkiye İhracatçılar Meclisi* « Assemblée des Exportateurs turcs ») et TÜSKON (*Türkiye İşadamları ve Sanayiciler Konfederasyonu*) contribuent également au rapprochement turco-arabe. Par exemple, en décembre 2010, la TOBB et le DEİK ont mené l’initiative pour la formation du *Levent Business Forum* rassemblant des hommes d’affaire jordaniens, libanais, syriens et turcs (Kirişçi 2011). Quant à TÜSKON, elle organise le *Turkey-Middle East Trade Bridge* qui rassemble chaque année les hommes d’affaires moyen-orientaux à Istanbul. La TOBB a également lancé l’initiative « Industry for Peace » dans le but de contribuer à la prévention structurelle de la violence et la résolution pacifique des conflits au Moyen-Orient. Ce projet incluait notamment le « Forum d’Ankara pour la coopération économique entre la Palestine, Israël et la Turquie », dont le but était de mettre en place un mécanisme

¹⁴ Le Congrès a lieu un an sur deux à Istanbul et l’autre année dans un autre pays.

permanent de dialogue tripartite entre les hommes d'affaires de ces pays (Çağlar et Kaptanoğlu, s. d.). Sept éditions sont organisées entre 2005 et 2008. L'une des propositions émanant du Forum concernait l'établissement d'un parc industriel en Palestine, mais elle n'a pas abouti en raison de la détérioration des relations israélo-turques, dont nous allons discuter dans la section suivante.

3.2.5. Indépendance diplomatique

Enfin, le dernier volet de la stratégie de socialisation du gouvernement AKP, et celui qui contribue sans doute le plus à son succès, est les prises de position qui marquent l'indépendance diplomatique d'Ankara vis-à-vis des États-Unis. Celles-ci deviennent tellement emblématiques de la politique étrangère turque que certains chercheurs (dont Kirişçi 2011) en font le troisième « pilier » du « modèle turc ». Néanmoins, nous les envisageons ici davantage comme des outils employés par les décideurs AKP afin de mettre en lumière l'image de la nouvelle Turquie qu'ils entendent promouvoir. En effet, les prises de position du gouvernement turc lui permettent de revendiquer le statut d'acteur normatif et ainsi d'attirer l'attention sur ses propres réussites démocratiques. Deux dossiers en particulier vont donner l'occasion à la Turquie d'Erdoğan de briller : la guerre d'Irak et la question palestinienne.

Ainsi, le premier coup d'éclat de la diplomatie turque est le refus de la Grande Assemblée nationale du 1^{er} mars 2003 d'autoriser le transfert des soldats américains sur le territoire turc en vue d'ouvrir un deuxième front contre l'Irak de Saddam Hussein. Ce refus est perçu par le monde arabe comme le premier signe d'une autonomisation d'Ankara par rapport à ses alliés occidentaux et rencontre l'admiration de la « rue arabe » (Özcan 2011). Al Azm estime ainsi :

What Arab king, president or ruler could go to the President of the United States and tell him my parliament rejected your government's request without the American president treating it as a joke, or responding by saying, « we know what kind of a parliament you have at your disposal? » (Al-Azm 2011, 640).

Si la politique étrangère turque pendant la guerre d'Irak avait déjà envoyé un signal fort au monde arabe, l'opposition croissante de la Turquie à Israël aura un effet plus fort encore sur les relations turco-arabes. En effet, dès 2004 et l'assassinat du dirigeant

du Hamas, Sheikh Ahmed Yassine, les relations entre Ankara et Tel Aviv se détériorent (Ertosun 2017). Néanmoins, elles se dégradent encore davantage suite au déclenchement de l'opération *Plomb Durci* à Gaza en décembre 2008. De fait, en visite à Ankara à peine quelques heures plus tôt, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert n'avait pas soufflé mot des projets israéliens. Par conséquent, les dirigeants turcs, vexés de ne pas avoir été mis dans la confidence, critiquent vivement Israël. Les tensions atteignent ainsi des sommets début 2009 lors du Forum économique mondial de Davos, où Erdoğan participe à un panel en compagnie du Président israélien, Shimon Peres. Le Premier ministre turc fait une sortie virulente contre le Président israélien, puis quitte la salle furieux lorsque le médiateur refuse de lui laisser du temps supplémentaire pour répondre :

Honorable Peres, tu es plus âgé que moi. Tu élèves ta voix. Je sais que le fait que tu élèves ta voix est un signe psychologique de culpabilité. Ma voix ne s'élèvera pas aussi fort. [...] Quand il s'agit de tuer, vous savez très bien tuer. Je sais très bien comment vous avez tué et abattu des enfants sur les plages. (Yeni Şafak 2019, notre traduction).

Cet incident, connu sous le nom de « One Minute Davos », connaît un grand retentissement et augmente fortement la popularité d'Erdoğan dans le monde arabe. Toutefois, c'est l'affaire de la « Flottille de Gaza » ou du « *Mavi Marmara* » qui confirme véritablement aux yeux de la « rue arabe » le soutien turc pour la cause palestinienne et marque ainsi le « retour de la Turquie dans l'imaginaire politique arabe », selon les mots d'El Oifi (2011, 244). Le 31 mai 2010, six navires d'un convoi humanitaire affrété par l'ÎHH, entre autres, afin de briser le blocus de Gaza sont arraisonnés par la marine israélienne. L'opération conduit à la mort de neuf citoyens turcs sur le *Mavi Marmara*. À la suite de cet incident, le gouvernement AKP accuse Tel Aviv de « terrorisme d'État » et exige des excuses officielles de la part des autorités israéliennes. Si, dans le monde arabe, une minorité se montre sceptique quant aux intentions réelles des décideurs turcs (El Oifi 2011), dans l'ensemble, l'affaire de la flottille provoque l'enthousiasme de la « rue arabe » qui y voit le signe d'un réalignment définitif de la Turquie en faveur des Palestiniens. La presse arabe acclame Erdoğan comme le « leader des Arabes » et le « nouveau Nasser » (Naoufal 2011). La rhétorique enflammée du dirigeant turc contraste particulièrement avec le

sentiment d'impuissance que dégagent les régimes autoritaires arabes (El Oifi 2011). Le journaliste égyptien Fahmi Huwaidi déclare ainsi :

On ne peut que comparer la force et l'audace de la position turque vis-à-vis d'Israël et la faiblesse et la modestie de celle de l'Égypte, qui ressemble plus à une absence de prise de position. [...] La Turquie nous donne une nouvelle leçon dont la substance est que le gouvernement qui tire sa légitimité de la confiance du peuple et de son soutien dispose d'une source de puissance qui lui permet de défier les maîtres de l'arrogance. (cité dans El Oifi 2011, 243).

Loin d'être irréflechies, les critiques turques à l'égard d'Israël sont le produit d'une stratégie de socialisation délibérée. De fait, le gouvernement AKP est conscient que la question palestinienne occupe une place centrale dans l'inconscient des peuples arabes et que par conséquent, le meilleur moyen de gagner le cœur de la « rue arabe » consiste à se positionner en tant que défenseur du peuple palestinien (Jabbour 2017). Le caractère instrumental du soutien turc pour Gaza est d'autant plus visible qu'en dépit de sa rhétorique enflammée à l'encontre de Tel Aviv, le gouvernement AKP poursuit sa coopération économique et sécuritaire avec ce dernier (Jabbour 2017). Dès lors, il apparaît que, plus qu'une fin, la défense de la cause palestinienne est un moyen employé par les dirigeants afin de gagner en popularité et de renforcer leur influence dans le monde arabe.

4. Accroissement de l'influence turque dans le monde arabe

À l'aube des « Printemps arabes », la politique étrangère du gouvernement AKP apparaît comme une franche réussite aux yeux de nombreux observateurs. D'une part, sa stratégie de coercition positive lui a permis de mettre fin à des décennies d'inimitié avec ses voisins. Les décideurs turcs sont en effet parvenus à construire des partenariats avec les gouvernements arabes, tant dans le domaine économique que politique et sécuritaire. Le rapprochement turco-arabe a également permis à Erdoğan de tisser des liens forts avec les dirigeants de ces pays, en particulier Assad et Kadhafi (Öniş 2014). Par conséquent, le gouvernement AKP semble avoir atteint son objectif de « zéro problème » avec ses voisins arabes. Toutefois, l'Égypte fait figure

d'exception à cet égard. Sans être hostiles, les relations restent en effet distantes en raison de la rivalité entre Ankara et le Caire pour l'hégémonie régionale.

D'autre part, le second volet de la politique étrangère du gouvernement AKP, sa stratégie de socialisation semble également avoir porté ses fruits. Dans l'*Annual Arab Public Opinion Survey* de 2010 mené par l'Université du Maryland (Telhami 2010), la Turquie est considérée comme le pays jouant le rôle le plus constructif au Moyen-Orient (21 %), après la France (30 %), mais devant l'Arabie saoudite et l'Égypte (20 %). En outre, Erdoğan est le dirigeant le plus admiré (20 %), alors qu'il n'était même pas présent dans le classement en 2008. De même, une étude menée par le TESEV en juillet 2009 dans sept pays arabes montre que 75 % des sondés ont avis positif sur la Turquie (Akgün, Gündoğar, et Perçinoğlu 2009). Seule l'Arabie Saoudite fait mieux (78 %). Ankara est particulièrement appréciée en Palestine, en Syrie et en Jordanie. Enfin, 61 % des personnes interrogées considèrent que la Turquie peut être un modèle pour les pays du Moyen-Orient et qu'elle représente un exemple réussi de cohérence entre islam et démocratie.

Par conséquent, si tous les citoyens arabes n'admirent pas la Turquie, les sondages indiquent néanmoins que cette dernière jouit d'une très large popularité au sein du monde arabe. Les dirigeants turcs semblent donc avoir réussi à surmonter les perceptions négatives au sujet de leur pays, marquant ainsi le succès de leur double stratégie de coercition positive-socialisation. Toutefois, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les « Printemps arabes » sont venus rebattre les cartes de la géopolitique régionale et ont ainsi contraint le gouvernement AKP à revoir ses stratégies d'influence dans le monde arabe.

CHAPITRE III : POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU GOUVERNEMENT AKP APRÈS LES « PRINTEMPS ARABES » (2011-2016)

1. La politique étrangère turque face au déclenchement des « Printemps arabes »

1.1. *Le dilemme turc*

Nous nous sommes jusqu'à présent attachée à décrire les instruments de politique étrangère employés par la Turquie au cours de la première décennie du XXI^e siècle. Cependant, au début de l'année 2011, une réaction en chaîne inattendue bouleverse les équilibres régionaux et contraint les décideurs turcs à réviser leurs stratégies d'influence auprès des États arabes. Débutant avec l'immolation par le feu du Tunisien Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010, des manifestations de grande ampleur appellent à la chute des régimes autoritaires en Tunisie d'abord, puis en Égypte et au Yémen dès janvier 2011, au Bahreïn et en Libye au cours du mois de février et enfin en Syrie à partir de mars.¹⁵ Qualifiés de « Printemps arabes », ces soulèvements constituent pour la politique étrangère turque un « choc externe » (*external shock*, Hermann 1990; Blavoukos et Bourantonis 2014). De fait, bien qu'il s'agisse de bouleversements internes aux États arabes, leurs effets ne sont pas limités à ceux-ci. En redéfinissant les rapports de force au niveau national, les « Printemps arabes » provoquent en effet un changement de programme, selon la typologie de Hermann (1990), pour le gouvernement AKP puisqu'ils contraignent ce dernier à revoir les instruments qu'il employait jusqu'alors pour atteindre son objectif de leadership régional.

Comme nous l'avons vu jusqu'à présent, les décideurs turcs avaient développé au cours des années 2000 une politique étrangère bidimensionnelle à l'égard du monde arabe : une stratégie de coercition positive envers les gouvernements autoritaires d'une

¹⁵ D'autres pays ont également connu des manifestations de grande ampleur ayant poussé les gouvernements à faire des concessions à l'opposition (Algérie, Maroc, Jordanie, Koweït et Oman), nous n'étudierons cependant pas celles-ci en détail.

part et une stratégie de socialisation envers les sociétés d'autre part. Or, avec les « Printemps arabes », l'opposition latente entre les dirigeants qui tentent de se maintenir au pouvoir et leurs populations qui aspirent à davantage de liberté et de justice éclate au grand jour. Il devient dès lors impossible pour les décideurs turcs de poursuivre simultanément les deux volets de leur politique. En effet, ils sont confrontés à un dilemme : maintenir les bonnes relations avec les gouvernements autoritaires ou suivre la « rue arabe ». S'ils ne montrent pas leur soutien envers l'opposition, ils mettent en danger la réputation de la Turquie en tant qu'acteur réputé démocratique. Or, cette identité « démocratique » constitue l'un des deux piliers du « modèle turc » que les décideurs AKP ont promu tout au long des années 2000 dans le cadre de leur stratégie de socialisation. Par conséquent, ne pas soutenir les contestations signifie pour Ankara perdre le prestige dont elle bénéficie auprès des populations arabes. À l'inverse, si les décideurs turcs prennent position en faveur de la population et appellent au renversement des régimes autoritaires, la confiance développée au fil des années avec des dirigeants tels que Assad et Kadhafi sera réduite à néant et les profits des nombreuses entreprises turques implantées dans ces pays seront également menacés. Abandonner leur stratégie de coercition positive au profit d'une tentative de subversion (Barrea 1981; Morin 2013) implique donc de renoncer aux investissements politiques et économiques réalisés jusque-là auprès des élites arabes, sans aucune garantie que les révolutions aboutissent effectivement à un changement de pouvoir.

Certains auteurs (dont Öniş 2012; 2014; Alessandri et Altunışık 2013; Jabbour 2017) présentent ce dilemme sous l'angle d'une opposition entre intérêt national et éthique, entre réalisme et idéalisme. Sans contester le poids des questions éthiques dans la réponse des décideurs turcs aux révolutions arabes, la dimension éthique ne peut être dissociée de l'intérêt national, car elle constitue l'un des fondements de la stratégie de socialisation d'Ankara. Plus qu'un dilemme entre intérêt et éthique, le gouvernement AKP doit donc en réalité choisir entre deux composantes de sa politique étrangère, chaque option menaçant sa quête de puissance sur la scène régionale. Par conséquent, la réaction des dirigeants turcs variera fortement selon l'importance plus ou moins grande que revêt l'un ou l'autre volet de leur stratégie d'influence dans leurs relations avec tel ou tel État. Ce dilemme permet ainsi de comprendre pourquoi la réponse du gouvernement AKP face aux « Printemps arabes », en apparence

incohérente, est en réalité sous-tendue par la nécessité de concilier des stratégies devenues contradictoires.

1.2. *Évolution vers la subversion*

1.2.1. Tunisie et Égypte

Lorsque éclate la révolution tunisienne, la Turquie adopte une attitude prudente et attentiste. De fait, le ministère des Affaires étrangères ne publie un communiqué au sujet de la Tunisie que le 14 janvier 2011, soit le jour de la démission de Ben Ali. Cette déclaration se veut neutre, la Turquie exprimant « son inquiétude et son chagrin profond » face aux événements « qui ont fait de nombreux morts et blessés » (T.C. Dışişleri Bakanlığı 2011a). Il faut attendre le 28 janvier pour que le gouvernement AKP annonce son soutien aux « revendications du peuple tunisien pour une société plus démocratique et libre » et se réjouisse de la tenue d'élections « transparentes, libres et équitables » (T.C. Dışişleri Bakanlığı 2011b). Le long silence et la réponse tardive d'Ankara s'expliquent d'abord par la faible importance des intérêts turcs en Tunisie, puis par l'effet de surprise et le dénouement rapide de la révolution tunisienne qui évitent au gouvernement AKP de devoir prendre parti.

La réaction des dirigeants turcs est cependant bien plus tranchée dans le cas de l'Égypte. Malgré des intérêts économiques modérés, le Caire étant le troisième plus gros importateur de produits turcs et le quatrième partenaire commercial de la Turquie dans le monde arabe en 2010 (voir tableau 1), le gouvernement AKP n'est pas parvenu à établir une coopération politique avec le régime Moubarak en raison de leur rivalité pour l'hégémonie régionale. Par conséquent, les décideurs turcs ne prennent pas de risque majeur en se positionnant du côté des manifestants. Dès le 1^{er} février 2011, Erdoğan est le premier dirigeant à appeler le Président égyptien à démissionner (Keating 2011). Son discours, retransmis sur *al-Jazeera*, est notamment regardé par les manifestants égyptiens, ce qui augmente encore davantage la popularité d'Erdoğan. Par exemple, un membre du parti d'opposition Néo-Wafd déclare au journal *HaberTürk* :

Nous avons vu le discours d'Erdoğan à la télévision. Cela nous a donné le moral. Depuis le début, les États-Unis et Israël ont pris position du côté du gouvernement,

alors que la Turquie a fait une déclaration à la fois neutre, mettant la situation humanitaire au premier plan et pensant à nous. (*HaberTürk* 2011, notre traduction).

1.2.2. Yémen et Bahreïn

Si le Yémen ne présente pas d'intérêt particulier pour Ankara, les décideurs turcs n'ayant officialisé la reprise des relations avec le régime yéménite que quelques mois avant le début des « Printemps arabes » (Groc 2012), la contestation au Bahreïn va forcer le gouvernement AKP à tenter un grand écart entre manifestants et régime autoritaire. Dans un premier temps, Ankara manifeste un soutien timide pour les revendications chiites et incite la monarchie sunnite bahreïnie à la modération. Lorsque l'Arabie saoudite envoie son armée réprimer le soulèvement le 15 mars 2011, Erdoğan exprime ses craintes que la contestation au Bahreïn ne se transforme en un nouveau Kerbala. Toutefois, suite à une visite du ministre saoudien des Affaires étrangères en Turquie quelques jours plus tard, le Premier ministre turc cesse de mentionner la situation du Bahreïn et celle du Yémen (Robins 2013). Le gouvernement AKP laisse ainsi rapidement la direction des événements entre les mains des de l'Arabie saoudite et des EAU (Başkan 2018). En effet, Ankara préfère préserver de bonnes relations avec Riyadh et Abu Dhabi, respectivement ses troisième et deuxième plus gros partenaires commerciaux dans le monde arabe en 2010, que de soutenir les contestations populaires au Yémen et au Bahreïn, deux pays avec lesquels la Turquie a très peu de liens économiques (voir tableau 1).

1.2.3. Libye

Lorsque la fièvre révolutionnaire gagne la Libye le 17 février 2011, la première réaction du gouvernement AKP se veut très neutre, le ministère des Affaires étrangères exprimant son inquiétude face aux événements qui ont cours dans le pays et appelant à la paix civile (*L'Orient-Le Jour* 2011). Bien que les décideurs turcs reconnaissent formellement la légitimité des revendications des manifestants libyens, ils évitent de confronter Kadhafi. En effet, les élites AKP et Erdoğan en particulier ont développé d'excellentes relations avec le régime Kadhafi. Le dirigeant libyen est d'ailleurs un important soutien pour la politique turque en Palestine et est perçu comme la porte

d'entrée d'Ankara en Afrique sub-saharienne (Ayata 2015). De plus, les intérêts économiques turcs en Libye sont considérables. En effet, Tripoli est un important partenaire commercial pour Ankara (voir tableau 1). Les entreprises turques ont également des investissements à hauteur de \$15 milliards en Libye, principalement dans le secteur de la construction (Semo 2011). Plus encore, environ 25.000 travailleurs turcs sont présents en Libye à la veille de la révolution (Bölme et al. 2011). Par conséquent, la priorité du gouvernement turc est avant tout de garantir la sécurité de ses ressortissants. Ceux-ci sont évacués en une semaine ainsi que 10.000 citoyens européens (Davutoğlu 2011).

Afin de contourner le dilemme auquel ils font face, les décideurs turcs s'efforcent surtout de trouver un accord entre Kadhafi et l'opposition. Erdoğan tente ainsi de convaincre le dirigeant libyen de négocier avec les manifestants. Le Premier ministre turc appelle Kadhafi à trois reprises et lui propose de choisir le futur président parmi les individus soutenus par le peuple libyen (Yackley 2011; Erdoğan 2011a). En outre, les dirigeants turcs s'opposent avec virulence aux sanctions et à l'intervention militaire voulue par les membres de l'OTAN. Erdoğan déclare ainsi le 28 février :

Il ne faut pas faire payer au peuple la facture des fautes des gouvernants. Tout type de sanction et d'intervention qui signifie la punition du peuple libyen peut causer des difficultés énormes et inacceptables. [...] L'OTAN doit-elle intervenir en Libye ? Un tel non-sens est-il possible ? Pourquoi l'OTAN irait-elle en Libye ? [...] Écoutez, en tant que Turquie, nous sommes opposés à cela [...], une telle chose est impensable. (NTV 2011, notre traduction).

Lorsque le Conseil de sécurité des Nations Unies vote le 17 mars la résolution 1973 autorisant une intervention militaire internationale en Libye, Ankara continue de manifester son opposition, mais se résigne à cette éventualité. La Turquie réduit donc sa participation au strict nécessaire. Si elle accepte d'envoyer quatre frégates, un sous-marin et un navire de soutien pour faire respecter l'embargo sur les armes et autorise l'OTAN à utiliser une base aérienne à Izmir (Reuters 2011; Ayata 2015), elle indique néanmoins son refus de participer aux missions de combat et insiste sur sa volonté de ne jamais pointer d'armes contre le peuple libyen (Le Monde 2011c; Semo 2011). Parallèlement à l'intervention de l'OTAN, le gouvernement AKP poursuit ses efforts de médiation et s'entretient avec des représentants des insurgés et du régime afin d'élaborer un plan de paix pour la Libye (Le Monde 2011a). La feuille de route turque,

présentée le 8 avril, comporte trois volets : (1) un cessez-le-feu immédiat ; (2) la création de zones humanitaires pour permettre l'acheminement de l'aide ; (3) un dialogue politique entre le gouvernement et l'opposition devant déboucher sur des élections libres (Semo 2011).

Cependant, le plan turc rencontre le scepticisme des rebelles libyens qui perçoivent Ankara avec une méfiance croissante. Lorsque Erdoğan annonce fin mars le refus de son pays d'armer la révolution, il provoque la colère des contestataires. Scandant des slogans antiturcs, un groupe de manifestants se rassemble même devant le consulat turc à Benghazi et tente d'en déchirer le drapeau (Seibert 2011). Craignant pour sa popularité auprès de la « rue arabe », le gouvernement AKP finit par infléchir sa position. Le 3 mai 2011, Erdogan appelle pour la première fois Kadhafi à « immédiatement » quitter le pays (*Le Monde* 2011b). Dès lors, Ankara s'engage pleinement dans une politique de subversion à l'égard de son ex-allié et s'efforce de regagner la confiance des rebelles. En visite à Benghazi le 3 juillet, Davutoğlu annonce que la Turquie reconnaît le Conseil national de transition (CNT) comme le « représentant légitime du peuple libyen » (*Le Monde* 2011c). La veille, Ankara avait déjà annoncé le retrait définitif de son ambassadeur à Tripoli et sa participation aux sanctions décidées par l'ONU en février contre Kadhafi et ses proches.

1.2.4. Syrie

Si la position turque en Libye était déjà délicate compte tenu de l'ampleur des intérêts économiques d'Ankara dans ce pays, le déclenchement de manifestations en Syrie en mars 2011 représente une menace plus grave encore pour la politique étrangère turque. En effet, la Turquie partage 910 km de frontière avec son voisin syrien, ce qui lui fait craindre de voir le conflit déborder sur son territoire. De plus, Damas représente l'exemple le plus réussi de la politique turque de « zéro problème avec les voisins ». Outre l'intégration économique, les deux États ont développé une coopération étroite dans de nombreux domaines. Les dirigeants AKP veulent donc préserver leurs relations avec la Syrie d'Assad. Par conséquent, dans un premier temps, ils témoignent de leur soutien envers les manifestants tout en s'abstenant de critiquer le Président syrien. Ainsi, dans un communiqué du 25 mars, le ministère turc des

Affaires étrangères adopte un ton conciliant et salue les promesses de réformes du régime syrien (T.C. Dışişleri Bakanlığı 2011c).

À l'instar de son implication en Libye, le gouvernement AKP espère jouer le rôle de médiateur entre le régime et l'opposition afin de voir son dilemme se régler de lui-même. Ainsi, Erdoğan et Davutoğlu se rendent à Damas à une quinzaine de reprises entre mars et août 2011 dans le but de convaincre Assad d'engager des réformes en vue d'une transition graduelle du pouvoir vers la démocratie. Dès juin 2011, face à l'absence de résultats concrets, le gouvernement turc adopte un ton plus dur à l'égard du régime syrien, qualifiant sa répression d'inhumaine (Taşpınar 2012). Le point de rupture a lieu en août 2011 lors d'une énième rencontre à Damas entre Davutoğlu et Assad. Le ministre turc des Affaires étrangères incite une fois de plus le Président syrien à mettre en œuvre les réformes voulues par son peuple. Néanmoins, dans les dernières minutes de cette rencontre de six heures, Assad oppose une fin de non-recevoir aux demandes turques : « L'ère des sultans ottomans est révolue. La Syrie n'acceptera jamais de faire partie de l'Empire ottoman au lieu de son identité arabe. Ankara ne pourra plus jamais être le centre de décision du monde arabe. » (*Vatan* 2011, notre traduction). Les décideurs AKP réalisent alors qu'ils ont surestimé leur influence sur le Président syrien. De fait, au vu de leurs bonnes relations, Erdoğan s'attendait à ce que le plus jeune et moins expérimenté Assad s'en remette à ses conseils (Robins 2013). Par conséquent, il prend ombrage des refus répétés du Président syrien d'écouter ses conseils.

Dès lors, le gouvernement AKP tourne le dos au régime syrien et commence à soutenir ouvertement l'opposition. En septembre 2011, Ankara annonce suspendre toutes ses relations diplomatiques avec Damas. Ce n'est cependant que le 22 novembre que la Turquie appelle pour la première fois explicitement Assad à démissionner. Les mots qu'Erdoğan emploie à cette occasion sont très durs :

Bashar al-Assad vient et dit 'Je vais me battre jusqu'à la mort'. Pour l'amour de Dieu, qui combats-tu ? Se battre jusqu'à la mort contre son propre peuple, ce n'est pas de l'héroïsme, mais de la lâcheté. Si tu veux voir quelqu'un qui s'est battu jusqu'à la mort contre son propre peuple, regarde l'Allemagne nazie, regarde Hitler, regarde Mussolini, regarde le Roumain Ceaușescu. Si tu ne tires pas de leçon de cela, regarde le dirigeant libyen qui, il y a 32 jours seulement, utilisait les mêmes expressions que toi [...] Sans autre effusion de sang, ni oppression, pour le bien de

ton peuple, de ton pays et de ta région, quitte ce siège maintenant. (*Dünya Bülteni* 2011, notre traduction).

1.3. *Soutien à l'islam politique*

Les « Printemps arabes » ont donc bien constitué un « choc externe » pour la diplomatie turque puisqu'ils ont contraint le gouvernement AKP à effectuer un changement de programme (Hermann 1990). En effet, les décideurs turcs ont progressivement abandonné leur stratégie de coercition positive au profit d'une stratégie de subversion. Toutefois, la transition ne s'est pas faite uniformément car le gouvernement AKP est loin de s'être systématiquement rangé du côté des oppositions. Ce n'est que lorsqu'il est devenu intenable pour Ankara de maintenir ses relations avec les régimes autoritaires sans perdre son prestige auprès de la « rue arabe », que les dirigeants turcs ont définitivement opté pour une stratégie de subversion.

Passée la réaction initiale, le gouvernement AKP se voit donc dans l'obligation de définir une nouvelle stratégie afin de conserver son influence dans le monde arabe. Les décideurs turcs décident alors de « miser sur l'islam politique », selon les mots de Jana Jabbour (2017, 252). Ils s'efforcent ainsi de faciliter l'accession au pouvoir des partis issus de la mouvance islamique, en particulier ceux liés aux Frères musulmans, soit via les processus électoraux organisés après les soulèvements, soit par la voie des armes. Jabbour (2017) identifie trois raisons qui poussent le gouvernement AKP à effectuer ce choix. D'abord, l'AKP étant lui-même un parti issu de l'islam politique, il ressent une certaine affinité identitaire et a déjà un réseau de relation développé avec les acteurs issus de cette mouvance. Selon Billion (2017), il n'est néanmoins pas possible de parler de convergence idéologique puisque ces mouvements poursuivent un agenda distinct. Ensuite, face au chaos et à l'incertitude provoqués par le renversement des régimes autoritaires, les mouvements islamistes représentent un choix « sûr » en raison de l'ancienneté et de la solidité de leur ancrage au Moyen-Orient. Enfin, les capacités organisationnelles et la légitimité dont bénéficient les groupes islamistes au sein des sociétés arabes font de ceux-ci les vainqueurs probables des élections post-« Printemps arabes ». Par conséquent, le gouvernement AKP a tout intérêt à les soutenir le plus tôt possible afin de devenir leur partenaire privilégié.

Cependant, le soutien turc pour les mouvements issus de l'islam politique prend des formes différentes selon l'issue du soulèvement.¹⁶ Dans les pays où les partis islamiques parviennent au pouvoir, le gouvernement AKP met en œuvre une double politique de socialisation et de coercition positive envers ceux-ci. Néanmoins, en Syrie, où le « Printemps arabe » s'enlise en guerre civile, le gouvernement AKP poursuit sa stratégie de subversion.

2. Socialisation et coercition positive avec les gouvernements postrévolutionnaires

Une fois les révolutions actées en Tunisie, en Égypte, au Yémen et en Libye, et des réformes mises en œuvre au Maroc, le gouvernement AKP a recours à deux instruments afin de consolider son influence auprès des partis islamiques qui parviennent effectivement au pouvoir dans ces pays : une stratégie de socialisation reposant sur la promotion du « modèle turc » d'une part, et une stratégie de coercition positive prenant la forme d'une diplomatie du chéquier (*checkbook diplomacy*) et d'une coopération politique et économique d'autre part. Les dirigeants turcs reprennent donc les instruments qu'ils utilisaient déjà durant les années 2000, avec cependant une différence fondamentale puisque ces outils ne visent désormais plus des audiences distinctes (la « rue arabe » pour les instruments de socialisation et les gouvernements autoritaires pour ceux de coercition positive), mais sont orientés vers un seul interlocuteur : les nouveaux régimes dirigés par des partis issus de l'islam politique, considérés comme dépositaires de la volonté du peuple. Par conséquent, si la politique étrangère turque post-« Printemps arabes » reste similaire dans les grandes lignes à celle menée durant les années 2000, elle doit néanmoins être adaptée pour épouser les évolutions régionales.

¹⁶ Notons également qu'à l'égard des pays n'ayant pas connu de révolution, les décideurs turcs adoptent une politique similaire à celle qu'ils menaient durant les années 2000. Dans le cadre de ce mémoire, nous nous concentrerons néanmoins sur les nouveaux instruments développés par Ankara.

2.1. Socialisation : Promotion du « modèle turc »

Le premier volet de la politique étrangère turque à l'égard des régimes postrévolutionnaires s'articule autour de la volonté du gouvernement AKP de faire en sorte que ces derniers internalisent les normes et orientations idéologiques propres au « modèle turc ». Capitalisant sur l'image d'une Turquie prospère et démocratique qu'ils ont réussi à construire durant les années 2000, les décideurs turcs ne veulent désormais plus seulement améliorer la perception qu'ont les sociétés arabes de leur pays, mais entendent diffuser leur modèle politico-économique par le biais d'une stratégie de socialisation. Pourtant, alors que de nombreux observateurs internationaux s'enthousiasment, voire même promeuvent l'idée de la Turquie comme un « modèle » pour les États arabes postrévolutionnaires, les décideurs turcs semblent réticents à employer ce terme. Davutoğlu affirme ainsi :

Each and every country has its own unique characteristics shaped by its own unique historical and sociopolitical background. Therefore, as Turkey we do not want to present ourselves, nor to be seen, as a *role model*. It took years of democratic experimentation for Turkey to arrive at the current stage. (Davutoğlu 2012, nous soulignons).

Les dirigeants AKP craignent en effet d'être accusés de vouloir imposer leur régime politique au monde arabe, comme en témoignent les propos d'Erdoğan : « We are not intentionally trying to export a regime—we could not care less. But if they want our help, we will provide any assistance they need. But we do not have a mentality of exporting our system. » (Erdoğan 2011b). Plutôt que de parler de « modèle », les élites politiques AKP préfèrent employer le terme « inspiration » (Dalay et Friedman 2013; Parlar Dal et Erşen 2014). Ainsi, dans un discours à la Grande Assemblée nationale en mars 2011, Erdoğan estime que les révolutions arabes ont été inspirées par la « démocratie avancée » de la Turquie (*The Economist* 2011). De même, Gül déclare : « Once you accumulate all this know-how and once you succeed in raising and realizing your standards, then you start being followed very carefully by other countries; you become an *inspiration* for them. » (2013, 7, nous soulignons).

Si le gouvernement AKP se garde donc bien de prétendre explicitement constituer un « modèle », il aspire pourtant à devenir la référence politique première des

nouveaux régimes. Cette ambition socialisatrice est particulièrement présente au regard de l'expérience démocratique turque, comme en témoignent les propos de Davutoğlu : « We would like to see a democratic, constitutional system taking root in our neighborhood » et « If needed, Turkey remains ready to share her own experience with the interested countries. » (2012). En effet, selon Ayata, les décideurs AKP perçoivent les soulèvements arabes comme une réplique de leur propre expérience d'affranchissement de la tutelle militaire :

Just as the AKP had sought to overturn Turkey's militaristic legacy that upheld an orthodox secularism through undemocratic means and Western backing, the Turkish leadership now interpreted the Arab uprisings as constituting the same process against the respective secular autocratic leaders who were also backed by the West. (Ayata 2015, 99).

Le choix des pronoms dans les discours des dirigeants turcs trahit cette volonté de s'approprier les mouvements de contestation : « *Nous*, en Turquie et au Moyen-Orient, avons remplacé l'humiliation par la dignité » ; « Il faut faire confiance aux peuples dans *notre* région, qui revendiquent le respect et la dignité. Pendant des décennies, on *nous* a insulté. Pendant des décennies, on *nous* a humiliés. Maintenant *nous* revendiquons la dignité. » (Davutoğlu, 2011, cité dans Jabbour 2017, 251). Davutoğlu ira même jusqu'à affirmer en mai 2011 que « les Printemps arabes sont tout autant un Printemps turc » (*Akşam* 2011, notre traduction).

Par conséquent, les décideurs AKP encouragent les nouveaux gouvernements à adopter un système démocratique *a la turca* et insistent particulièrement sur leur vision de la laïcité. En visite en Égypte, Erdoğan déclare le 13 septembre 2011 lors d'une interview dans le *talk-show* le plus suivi du pays :

Dans un régime laïque, les gens sont libres d'adhérer à une religion ou de ne pas le faire [...] N'ayez pas peur de la laïcité qui n'est pas l'ennemi de la religion [...] J'espère que le nouveau régime en Égypte sera laïque [...] J'espère qu'après mes remarques, l'opinion des Egyptiens sur la laïcité changera. (Marcou 2011).

Le lendemain, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue tunisien, Béji Caïd Essebsi, Erdoğan vante à nouveau les bienfaits de la laïcité et ajoute : « Secularism does not mean that people are secular. For example, I am not secular, but I am the prime minister of a secular state » (Champion et Bradley 2011).

Le gouvernement AKP ne se contente pas de discours, mais entend également partager son expérience démocratique par le biais de formations et d'ateliers. Ainsi, 51 jeunes égyptiens appartenant à l'opposition (notamment les Frères musulmans, *al-Wasat* et le Mouvement de la jeunesse du 6 avril) sont invités par l'AKP à venir en Turquie pour observer les préparatifs des élections parlementaires de juin 2011. À cette occasion, ils rencontrent Gül et assistent aux meetings d'Erdoğan (Bostan 2011; Altunışık 2014). De plus, des ateliers en arabe et en turc (avec traduction instantanée) sont organisés afin d'initier les partis islamistes de toute l'Afrique du Nord à l'expérience démocratique turque (Jabbour 2017). Par exemple, une délégation libyenne suit, sous l'égide du ministère turc de la Justice, une formation sur la mise en place d'institutions juridiques et la rédaction d'une constitution (Altunışık 2014). De même, des militants égyptiens participent à des ateliers de formation pour l'écriture d'une constitution (Altunışık 2014). D'autres ateliers encore sont intitulés « Comment transformer une confrérie en parti politique ? Comment organiser une campagne électorale et préparer un programme politique ? Comment inclure les femmes et les jeunes ? Comment agir face à la diversité religieuse ? » (Jabbour 2017).

Notons enfin que si le gouvernement AKP se met à promouvoir plus explicitement le « modèle turc », il n'en abandonne pas pour autant les outils de socialisation qui lui ont permis d'améliorer son image auprès des populations arabes durant les années 2000. De fait, à la suite de l'affaire du *Mavi Marmara*, Erdoğan multiplie les diatribes à l'encontre d'Israël. Les dirigeants turcs poursuivent également leur diplomatie culturelle et humanitaire et continuent de promouvoir la compénétration de sociétés par de multiples initiatives similaires à celles mises en œuvre avant les « Printemps arabes ».

2.2. *Coercition positive*

2.2.1. Diplomatie du chéquier

Parallèlement à sa stratégie de socialisation, le gouvernement AKP met en œuvre une politique de coercition positive auprès des nouveaux régimes arabes. Il entend en effet accompagner la promotion du « modèle turc » d'une diplomatie du chéquier (*checkbook diplomacy*) de telle sorte que les nouveaux régimes soient non seulement inspirés par le « modèle turc », mais qu'ils soient également incités à développer de

bonnes relations avec Ankara grâce à des bénéfices matériels et financiers. La diplomatie du chéquier turque répond également à une logique de subversion puisqu'elle vise à aider les nouveaux dirigeants à consolider leur autorité afin d'éviter que la transition de pouvoir ne plonge ces États dans l'instabilité, ce qui nuirait à la sécurité de la Turquie. Par conséquent, alors que durant les années 2000, la majeure partie de l'aide au développement turque était destinée à la société civile, à partir des « Printemps arabes », les principaux bénéficiaires deviennent les gouvernements arabes (Altunışık 2014).

La diplomatie du chéquier turque prend avant tout la forme d'une assistance financière directe. Ainsi, lors du Forum économique mondial organisé en Turquie en juillet 2012, Ankara fait un don de \$100 millions à la Tunisie et lui octroie un prêt de \$400 millions à taux d'intérêt réduit (Mokhefi 2013; Altunışık 2014). De même, le gouvernement turc promet un prêt de \$2 milliards en deux tranches à l'Égypte, dont la première partie est octroyée en septembre 2012 suite à la visite du président Morsi en Turquie (*Ahram Online* 2012). En visite à Benghazi le 22 août 2011, Davutoğlu remet \$100 millions en liquide au CNT, permettant à ce dernier de payer les salaires de l'administration et des forces de l'ordre. À ce premier versement, s'ajoute la promesse d'une aide de \$200 millions, la moitié sous forme de donation et l'autre sous forme de prêt (Watson 2011).

L'aide turque passe également par la fourniture d'équipement. Par exemple, en Tunisie, TİKA livre 434 véhicules à la Tunisie afin de moderniser les forces de police et les administrations locales tunisiennes. Parmi ceux-ci : 30 véhicules à quatre roues motrices, 40 véhicules à deux roues motrices, 60 minibus, cinq bus, 30 voitures de police, 100 motos de police ainsi que 32 camions poubelle, 30 camions à benne et 50 terrassiers (TİKA, 2013). En Libye également, Ankara fournit 30 véhicules aux forces de police (Mokhefi 2013).

2.2.2. Coopération politique et économique

Afin d'asseoir davantage son influence auprès des pays arabes, le gouvernement AKP reprend également les outils qui ont fait le succès de sa stratégie de coercition durant les années 2000 : la coopération politique et l'interdépendance économique. Ainsi, les dirigeants turcs multiplient les projets bilatéraux avec les nouveaux régimes.

En octobre 2012, Ankara et Tunis signent un accord pour le développement et l'assistance technique afin d'accroître leur coopération dans les domaines de l'agriculture, des ressources en eau, de la sécurité alimentaire, de l'infrastructure, de l'énergie, du tourisme, de l'éducation et de la recherche scientifique (Altunışık 2014). Le 25 décembre 2012, les deux pays mettent en place un Conseil de coopération stratégique de haut-niveau. Sa première rencontre, le 6 juin 2013, aboutit à la signature de 21 accords (T.C. Dışişleri Bakanlığı s. d.-e). En septembre 2011 déjà, un Conseil de coopération stratégique de haut-niveau avait été établi avec l'Égypte afin de renforcer les partenariats économique et politique (Ayata 2015). Vingt-sept accords de coopération bilatérale avaient été conclus à cette occasion, dont un accord pour faciliter le transport maritime entre les ports de Mersin, Suez, Alexandrie et Port Saïd (Aydın-Düzgit 2014; Magued 2016).

La coopération a également lieu dans le domaine sécuritaire. En 2012, la police turque forme 451 policiers tunisiens dans le cadre du *International Police Cooperation Project* (TİKA, 2013). En avril de la même année, la Turquie et la Libye signent un protocole d'accord pour la formation de policiers libyens. Après sept mois de formation, 804 cadets de police libyens obtiennent ainsi leur diplôme lors d'une cérémonie à Istanbul, à laquelle assiste le Premier ministre libyen, Ali Zeidan (Anadolu Ajansı, 2013). En outre, après le départ de Moubarak, les militaires turcs forment à la contre-insurrection le gouvernement de transition égyptien (Ehteshami et Elik 2011). Ankara et le Caire organisent également un projet de défense militaire conjoint pour lequel la Turquie octroie \$250 millions à l'Égypte (Ayata 2015). De même, en 2013, la Turquie et la Libye signent un accord par lequel Ankara s'engage à fournir une assistance technique à l'armée libyenne pour l'aider à sécuriser ses frontières et ses installations pétrolières (Mokhefi 2013).

Enfin, le gouvernement AKP s'efforce d'accroître les liens économiques avec les nouveaux régimes. Par exemple, en 2011, un système de traitement préférentiel et de réduction mutuelle et progressive des droits de douane est conclu avec l'Égypte dans le cadre de l'accord de libre-échange (Magued 2016). Ainsi, le volume des échanges turcs avec l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie connaît une augmentation de 46 % entre 2011 et 2013 alors que le commerce mondial n'augmente « que » de 7 % dans le même temps (voir tableau 3).

Tableau 3 - Commerce extérieur turc (en millions de dollars) avec l'Égypte, la Libye, le Maroc et les Tunisie (2011 et 2013). Source : TÜİK (s.d.-a).

	2011			2013		
	Exportations	Importations	Total	Exportations	Importations	Total
Égypte	2.759	1.382	4.141	3.200	1.629	4.829
Libye	748	140	888	2.753	304	3.057
Maroc	921	420	1.341	1.193	572	1.765
Tunisie	802	250	1.052	892	289	1.181
Total	5.230	2.192	7.422	8.038	2.794	10.832
Monde	134.907	240.842	375.749	151.803	251.661	403.464

2.3. L'apogée du « modèle turc »

Dans un premier temps, la nouvelle politique étrangère turque s'avère être un succès. Erdoğan effectue une tournée triomphale en Égypte, en Tunisie et en Libye en septembre 2011. À son arrivée à l'aéroport du Caire, il est accueilli par une foule de 1000 à 1500 personnes et acclamé comme le « saint de Dieu » et le « sauveur de l'Islam » (*BBC News Türkçe* 2011). Certains brandissent des pancartes indiquant « If Erdoğan had been our leader, we would have liberated our Jerusalem » (Üstün et Yılmaz 2011). Preuve du succès de la stratégie turque de socialisation, plusieurs mouvements islamistes arabes fondent des partis auxquels ils donnent des noms similaires à celui de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement en français). Ainsi, les Frères musulmans libyens forment en mars 2012 le Parti de la Justice et de la Construction (PJC, *Hizb Al-Adala Wal-Bina*). Un parti islamiste libyen avait déjà été fondé en novembre 2011 sous le nom de Rassemblement national pour la Liberté, la Justice et le Développement. Quant aux Frères musulmans égyptiens, ils nomment leur parti « Parti de la Justice et de la Liberté » (*Hizb al-Horriya Wal-Aadala*).

Les dirigeants de ces partis affirment ouvertement leur admiration pour le « modèle turc ». Le leader d'Ennahda, Rachid Ghannouchi, estime en janvier 2011 que « le meilleur modèle auquel [il] peu[t] penser est le modèle adopté par l'AKP en Turquie » (*CNN Türk* 2011). Il ajoute quelques mois plus tard : « Turkey is a model country for us in terms of democracy. There are very good relations between Turkey and Tunisia, and I hope there will be a proper environment in the future where we could foster those relations. » (cité dans Göksel 2014, 477). Le dirigeant du CNT, Mustafa Abdul Jalil, déclare en février 2012 : « Libya will look to Turkey as a model

for its own political and democratic structure. » (cité dans Parlar Dal et Erşen 2014, n. 86). Le ministre de l'Intérieur, Fawzi Abdelali, avait déjà affirmé en décembre 2011 sa volonté de prendre la constitution turque comme modèle (*Hürriyet Daily News* 2011). En Égypte également, un candidat du Parti de la Justice et de la Liberté, Rifaat Hamid, déclare même : « I want Egypt to be like Turkey 100 per cent » (Zalewski 2011). Dans un discours au Congrès du parti AKP le 30 septembre 2012, le Président égyptien, Morsi affirme : « The Arab world and the Arab Spring need you [Erdoğan] and your support to achieve sought-for stability. » (*Ahram Online* 2012).

Les victoires électorales d'*Ennahda* en Tunisie et des Frères musulmans en Égypte donnent l'impression d'une victoire du gouvernement AKP et semblent confirmer que son « modèle » est « l'aboutissement naturel du libre fonctionnement du 'marché politique' régional » (Schmid 2017, 70). Les enquêtes d'opinions révèlent également la popularité dont jouissent les dirigeants turcs. Ainsi, selon l'*Annual Arab Public Opinion Survey* de 2011, Erdoğan reste le leader le plus admiré du Moyen-Orient (22 %, Telhami 2011). De même, dans le sondage du TESEV de 2011 (Akgün et Gündoğar 2012), la Turquie est l'État qui recueille le plus d'opinions favorables (78 %), alors qu'elle n'était qu'en deuxième position derrière l'Arabie saoudite en 2009. Les pays où Ankara est la plus populaire sont la Libye (93 %) et la Tunisie (91 %), deux États envers lesquels le gouvernement AKP a mis en œuvre sa double politique de socialisation-coercition positive. En outre, 61% des sondés considèrent la Turquie comme un modèle pour le Moyen-Orient. Les deux raisons principales invoquées pour justifier ce rôle sont sa démocratie (32 %) et son économie (25 %).

Ainsi, les différents sondages semblent confirmer la réussite de la stratégie de promotion du « modèle turc » mis en œuvre par les dirigeants AKP après les « Printemps arabes ». Le triomphe n'est cependant pas entier. En effet, certains membres des Frères musulmans égyptiens, en particulier la vieille garde, critiquent les références à la laïcité d'Erdoğan. Le porte-parole des Frères musulmans, Mahmoud Ghazlan déclare ainsi : « It's not allowed for any non-Egyptian to interfere in our constitution [...] If I was to advise the Turks I'd advise them to drop the secular article in their constitution, but I'm not allowed. It's not my right. » (Champion et Bradley 2011). Essam el-Erian, le numéro deux du mouvement renchérit : « Nous ne pensons pas que lui [Erdoğan] ou son pays doivent à eux seuls diriger la région ou dessiner son

avenir » (Dedet 2011). Ces critiques semblent annoncer les difficultés que connaîtra la Turquie dès l'année 2012.

3. Tentatives de subversion en Syrie et en Égypte

Le deuxième volet de la stratégie turque de soutien aux mouvements islamistes dans les pays ayant connu un « Printemps arabe » est la politique de subversion que le gouvernement AKP mène en Syrie, puis en Égypte après la destitution de Morsi en juillet 2013. Celle-ci est mise en œuvre parallèlement à sa politique de socialisation-coercition positive, mais aura des conséquences radicalement différentes pour sa quête d'influence au Moyen-Orient.

3.1. *Soutien aux rebelles syriens*

Comme nous l'avons vu précédemment, après avoir apporté son soutien de manière diffuse aux divers mouvements d'opposition, et en particulier aux Frères musulmans dès les premières manifestations, le gouvernement AKP se range définitivement du côté de la rébellion syrienne et œuvre activement au renversement du régime Assad à partir d'août 2011. Les dirigeants turcs ont recours à plusieurs outils pour mener à bien cette stratégie de subversion. Ceux-ci vont de l'ouverture de leur frontière aux opposants aux mesures de rétorsion militaires, en passant par un soutien financier et logistique à la rébellion, l'imposition de sanctions contre le régime syrien et le plaidoyer en faveur d'une intervention internationale.

Le premier outil employé par le gouvernement AKP est donc l'ouverture de ses frontières aux rebelles syriens. La Turquie constitue en effet un lieu d'accueil et de rassemblement pour les opposants et contribue par ce biais à la structuration de la rébellion syrienne. En mars 2011, une réunion d'opposants est organisée pour la première fois à Istanbul sous l'égide de MÜSİAD (Kaya et Yankaya 2014). Il s'agira de la première d'une longue série. En effet, la Turquie accueille à Istanbul en avril une deuxième conférence rassemblant les diverses tendances de l'opposition syrienne. Le 31 mai 2011, la Conférence syrienne pour le changement se tient à Antalya avec la

participation de plus de 400 opposants syriens (SETA, 2011). Elle est suivie le 15 juillet par la Conférence de la libération nationale, qui se déroule cette fois à Istanbul.

Ces réunions aboutissent le 23 août 2011 à la création à Istanbul du Conseil national syrien (CNS) qu'en novembre de la même année les autorités turques reconnaissent comme le représentant officiel de l'opposition syrienne et autorisent à ouvrir un bureau à Istanbul (Altunışık et Tür 2012; Kaya et Yankaya 2014). Le gouvernement turc apporte également son soutien à l'Armée syrienne libre (ASL). Dès octobre 2011, il lui offre l'asile sur son territoire. Jusqu'en septembre 2012, le quartier général de l'ASL se trouve dans un camp gardé par l'armée turque dans la province de Hatay d'où elle peut préparer ses attaques contre les forces loyales à Assad (Stack 2011). Enfin, le 7 décembre 2012, plus de 260 commandants de l'ASL se réunissent à Antalya pour former une structure de commandement unifiée, le Conseil Militaire Suprême (MacFarquhar et Saad 2012).

La politique de subversion turque ne s'arrête cependant pas à l'accueil des opposants. En effet, le gouvernement AKP apporte une aide financière et logistique aux rebelles syriens, à qui il fournit aussi des renseignements militaires. Ankara accorde même un soutien tacite aux groupes islamistes radicaux, car ces derniers sont les plus efficaces dans la lutte contre les forces gouvernementales (Schmid 2017). Les autorités turques permettent, voire même facilitent, le passage d'armes, de combattants et de ravitaillements en tout genre (Marcou 2015; Başkan 2019). Elles laissent également les groupes djihadistes effectuer leurs activités de financement et de recrutement sur le territoire turc ainsi que négocier le pétrole obtenu dans les zones conquises (Marcou 2015; Antonopoulos 2017; Başkan 2019). De plus, Ankara intervient parfois plus directement : les services de renseignements turcs (MİT) auraient notamment livré des armes à *Jabhat al-Nosra* (Front de la Victoire) dans des camions censés contenir de l'aide humanitaire (Marcou 2015). Ce scandale est révélé en janvier 2014 lorsque les véhicules sont interceptés à la frontière par la gendarmerie turque. De même, en août 2015, les journaux turcs révèlent que les gardes-frontière laissent passer des armes à destination de Daech chaque jour via le poste-frontière d'Akçakale (Antonopoulos 2017).

Outre son soutien envers la rébellion, la stratégie de subversion du gouvernement AKP passe également par l'adoption de sanctions contre le régime syrien. Ainsi, dès

le 30 novembre 2011, les dirigeants turcs adoptent une série de sanctions en accord avec les mesures prises par la Ligue arabe. Elles incluent notamment le gel des avoirs financiers du gouvernement syrien, une interdiction de voyager pour les hauts responsables et la suspension du Conseil de coopération stratégique de haut-niveau (Bilefsky et Shadid 2011; *BBC News* 2011). Le gouvernement turc décide en outre d'interdire la vente de matériel militaire à Damas et décrète un embargo sur les livraisons d'armes en provenance de pays tiers transitant par l'espace terrestre, aérien et maritime turc. Le ministre des Affaires étrangères, Davutoğlu, annonce également que la Turquie cessera ses transactions avec la Banque commerciale de Syrie et mettra fin à ses prêts au gouvernement syrien. Enfin, afin d'asphyxier davantage l'économie syrienne, Ankara réoriente ses routes commerciales vers l'Irak (*BBC News* 2011). En représailles, Damas annonce en décembre 2011 la suspension de l'accord de libre-échange avec la Turquie et l'imposition d'un droit de douane de 30 % sur toutes les importations turques (Sezer 2011).

Les dirigeants turcs s'impliquent également dans les institutions internationales pour rallier les gouvernements du monde entier à une intervention multilatérale en Syrie. En octobre 2011, Ankara apporte son soutien à la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies condamnant le régime syrien et imposant des sanctions à son encontre. Celle-ci n'est cependant pas adoptée en raison des vetos chinois et russe. En février 2012, le gouvernement AKP soutient à nouveau la deuxième tentative de résolution, émanant de la Ligue arabe, mais la Russie et la Chine y apposent une fois de plus leur veto. Comprenant qu'une intervention sous couvert onusien n'est pas à l'ordre du jour, le gouvernement AKP tourne son attention vers d'autres forums. Ankara coopère alors avec la Ligue arabe et en particulier avec l'Arabie saoudite et le Qatar (Altunışık et Tür 2012). En outre, elle organise avec la France la Conférence internationale des amis de la Syrie, à laquelle participent également les États-Unis ainsi que plusieurs pays de l'Union européenne et du CCG. Six rencontres ont lieu entre février 2012 et juin 2013, la deuxième Conférence s'étant tenue à Istanbul.

Enfin, face à la multiplication des incidents avec les forces armées syriennes à partir du printemps 2012 et en l'absence d'intervention internationale, les dirigeants turcs prennent des mesures pour se préparer à la possibilité d'un affrontement armé avec Damas. En effet, en avril 2012, les forces syriennes tirent sur des civils qui fuient vers la frontière turque, blessant un citoyen turc. La crise atteint son paroxysme en

juin, lorsqu'un avion turc F-4 est abattu par la Syrie au cours d'un vol d'entraînement. À la suite de cet incident, Ankara modifie ses règles d'engagement et déclare que toute entité militaire s'approchant de la frontière à moins de 5 km sera considérée comme une menace (Öztig 2019). Par conséquent, lorsque des tirs de mortiers syriens causent la mort de cinq civils dans le village turc d'Akçakale le 3 octobre 2012, l'armée turque riposte en tirant des obus pendant près de 12 heures contre des cibles militaires syriennes (Peker et Malas 2012). De plus, le gouvernement AKP obtient de la Grande Assemblée nationale un mandat d'un an l'autorisant à déployer des troupes à l'étranger en cas de nécessité. Une réunion d'urgence de l'OTAN est également conviée à la demande d'Ankara. Invoquant l'article 4 du Traité, la Turquie reçoit la garantie qu'une attaque syrienne contre elle serait considérée comme une attaque contre tous (OTAN 2012). Les décideurs AKP demandent en outre que les missiles Patriot de l'OTAN soient installés sur le sol turc et se voient accorder le prêt temporaire d'un missile THAAD (Terminal High Altitude Area Defence) par les États-Unis (Özpek et Demirağ 2014).

Ainsi, les dirigeants turcs ne se contentent plus désormais d'avoir recours à des instruments de type politique, c'est-à-dire à de la subversion, mais se préparent petit à petit à un affrontement armé. Par conséquent, les premiers signes de l'évolution de la politique syrienne du gouvernement AKP vers l'intervention militaire, qui prendra toute son ampleur lorsqu'Ankara lancera son opération *Bouclier de l'Euphrate* en août 2016, sont perceptibles dès 2012.

3.2. *Opposition au coup d'État en Égypte*

Grâce à sa stratégie de socialisation-coercition positive, le gouvernement AKP était parvenu à établir de bonnes relations avec l'Égypte de Morsi. Cependant, lorsque le Président égyptien est renversé par l'armée le 3 juillet 2013, les relations entre Ankara et le Caire se dégradent brutalement. En effet, les décideurs turcs interprètent la destitution de Morsi comme un assaut contre la volonté du peuple égyptien exprimée via les urnes. Ce qui inquiète surtout Ankara, c'est le remplacement de Morsi, que la Turquie considère comme son meilleur allié au Moyen-Orient, par un gouvernement militaire séculariste et hostile aux Frères musulmans (Ayata 2015; Jabbour 2017). Par conséquent, le gouvernement AKP critique ouvertement et vivement la déposition du

Président égyptien et la répression qui s'en suit. Erdoğan, qualifie les événements de « coup d'État » et critique les dirigeants occidentaux qui n'en font pas de même (*BBC News Türkçe* 2013). Lors d'une conférence de presse le 5 juillet, Davutoğlu renchérit :

La destitution de Morsi, qui est arrivé au pouvoir via des élections, par une intervention de l'armée égyptienne est une situation extrêmement préoccupante en termes de processus démocratique. Les gouvernements élus par la volonté du peuple ne peuvent être destitués que par la volonté du peuple. (Özkaya 2013, notre traduction).

Le 17 août, Erdoğan ira même jusqu'à accuser le nouveau dirigeant égyptien, Sissi, de pratiquer un « terrorisme » d'État et le compare à Bashar al-Assad (Marcou 2013). Le gouvernement AKP fait par conséquent le choix d'une politique de subversion à l'égard du nouveau régime égyptien. De fait, Ankara accueille les leaders des Frères musulmans qui ont fui l'Égypte et les laisse gérer des chaînes télévisées sur son territoire (Magued 2016; Başkan 2019). Parallèlement, la Turquie et le Qatar s'efforcent d'obtenir une résolution des Nations Unies condamnant la répression des partisans de Morsi en Égypte. Les dirigeants turcs organisent également des rassemblements à l'échelle nationale pour soutenir les Frères musulmans (Aydın-Düzgit 2014). La section jeunesse du parti AKP est particulièrement active dans la dénonciation du coup d'État. Elle tient notamment des conférences à Istanbul les 10 juillet et 28 septembre 2013 auxquelles participent des membres des Frères musulmans (Yegin 2016). Erdoğan lui-même manifeste régulièrement son soutien aux partisans de Morsi en faisant le signe de rabia (quatre doigts de la main) durant ses meetings préélectorales.¹⁷

Les critiques répétées du gouvernement AKP amènent l'Égypte à expulser l'ambassadeur turc en novembre 2013. En représailles, Ankara déclare à son tour l'ambassadeur égyptien *persona non grata* (*Al Arabiya English* 2013). Le gouvernement égyptien suspend également les manœuvres navales conjointes en Méditerranée orientale, une tradition qui remontait pourtant à l'époque de Moubarak, ainsi que l'accord de libre-échange (Jabbour 2017; Cagaptay 2020). Les locaux de TRT

¹⁷ Le signe de rabia (« quatrième » en arabe) est le signe de ralliement des Frères musulmans, en référence à la répression de la place Rabia al-Adawiyya au Caire.

al-Turkiyya sont perquisitionnés à de nombreuses reprises et les chaînes télévisées égyptiennes décident de boycotter les séries télévisées turques (Marcou 2013).

3.3. *La chute du « modèle turc » ?*

Le gouvernement AKP, qui s'enorgueillissait avant les « Printemps arabes » d'avoir « zéro problème » avec ses voisins, entretient désormais des rapports désastreux avec deux États clefs du Moyen-Orient : la Syrie d'Assad et l'Égypte de Sissi. Toutefois, les difficultés d'Ankara ne s'arrêtent pas là. De fait, la dégradation des relations turco-syriennes, puis turco-égyptiennes aura des répercussions majeures sur les rapports du gouvernement AKP avec l'ensemble du monde arabe. Les critiques naissent du sentiment d'une implication excessive de la Turquie dans les affaires internes de la Syrie. Ankara est accusé de traiter le conflit syrien comme sa politique interne (Öniş 2014). De plus, le soutien des dirigeants turcs pour l'opposition syrienne est perçu comme avantageant indûment les mouvements affiliés aux Frères musulmans. Le CNS est ainsi critiqué pour la représentation disproportionnée dont bénéficient les acteurs sunnites et en particulier les Frères musulmans (Balcı 2013).

Dans ce contexte de moins en moins favorable à la Turquie, le soutien inconditionnel qu'apporte le gouvernement AKP aux Frères musulmans égyptiens suite à la destitution de Morsi vient écorner davantage l'image d'Ankara. Les dirigeants turcs sont à nouveau accusés d'interférer dans les affaires nationales d'un État arabe, comme en témoignent les propos du chroniqueur libanais Tariq al-Hamid dans le journal *Ashraq al-Aswat* : « The Turkish position *vis-à-vis* Egypt is by all means passionate and unacceptable. [...] When are the Turks going to understand that they can no longer behave like patrons screaming and agitating Egypt the way they did during the Ottoman era? » (cité dans Samaan 2013, 67). De fait, en se faisant les défenseurs de Morsi et de ses partisans, et surtout en ne prenant pas en compte les inquiétudes de vastes segments de la population égyptienne qui craignaient l'autoritarisme croissant de Morsi, les décideurs turcs ont fait voler en éclat leur image de promoteur de la démocratie. Dès lors, l'AKP est de plus en plus considéré comme la branche turque des Frères musulmans (Ayata 2015).

La Turquie apparaît désormais comme un acteur partisan profondément impliqué dans les conflits régionaux et est accusée de mener une politique pro-sunnite, voire même pro-Frères musulmans. Or, l'influence que la Turquie avait acquise dans les années 2000 auprès des États arabes dérivait justement de sa capacité à demeurer au-dessus des divisions sectaires du Moyen-Orient et à nouer des relations avec des acteurs antagonistes du système régional. Jabbour estime ainsi qu'Ankara a été « rabais[s]ée au rang d'acteur 'ordinaire' de la scène régionale, en compétition avec d'autres acteurs » plutôt que de demeurer « sur son piédestal de *puissance* qui s'élève au-dessus de toute rivalité » (2017, 267).

Dès avril 2012, le Premier ministre irakien, al-Maliki, accuse Ankara d'être un État hostile interférant dans les affaires internes de l'Irak et soutenant le sectarisme pour consolider son hégémonie régionale au Moyen-Orient (*Al Arabiya* 2012). Au printemps 2013, le roi Abdallah II de Jordanie tient des propos critiques contre l'AKP et Erdoğan dans un entretien accordé au journal américain *The Atlantic* (Goldberg 2013). Quant aux rapports avec l'Arabie saoudite et les EAU, s'ils ne s'effondrent pas totalement, la collaboration pour gérer la guerre civile syrienne se poursuivant, ils se refroidissent cependant nettement. En effet, aux yeux de Riyadh et d'Abu Dhabi, la chute de Morsi représente une aubaine en raison de leur hostilité aux Frères musulmans. Par conséquent, ces deux pays perçoivent la stratégie de subversion turque en Égypte comme une menace géopolitique. Fait révélateur, aucune rencontre du Conseil de coopération stratégique Turquie-CCG n'est organisée entre 2012 et 2016, alors que celui-ci devait se réunir annuellement. L'Arabie saoudite, les EAU et l'Égypte auraient également mené une campagne en 2014 pour empêcher l'élection de la Turquie à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies (Başkan 2019; Cagaptay 2020).

Les relations se dégradent même avec les régimes postrévolutionnaires. En effet, début 2015, la Turquie est exclue des appels d'offres pour les grands projets lancés par le gouvernement libyen (pro-égyptien) d'Abdallah al-Thani (Marcou 2016). Les rapports avec la Tunisie ne sont pas non plus au beau fixe. Suite à l'attentat du Bardo en mars 2015, Tunis accuse Ankara de favoriser le passage des djihadistes sur son territoire, ce qui provoque un incident diplomatique entre les deux pays (*Hürriyet Daily News* 2015).

Certains ironisent que la Turquie est passée de « zéro problème avec les voisins » à « zéro voisin sans problème » (Zalewski 2013). Tout n'est cependant pas noir pour le gouvernement AKP car il lui reste un allié au Moyen-Orient : le Qatar. En effet, Doha partageant l'inclinaison pro-Frères musulmans des dirigeants turcs, les liens entre les deux pays se renforcent de jour en jour. Ainsi, en 2014, le dirigeant qatari, Sheikh Tamim, se rend quatre fois en Turquie, tandis qu'Erdoğan effectue deux visites officielles au Qatar (Başkan 2019). Cette même année, Ankara et Doha décident de former un Comité stratégique suprême et signent un accord de coopération prévoyant la construction d'une base militaire turque au Qatar (T.C. Dışişleri Bakanlığı s. d.-a).

L'implication excessive de la Turquie dans les conflits régionaux va également fortement abîmer son image auprès des populations arabes. Certains iront même jusqu'à parler de « chute » ou d'« échec » du « modèle turc » (Benhaïm et Öktem 2015; Tuğal 2016; Torelli 2018; Quamar 2018). De fait, alors que durant les années 2000, la popularité de la Turquie et de ses dirigeants n'avait fait que croître, le phénomène inverse se produit à partir de 2012. Un sondage du TESEV révèle qu'en 2013 la popularité de la Turquie chute de 10 % par rapport à 2012 et de 19 % par rapport à 2011 (Akgün et Senyücel Gündoğar 2014). Néanmoins, les opinions restent majoritairement positives (59 %) à l'échelle régionale. Cependant, 39 % des personnes interrogées considèrent que la Turquie mène une politique sectaire en 2013, alors qu'elles n'étaient que 28 % en 2012. Malgré tout, 51 % des sondés continuent de penser que la Turquie peut être un modèle pour les pays arabes et 55 % qu'elle est un exemple réussi de cohérence entre islam et démocratie.

Par conséquent, alors que le gouvernement AKP croyait pouvoir capitaliser sur l'influence qu'il avait acquise grâce à sa double stratégie de socialisation-coercition positive menée avant et après les « Printemps arabes » pour jouer un rôle plus actif dans les affaires internes des États arabes, ni les élites politiques, ni les citoyens ordinaires n'ont vu d'un bon œil les nouvelles ambitions turques. Paradoxalement, le recours à la subversion a donc mené à l'isolement d'Ankara sur la scène régionale au lieu de l'aider à gagner en influence. Néanmoins, les dirigeants turcs qualifient cet isolement de « précieuse solitude » : il ne serait pas le résultat d'un échec de leur politique étrangère, mais le fruit de leurs convictions morales. Ankara tente ainsi de nier son isolement et de projeter l'image d'une puissance toujours solide (Jabbour 2017). Cependant, la démission d'Ahmet Davutoğlu en mai 2016 sonne comme un

désaveu pour celui qui était l'architecte de la politique étrangère turque depuis 2002. Erdoğan, qui concentre de plus en plus le pouvoir entre ses mains, entend désormais donner une impulsion nouvelle à la diplomatie turque afin de replacer son pays au cœur de la géopolitique régionale. Dès août 2016, la Turquie semble définitivement basculer dans une logique d'intervention militaire avec le début de l'opération *Bouclier de l'Euphrate*.

CONCLUSION

Ce mémoire avait pour ambition d'analyser les évolutions de la politique étrangère du gouvernement AKP de 2002 à 2016. À l'aide des concepts de socialisation, coercition et intervention définis par Morin (2013), l'objectif principal était d'examiner comment les dirigeants turcs avaient adapté leur double stratégie de coercition positive et de socialisation face au « choc externe » (*external shock*, Hermann 1990) constitué par les « Printemps arabes ». En effet, lors de la période précédant les soulèvements (2002-2011), Ankara menait une politique bidimensionnelle de coercition positive envers les gouvernements arabes et de socialisation avec les sociétés arabes. D'une part, les décideurs AKP sont parvenus à établir des relations étroites avec les régimes autoritaires, en particulier avec la Syrie d'Assad et la Libye de Kadhafi, en renforçant l'intégration économique et la coopération politique, ainsi qu'en jouant un rôle de médiateur dans les conflits régionaux. D'autre part, ils ont réussi à faire évoluer les perceptions négatives que la « rue arabe » entretenait à leur égard par le recours à l'aide au développement, le déploiement d'une diplomatie publique et culturelle, l'encouragement de la compénétration des sociétés et la manifestation de leur indépendance diplomatique vis-à-vis de l'Occident.

Cependant, en faisant apparaître au grand jour l'opposition qui n'existait jusqu'alors que de manière latente entre les gouvernements autoritaires et leurs populations, les « Printemps arabes » ont mis en conflit les deux volets de la stratégie turque, rendant impossible leur maintien simultané. Les décideurs AKP ont alors été contraints de revoir leurs instruments de politique étrangère et ont ainsi progressivement opté pour l'intervention politique, c'est-à-dire la subversion, à l'égard des gouvernements concernés. Notre hypothèse selon laquelle les dirigeants turcs ont opéré un changement de programme tel que défini par Hermann (1990) se trouve ainsi confirmée.

Suivant l'issue des manifestations, le gouvernement AKP a à nouveau adapté ses stratégies d'influence envers les pays ayant connu un « Printemps arabes ». Les dirigeants turcs ont décidé de soutenir les mouvements islamistes, et en particulier les Frères musulmans. Avec les régimes postrévolutionnaires dirigés par des partis issus de l'islam politique, ils ont repris leur double politique de socialisation-coercition

positive, en l'ajustant néanmoins à leurs nouveaux interlocuteurs. Ankara s'est ainsi employée à promouvoir le « modèle turc » et a mis en œuvre une diplomatie du chéquier. Parallèlement, le gouvernement AKP a poursuivi sa politique de subversion à l'égard de la Syrie, avant de l'étendre à l'Égypte après le renversement du président Morsi en juillet 2013. Cependant, ce second choix a provoqué la détérioration des relations de la Turquie avec la plupart des gouvernements arabes, y compris les régimes postrévolutionnaires, car elle a été accusée d'interférer dans les affaires arabes et de mener une politique partisane en faveur des Frères musulmans. Bien que l'image de la Turquie auprès des populations arabes soit restée majoritairement positive, les opinions favorables ont néanmoins connu un net recul par rapport aux sommets qu'elles avaient atteints après les « Printemps arabes ».

Notre analyse révèle ainsi la vulnérabilité de la politique étrangère des États face aux évolutions de la géopolitique internationale. En effet, les « Printemps arabes » ont constitué un « choc externe » qui a mis à mal l'équilibre sur lequel reposaient les stratégies d'influence du gouvernement AKP. Il apparaît dès lors que la capacité des dirigeants turcs à séduire à la fois les régimes arabes autoritaires et leurs populations dépendait en large partie de la configuration particulière du monde arabe durant les années 2000. Une fois celle-ci disparue dans le sillage des soulèvements, les décideurs AKP n'ont pas réussi à maintenir leur double politique de socialisation et de coercition positive malgré leurs efforts en ce sens et ont été contraints de recourir à la subversion.

De l'expérience du gouvernement AKP, s'impose également la conclusion que la maîtrise d'un certain type d'instruments n'entraîne pas nécessairement la capacité à utiliser les autres avec réussite. De fait, bien que la Turquie ait rencontré un certain succès grâce à sa double stratégie de coercition positive et de socialisation durant les années 2000, elle n'est pas pour autant parvenue à capitaliser sur ce succès pour mener à bien sa politique de subversion après les « Printemps arabes ». Plus encore, l'emploi par le gouvernement AKP d'instruments d'intervention a été l'une des causes majeures de son isolement et de sa perte d'influence sur la scène régionale. Ce constat rejoint ainsi les conclusions de nombreux auteurs qui estiment qu'il existe un décalage entre les prétentions d'Ankara à l'hégémonie régionale et ses capacités effectives (Jabbour 2017; Constantinou et Tziarras 2018; Cagaptay 2020). Le *soft power* turc n'a donc pas permis à la Turquie d'acquérir de véritables moyens de pression ni de leviers

d'influence lui permettant d'atteindre l'hégémonie régionale à laquelle elle aspirait (Jabbour 2017).

Si la typologie des instruments de politique étrangère de Morin (2013) nous a permis de mieux appréhender les évolutions de la diplomatie turque, notre analyse a également mis en évidence ses limites. En effet, certains outils employés par les dirigeants turcs semblent poursuivre de multiples objectifs et ne correspondent donc pas à un seul type d'instruments. Par exemple, si le recours à la médiation obéissait principalement à une logique de coercition positive, cet outil remplissait dans le même temps une fonction socialisatrice, le gouvernement AKP diffusant par ce biais l'image d'une Turquie puissante et bienveillante.

Enfin, notre étude de la politique étrangère du gouvernement AKP s'est principalement concentrée sur son aspect « extérieur ». De fait, nous n'avons pas examiné les effets des événements de politique intérieure sur la diplomatie turque. Il aurait été particulièrement intéressant d'étudier les conséquences des manifestations de Gezi Park, qui se sont produits au même moment que le coup d'État en Égypte, sur l'image de la Turquie au Moyen-Orient.¹⁸ En effet, selon Çevik (2015), la répression mise en œuvre par le gouvernement AKP a provoqué un « ethos gap », c'est-à-dire un déficit moral causé par le décalage entre les valeurs mises en avant par un acteur et ses actions effectives. Ainsi, en induisant la perception que la Turquie ne respectait pas au niveau national les principes éthiques qu'elle prétendait défendre, la répression des manifestations de Gezi Park aurait écorné le prestige d'Ankara sur la scène régionale. Cependant, d'autres auteurs (tels que Mokhefi 2013) considèrent que cet événement de politique intérieure a laissé une large partie des opinions publiques arabes, en particulier maghrébine, indifférente. Face à ces appréciations contradictoires, il conviendrait alors d'analyser les effets des événements de politique intérieure sur le choix d'instruments de politique étrangère et leurs réceptions par les publics-cibles... mais ceci ferait l'objet d'une autre étude, au-delà de celle ayant présidé au présent mémoire.

¹⁸ Les manifestations débutent le 28 mai 2013 pour protester contre la transformation du parc Gezi en centre commercial. Elles se transforment progressivement en des manifestations antigouvernementales et se propagent à toute la Turquie.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

- Cagaptay, Soner. 2017. *The New Sultan: Erdogan and the Crisis of Modern Turkey*. Londres: I.B. Tauris.
- . 2020. *Erdogan's Empire: Turkey and the Politics of the Middle East*. Londres: I.B. Tauris.
- Davutoğlu, Ahmet. 2001. *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu* [Profondeur stratégique: La position internationale de la Turquie]. Istanbul: Küre Yayınları.
- Ebaugh, Helen Rose. 2010. *The Gülen Movement: A Sociological Analysis of a Civic Movement Rooted in Moderate Islam*. Londres / New York (NY): Springer.
- Hill, Christopher. 2003. *The Changing Politics of Foreign Policy*. Basingstoke (RU): Palgrave MacMillan.
- Jabbour, Jana. 2017. *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*. Paris: CNRS.
- Kaya, Uğur, et Dilek Yankaya. 2014. *Les relations de la Turquie avec la Syrie. La Turquie aujourd'hui 20*. Istanbul: Institut français d'études anatoliennes. <http://books.openedition.org/ifeagd/723>.
- Morin, Jean-Frédéric. 2013. *La Politique étrangère*. Armand Colin.
- Nye, Joseph S. 2004. *Soft Power. The Means to Success in World Politics*. New York (NY): Public Affairs.
- Taşpınar, Ömer. 2020. *What the West is Getting Wrong about the Middle East: Why Islam is Not the Problem*. Londres: I.B. Tauris.
- Tuğal, Cihan. 2016. *The Fall of the Turkish Model: How the Arab Uprisings Brought Down Islamic Liberalism*. Londres: Verso.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- Ataman, Muhittin, et Nuh Uçgan. 2011. « Türkiye'nin Körfez Ülkeleri, Yemen, Ürdün, Mısır ve Lübnan Politikası 2010 [La politique turque dans les pays du Golfe, Oman, le Yémen, la Jordanie, l'Égypte et le Liban] ». In *Türk Dış Politikası Yıllığı 2010* [Annuaire de la politique étrangère turque 2010], édité par Burhanettin Duran, Kemal İnat, et Mesut Özcan, 161-99. SETA Yayınları 15. Ankara: SETA (Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı).

- Balcı, Bayram. 2013. « La Turquie face à la crise syrienne : A la recherche d'une politique cohérente ». In *La Turquie au Moyen-Orient: L'apprentissage de la puissance*, édité par Gilles Riaux, 28-33. Etudes de l'IRSEM 28. Paris: Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).
- Berg, Miriam. 2020. « Turkish Drama Serials and Arab Audiences: Why Turkish Serials Are Successful in the Arab World ». In *Television in Turkey: Local Production, Transnational Expansion and Political Aspirations*, édité par Yeşim Kaptan et Ece Algan, 223-44. Cham (Suisse): Springer International Publishing.
- Bourgeot, Rémi. 2011. « Une réorientation de l'économie turque vers le Moyen-Orient? ». In *La Turquie au Moyen-Orient: Le retour d'une puissance régionale ?*, édité par Dorothée Schmid, 93-114. Science politique. Paris: CNRS Éditions. <https://books.openedition.org/editions-cnrs/12334?lang=fr>.
- Cécillon, Julien. 2011. « L'Irak, le nouvel espace de déploiement de la puissance turque ». In *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?*, édité par Dorothée Schmid, 185-204. Science politique. Paris: CNRS Éditions. <https://books.openedition.org/editions-cnrs/12379?lang=fr>.
- Çevik, B. Senem. 2015. « The Benefactor: NGOs and Humanitarian Aid ». In *Turkey's Public Diplomacy*, édité par B. Senem Çevik et Philip Seib, 121-52. Palgrave Macmillan Series in Global Public Diplomacy. New York (NY): Palgrave Macmillan US.
- Cooper, Andrew F. 1997. « Niche Diplomacy: A Conceptual Overview ». In *Niche Diplomacy: Middle Powers after the Cold War*, édité par Andrew F. Cooper, 1-24. Studies in Diplomacy. Londres: Macmillan Press Ltd.
- Dazi-Héni, Fatih. 2011. « La Turquie et le Conseil de Coopération du Golfe (CCG): Une relation d'avenir? ». In *La Turquie au Moyen-Orient: Le retour d'une puissance régionale ?*, édité par Dorothée Schmid, 245-60. Science politique. Paris: CNRS Éditions. <https://books.openedition.org/editions-cnrs/12394?lang=fr>.
- El Oifi, Mohammed. 2011. « L'affaire de la flottille de Gaza dans les médias arabes: Les enjeux de la "nouvelle image de la Turquie" ». In *La Turquie au Moyen-Orient: Le retour d'une puissance régionale ?*, édité par Dorothée Schmid, 227-44. Science politique. Paris: CNRS Éditions. <https://books.openedition.org/editions-cnrs/12391?lang=fr>.
- Gonzalez-Quijano, Yves. 2011. « L'attraction de la modernité "à la turque" dans le monde arabe à travers les productions audiovisuelles ». In *La Turquie au Moyen-Orient: Le retour d'une puissance régionale ?*, édité par Dorothée Schmid, 115-26. Science politique. Paris: CNRS Éditions. <https://books.openedition.org/editions-cnrs/12340?lang=fr>.

- Günay, Defne. 2017. « The Roles Turkey Played in the Middle East (2002-2016) ». In *Turkish Foreign Policy. International Relations, Legality and Global Reach*, édité par Pınar Gözen Ercan, 195-2015. Cham (Suisse): Palgrave MacMillan.
- Kaynak, M. Selcan. 2015. « Noor and Friends: Turkish Culture in the World ». In *Turkey's Public Diplomacy*, édité par B. Senem Çevik et Philip Seib, 233-53. Palgrave Macmillan Series in Global Public Diplomacy. New York (NY): Palgrave Macmillan US.
- Naoufal, Michel. 2011. « La Diplomatie turque vue par les Arabes ». In *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?*, édité par Dorothée Schmid, 69-91. Science politique. Paris: CNRS Éditions. <https://books.openedition.org/editions-cnrs/12328?lang=fr>.
- Oğuz Gök, Gonca. 2020. « “Humanitarianism” Transformed? Analyzing the Role of Transnational Humanitarian NGOs in Turkish Foreign Policy Toward the Middle East in the 2000s ». In *A Transnational Account of Turkish Foreign Policy*, édité par Hazal Papuççular et Deniz Kuru, 227-58. Cham (Suisse): Palgrave MacMillan.
- Özdemirkıran-Embel, Merve. 2020. « Business Actors as Holders of Transnational Relations: What Role for Them in Turkish Foreign Policy? » In *A Transnational Account of Turkish Foreign Policy*, édité par Hazal Papuççular et Deniz Kuru, 227-58. Cham (Suisse): Palgrave MacMillan.
- Pahlavi, Pierre. 2013. « La diplomatie publique ». In *Traité de relations internationales*, édité par Thierry Balzacq et Frédéric Ramel, 553-606. Références. Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/traite-de-relations-internationales--9782724613308-page-553.htm>.
- Quessard-Salvaing, Maud. 2018. « Les diplomaties de l'entertainment ». In *Manuel de diplomatie*, édité par Thierry Balzacq, Frédéric Charillon, et Frédéric Ramel, 321-39. Relations internationales. Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/manuel-de-diplomatie--9782724622904-page-321.htm>.
- Roosens, Claude, et João Bento Beja. 2004. « Définition et repères ». In *La politique étrangère. Le modèle classique à l'épreuve*, édité par Valérie Rosoux, Claude Roosens, et Tanguy de Wilde d'Estmael, 23-36. Bruxelles: Peter Lang.
- Sancar, Gaye Asli. 2015. « Turkey's Public Diplomacy: Its Actors, Stakeholders, and Tools ». In *Turkey's Public Diplomacy*, édité par B. Senem Çevik et Philip Seib, 13-42. Palgrave Macmillan Series in Global Public Diplomacy. New York (NY): Palgrave Macmillan US.
- Semo, Marc. 2011. « L'affaire libyenne, ou les contradictions de la diplomatie turque ». In *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?*, édité par Dorothée Schmid, 261-81. Science politique. Paris: CNRS Éditions. <https://books.openedition.org/editions-cnrs/12400?lang=fr>.

- Sever, Ayşegül. 2011. « Turquie/Syrie: De rapprochements en désillusions ». In *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?*, édité par Dorothee Schmid, 169-84. Science politique. Paris: CNRS Éditions. <https://books.openedition.org/editions-cnrs/12367?lang=fr#:~:text=Turquie%2FSyrie%20%3A%20de%20rapprochements%20en%20d%C3%A9sillusions,-Ay%C5%9Feg%C3%BCl%20Sever&text=La%20relation%20turco%2DSyrien ne%20est,d'un%20soft%20power%20turc>.
- Taşpınar, Ömer. 2011. « The Turkish Model and its Applicability ». In *Turkey and the Arab Spring. Implications for Turkish Foreign Policy from a Transatlantic Perspective*, 7-13. Mediterranean Paper Series. Washington D.C.: German Marshall Fund.
- Torelli, Stefano M. 2018. « The Rise and Fall of the Turkish Model for the Middle East ». In *Turkey's Relations with the Middle East: Political Encounters after the Arab Spring*, édité par Hüseyin Işıksal et Oğuzhan Göksel, 53-64. Cham (Suisse): Springer International Publishing.
- Tür, Özlem. 2013. « The Political Economy of Turkish-Syrian Relations in the 2000s. The Rise and Fall of Trade, Investment and Integration ». In *Turkey-Syria Relations: Between Enmity and Amity*, édité par Özlem Tür et Raymond Hinnebusch, 159-76. Londres: Routledge.
- . 2015. « Engaging with the Middle East: The Rise and Fall of Turkish Leadership in the 2000s ». In *Turkey's Public Diplomacy*, édité par B. Senem Çevik et Philip Seib, 67-84. Palgrave Macmillan Series in Global Public Diplomacy. New York (NY): Palgrave Macmillan US.
- Total-Cheviron, Nilgün, et Aydın Çam. 2017. « La vision turque du “soft-power” et l'instrumentalisation de la culture ». In *La circulation des productions culturelles : Cinémas, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, édité par Dominique Marchetti. Description du Maghreb. Rabat / Istanbul: Centre Jacques-Berque. <http://books.openedition.org/cjb/1226>.

Articles scientifiques

- Acar, Mustafa. 2009. « Towards a Synthesis of Islam and the Market Economy? The Justice and Development Party's Economic Reforms in Turkey ». *Economic Affairs* 29 (2): 16-21.
- Akıllı, Erman, et Bengü Çelenk. 2019. « TİKA's Soft Power: Nation Branding in Turkish Foreign Policy ». *Insight Turkey* 21 (3): 135-52.
- Al-Azm, Sadik J. 2011. « The “Turkish Model”: A View from Damascus ». *Turkish Studies* 12 (4): 633-41.

- Altunışık, Meliha Benli. 2008. « The Possibilities and Limits of Turkey's Soft Power in the Middle East ». *Insight Turkey* 10 (2): 41-54.
- . 2014. « Turkey as an 'Emerging Donor' and the Arab Uprisings ». *Mediterranean Politics* 19 (3): 333-50.
- Altunışık, Meliha Benli, et Esra Cuhadar. 2010. « Turkey's Search for a Third Party Role in Arab-Israeli Conflicts: A Neutral Facilitator or a Principal Power Mediator? » *Mediterranean Politics* 15 (3): 371-92.
- Altunışık, Meliha Benli, et Lenore G. Martin. 2011. « Making Sense of Turkish Foreign Policy in the Middle East under AKP ». *Turkish Studies* 12 (4): 569-87.
- Altunışık, Meliha Benli, et Özlem Tür. 2006. « From Distant Neighbors to Partners? Changing Syrian-Turkish Relations ». *Security Dialogue* 37 (2): 229-48.
- . 2012. « Le soulèvement syrien et son impact sur les relations turco-syriennes ». *Maghreb - Machrek* 213 (3): 9-24.
- Antonopoulos, Paul. 2017. « Turkey's Interests in the Syrian War: From Neo-Ottomanism to Counterinsurgency ». *Global Affairs* 3 (4-5): 405-19.
- Aras, Bülent. 2009. « The Davutoğlu Era in Turkish Foreign Policy ». *Insight Turkey* 11 (3): 127-42.
- Aras, Bülent, et Rabia Karakaya Polat. 2008. « From Conflict to Cooperation: Desecuritization of Turkey's Relations with Syria and Iran ». *Security Dialogue* 39 (5): 495-515.
- Aras, Bülent, et Zulkarnain Mohammed. 2019. « The Turkish Government Scholarship Program as a Soft Power Tool ». *Turkish Studies* 20 (3): 421-41.
- Ayata, Bilgin. 2015. « Turkish Foreign Policy in a Changing Arab World: Rise and Fall of a Regional Actor? » *Journal of European Integration* 37 (1): 95-112.
- Barrea, Jean. 1981. « Une approche synoptique des théories de la décision, de la puissance et de la négociation ». *Études internationales* 12 (2): 251-67.
- Başkan, Birol. 2011. « Turkey-GCC Relations: Is There a Future? » *Insight Turkey* 13 (1): 159-73.
- . 2018. « Islamism and Turkey's Foreign Policy during the Arab Spring ». *Turkish Studies* 19 (2): 264-88.
- . 2019. « Turkey between Qatar and Saudi Arabia: Changing Regional and Bilateral Relations ». *Uluslararası İlişkiler* 16 (62): 85-99.
- Benhaïm, Yohanan, et Kerem Öktem. 2015. « The Rise and Fall of Turkey's Soft Power Discourse. Discourse in Foreign Policy under Davutoğlu and Erdoğan ». *European Journal of Turkish Studies* 21 (décembre).

- Berg, Miriam. 2017a. « The Importance of Cultural Proximity in the Success of Turkish Dramas in Qatar ». *International Journal of Communication* 11 (août): 3415-30.
- . 2017b. « Turkish Drama Serials as a Tool for Soft Power ». *Participations* 14 (2): 32-52.
- Billion, Didier. 2012. « Tentative de mise en perspective de la politique extérieure de la Turquie ». *Confluences Méditerranée* 83 (4): 59-69.
- . 2017. « 25 ans de politique extérieure turque : La quête de sens stratégique ». *Confluences Méditerranée* 100 (1): 101-10.
- Blavoukos, Spyros, et Dimitris Bourantonis. 2014. « Identifying Parameters of Foreign Policy Change: An Eclectic Approach ». *Cooperation and Conflict* 49 (4): 483-500.
- Çelik, Nihat, et Emre İşeri. 2016. « Islamically Oriented Humanitarian NGOs in Turkey: AKP Foreign Policy Parallelism ». *Turkish Studies* 17 (3): 429-48.
- Constantinou, Constantinos, et Zenonas Tziarras. 2018. « TV Series in Turkish Foreign Policy: Aspects of Hegemony and Resistance ». *New Middle Eastern Studies* 8 (1): 23-41.
- Dalay, Galip, et Dov Friedman. 2013. « The AK Party and the Evolution of Turkish Political Islam's Foreign Policy ». *Insight Turkey* 15 (2): 123-39.
- Davutoğlu, Ahmet. 2008. « Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007 ». *Insight Turkey* 10 (1): 77-96.
- . 2012. « Strategic Thinking ». Entretien réalisé par Scott MacLeod. *The Cairo Review of Global Affairs*, n° 4 (hiver). <https://www.thecaireview.com/q-a/strategic-thinking/>.
- . 2013. « Turkey's Mediation: Critical Reflections From the Field ». *Middle East Policy* 20 (1): 83-90.
- Dede, Alper Y. 2011. « The Arab Uprisings: Debating the "Turkish Model" ». *Insight Turkey* 13 (2): 23-32.
- Donelli, Federico. 2019. « Persuading through Culture, Values, and Ideas: The Case of Turkey's Cultural Diplomacy ». *Insight Turkey* 21 (3): 113-34.
- Dursun, Mehmet E., John F. O'Connell, Zheng Lei, et David Warnock-Smith. 2014. « The Transformation of a Legacy Carrier – A Case Study of Turkish Airlines ». *Journal of Air Transport Management* 40 (août): 106-18.
- Ehteshami, Anoushiravan. 2018. « Saudi Arabia as a Resurgent Regional Power ». *The International Spectator* 53 (4): 75-94.

- Ehteshami, Anoushiravan, et Süleyman Elik. 2011. « Turkey's Growing Relations with Iran and Arab Middle East ». *Turkish Studies* 12 (4): 643-62.
- Ennis, Crystal A., et Bessma Momani. 2013. « Shaping the Middle East in the Midst of the Arab Uprisings: Turkish and Saudi Foreign Policy Strategies ». *Third World Quarterly* 34 (6): 1127-44.
- Ertosun, Erkan. 2017. « Turkey and the Palestinian Question: The Shift of Roles in Foreign Policy: Turkey and the Palestinian Question ». *Digest of Middle East Studies* 26 (1): 203-19.
- Falk, Richard, et Tom Farer. 2013. « Turkey's New Multilateralism: A Positive Diplomacy for the Twenty-First Century ». *Global Governance* 19 (3): 353-76.
- Gilboa, Eytan. 2008. « Searching for a Theory of Public Diplomacy ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 616: 55-77.
- Göksel, Oğuzhan. 2014. « Perceptions of the Turkish Model in Post-Revolutionary Tunisia ». *Turkish Studies* 15 (3): 476-95.
- Groc, Gérard. 2012. « La doctrine Davutoglu : Une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement ». *Confluences Méditerranée* 83 (4): 71-85.
- Guo, Xiaoli. 2020. « Turkey's International Humanitarian Assistance during the AKP Era: Key Actors, Concepts and Motivations ». *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies* 14 (1): 121-40.
- Gül, Abdullah. 2013. « Turkey's Moment: A Conversation With Abdullah Gul ». Entretien réalisé par Jonathan Tepperman. *Foreign Affairs* 92 (1). <https://www.foreignaffairs.com/interviews/2012-12-03/turkeys-moment>.
- Haesebrouck, Tim, et Jeroen Joly. 2020. « Foreign Policy Change: From Policy Adjustments to Fundamental Reorientations ». *Political Studies Review* 19 (3): 1-10.
- Han, Ahmet K. 2005. « İş Dünyası ve Uluslararası İlişkiler [Le monde des affaires et les relations internationales] ». *Uluslararası İlişkiler* 2 (6): 64-85.
- Hermann, Charles F. 1990. « Changing Course: When Governments Choose to Redirect Foreign Policy ». *International Studies Quarterly* 34 (1): 3-21.
- Hürsoy, Siret. 2013. « Turkey's Foreign Policy and Economic Interests in the Gulf ». *Turkish Studies* 14 (3): 503-19.
- Ikenberry, G. John, et Charles A. Kupchan. 1990. « Socialization and Hegemonic Power ». *International Organization* 44 (3): 283-315.
- Ipek, Pinar. 2015. « Ideas and Change in Foreign Policy Instruments: Soft Power and the Case of the Turkish International Cooperation and Development Agency ». *Foreign Policy Analysis* 11 (2): 173-93.

- Jabbour, Jana. 2015. « An Illusionary Power of Seduction? » *European Journal of Turkish Studies* [Online] 21 (décembre). <https://journals.openedition.org/ejts/5234>.
- Kalın, İbrahim. 2011. « Soft Power and Public Diplomacy in Turkey ». *Perceptions: Journal of International Affairs* 16 (3): 5-23.
- Kirişçi, Kemal. 2009. « The Transformation of Turkish Foreign Policy: The Rise of the Trading State ». *New Perspectives on Turkey*, n° 40: 29-56.
- . 2011. « Turkey's "Demonstrative Effect" and the Transformation of the Middle East ». *Insight Turkey* 13 (2): 33-55.
- Kraidy, Marwan M., et Omar Al-Ghazzi. 2013. « Neo-Ottoman Cool: Turkish Popular Culture in the Arab Public Sphere ». *Popular Communication* 11 (1): 17-29.
- Kutlay, Mustafa. 2011. « Economy as the 'Practical Hand' of 'New Turkish Foreign Policy': A Political Economy Explanation ». *Insight Turkey* 13 (1): 67-88.
- Larrabee, F. Stephen. 2011. « Turkey and the Gulf Cooperation Council ». *Turkish Studies* 12 (4): 689-98.
- Magued, Shaimaa. 2016. « Reconsidering Elitist Duality: Persistent Tension in the Turkish–Egyptian Relations ». *Digest of Middle East Studies* 25 (2): 285-314.
- Marcou, Jean. 2015. « La Turquie et l'État islamique : D'un mariage de raison à un divorce à l'amiable ». *Outre-Terre* 44 (3): 354-60.
- . 2016. « La Turquie en quête d'un nouveau positionnement au Moyen-Orient ». *Politique étrangère*, n° 2 (juin): 63-73.
- Martin, Lenore G. 2009. « Turkey and Gulf Cooperation Council Security ». *Turkish Studies* 10 (1): 75-93.
- Nilsson, Niklas. 2019. « Role Conceptions, Crises, and Georgia's Foreign Policy ». *Cooperation and Conflict* 54 (4): 445-65.
- Oğuzlu, Tarik. 2008. « Middle Easternization of Turkey's Foreign Policy: Does Turkey Dissociate from the West? » *Turkish Studies* 9 (1): 3-20.
- Ozkan, Mehmet. 2013. « Turkey, Islamic Politics and the 'Turkish Model' ». *Strategic Analysis* 37 (5): 534-38.
- Ozkan, Mehmet, et Hasan Korkut. 2013. « Turkish Foreign Policy Towards the Arab Revolutions ». *Epiphany* 6 (1): 162-81.
- Öner, Selcen. 2013. « Soft Power in Turkish Foreign Policy: New Instruments and Challenges ». *Euxeinos* 10: 7-15.
- Öniş, Ziya. 2012. « The Triumph of Conservative Globalism: The Political Economy of the AKP Era ». *Turkish Studies* 13 (2): 135-52.

- . 2014. « Turkey and the Arab Revolutions: Boundaries of Regional Power Influence in a Turbulent Middle East ». *Mediterranean Politics* 19 (2): 203-19.
- Özcan, Mesut. 2011. « From Distance to Engagement: Turkish Policy towards the Middle East, Iraq and Iraqi Kurds ». *Insight Turkey* 13 (2): 71-92.
- Özcan, Mesut, Talha Köse, et Ekrem Karakoç. 2015. « Assessments of Turkish Foreign Policy in the Middle East During the Arab Uprisings ». *Turkish Studies* 16 (2): 195-218.
- Özpek, Burak Bilgehan, et Yelda Demirağ. 2014. « Turkish Foreign Policy after the ‘Arab Spring’: From Agenda-Setter State to Agenda-Entrepreneur State ». *Israel Affairs* 20 (3): 328-46.
- Öztig, Lacin Idil. 2019. « Syria and Turkey: Border-Security Priorities ». *Middle East Policy* 26 (1): 117-26.
- Parlar Dal, Emel. 2012. « The Transformation of Turkey’s Relations with the Middle East: Illusion or Awakening? ». *Turkish Studies* 13 (2): 245-67.
- Parlar Dal, Emel, et Emre Erşen. 2014. « Reassessing the “Turkish Model” in the Post-Cold War Era: A Role Theory Perspective ». *Turkish Studies* 15 (2): 258-82.
- Quamar, Muhammad Muddassir. 2018. « AKP, the Arab Spring and the Unravelling of the Turkey ‘Model’ ». *Strategic Analysis* 42 (4): 364-76.
- Regan, Patrick M. 1998. « Choosing to Intervene: Outside Interventions in Internal Conflicts ». *The Journal of Politics* 60 (3): 754-79.
- Robins, Philip. 2013. « Turkey’s “Double Gravity” Predicament: The Foreign Policy of a Newly Activist Power ». *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)* 89 (2): 381-97.
- Ruacan, Ipek. 2007. « A Study in State Socialization: Turkey’s EU Accession and CFSP ». *Journal of Southeast European & Black Sea Studies* 7 (4): 573-90.
- Samaan, Jean-Loup. 2013. « The Rise and Fall of the ‘Turkish Model’ in the Arab World ». *Turkish Policy Quarterly* 12 (3): 61-69.
- Schmid, Dorothée. 2017. « L’AKP et les défis de la puissance ». *Les Cahiers de l’Orient* 127 (3): 65-76.
- Sever, Ayşegül. 2020. « Regional Power Role and Intervention: The Turkish Case Over Syria in the 2000s ». *Contemporary Review of the Middle East* 7 (2): 143-64.
- Suvankulov, Farrukh, Alisher Akhmedjonov, et Fatma Ogucu. 2012. « Restoring Forgotten Ties: Recent Trends and Prospects of Turkey’s Trade with Syria, Lebanon and Jordan ». *Turkish Studies* 13 (3): 343-61.

- Taşpınar, Ömer. 2012. « Turkey's Strategic Vision and Syria ». *The Washington Quarterly* 35 (3): 127-40.
- Tol, Gönül. 2012. « The “Turkish Model” in the Middle East ». *Current History* 111 (749): 350-55.
- Tudoroiu, Theodor. 2015. « The Reciprocal Constitutive Features of a Middle Eastern Partnership: The Russian–Syrian Bilateral Relations ». *Journal of Eurasian Studies* 6 (2): 143-52.
- Tür, Özlem. 2011. « Economic Relations with the Middle East Under the AKP—Trade, Business Community and Reintegration with Neighboring Zones ». *Turkish Studies* 12 (4): 589-602.
- Ünal, Deniz. 2012. « Aux sources du dynamisme économique turc ». *Confluences Méditerranée* 83 (4): 99-116.
- Vérez, Jean-Claude. 2008. « La Turquie au carrefour des pays en développement, émergents et industrialisés ». *Revue Tiers Monde* 194 (2): 281-306.
- Yanardağoglu, Eylem, et Imad N. Karam. 2013. « The Fever that Hit Arab Satellite Television: Audience Perceptions of Turkish TV Series ». *Identities* 20 (5): 561-79.
- Yegin, Mehmet. 2016. « Turkey's Reaction to the Coup in Egypt in Comparison with the US and Israel ». *Journal of Balkan and Near Eastern Studies* 18 (4): 407-21.
- Yeldan, A. Erinc, et Burcu Ünüvar. 2016. « An Assessment of the Turkish Economy in the AKP Era ». *Research and Policy on Turkey* 1 (1): 11-28.
- Yörük, Zafer, et Pantelis Vatikiotis. 2013. « Turkey, the Middle East & the Media. Soft Power or Illiusion of Hegemony: The Case of the Turkish Soap Opera “Colonialism” ». *International Journal of Communication* 7 (octobre): 2361-85.

Articles de journaux

- Ahram Online*. 2012. « Egypt Signs \$1bn Loan Deal with Turkey: Report », 30 septembre 2012.
<https://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/54361/Business/Economy/Egypt-signs-bn-loan-deal-with-Turkey-Report.aspx>.
- Akşam*. 2011. « Arap Baharı Olduğu Kadar Türk Baharı [Printemps arabes tout autant un Printemps turc] », 25 mai 2011. <https://www.aksam.com.tr/siyaset/arap-bahari-oldugu-kadar-turk--42810h/haber-42810>.
- Al Arabiya*. 2012. « Iraqi PM Maliki Says Turkey Is Becoming ‘Hostile State’ », 20 avril 2012.
<https://www.alarabiya.net/articles/2012%2F04%2F20%2F209095.html>.

- Al Arabiya English*. 2013. « Egypt, Turkey Downgrade Mutual Ties », 23 novembre 2013, sect. Middle East. <https://english.alarabiya.net/News/middle-east/2013/11/23/Egypt-downgrades-relations-with-Turkey->.
- Anadolu Ajansı (AA)*. 2013. « Libyan Police Officers Graduate after Training in Turkey », 19 février 2013. <https://www.aa.com.tr/en/turkey/libyan-police-officers-graduate-after-training-in-turkey/272970>.
- Aydın-Düzgit, Senem. 2014. « The Seesaw Friendship Between Turkey's AKP and Egypt's Muslim Brotherhood ». *Carnegie Endowment for International Peace*, 24 juillet 2014. <https://carnegieendowment.org/2014/07/24/seesaw-friendship-between-turkey-s-akp-and-egypt-s-muslim-brotherhood-pub-56243>.
- BBC News*. 2011. « Turkey Imposes Economic Sanctions on Syria », 30 novembre 2011, sect. Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-15959770>.
- BBC News Türkçe*. 2011. « Erdoğan Mısır'da Sevinç Gösterileriyle Karşılandı [Erdoğan accueilli par des manifestations de joie en Egypte] », 13 septembre 2011. https://www.bbc.com/turkce/haberler/2011/09/110913_egypt_turkey.
- . 2013. « Erdoğan'dan Batı'ya "Mısır Darbesi" Eleştirisi [Critique du "Coup d'Etat en Egypte" d'Erdoğan envers l'Occident] », 5 juillet 2013. https://www.bbc.com/turkce/haberler/2013/07/130705_misir_cuma_gosteri.
- Bilefsky, Dan, et Anthony Shadid. 2011. « Turkey Moves to Intensify Sanctions Against Syria ». *The New York Times*, 30 novembre 2011, sect. World. <https://www.nytimes.com/2011/12/01/world/middleeast/turkey-intensifies-sanctions-against-syrian-regime.html>.
- Birand, Mehmet Ali. 2004. « Nihayet Karşılıklı Doğru Yolu Bulduk [Nous avons enfin trouvé le bon chemin l'un pour l'autre] ». *Hürriyet*, 6 janvier 2004. <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/nihayet-karsilikli-dogru-yolu-bulduk-38554772>.
- Bostan, Yahya. 2011. « Demokrasi Seferi [Voyage démocratique] ». *Sabah*, 17 juin 2011. <https://www.sabah.com.tr/gundem/2011/06/17/demokrasi-mesajini-misirdan-vercek>.
- Champion, Marc, et Matt Bradley. 2011. « Islamists Criticize Turkish Premier's "Secular" Remarks ». *Wall Street Journal*, 15 septembre 2011. <https://online.wsj.com/article/SB10001424053111904491704576570670264116178.html>.
- CNN Türk*. 2011. « Gannuşi, Tunus için "AKP Modelini" Düşünüyor [Ghannouchi envisage un "modèle AKP" pour la Tunisie] », 31 janvier 2011. <https://www.cnnturk.com/2011/dunya/01/31/gannusi.tunus.icin.akp.modelini.du-sunuyor/605213.0/index.html>.

- Cumhuriyet*. 2010. « Erdoğan'a "« Kaddafi İnsan Hakları »" Ödülü [Le prix "Kadhafi des droits de l'Homme" à Erdoğan] », 29 novembre 2010. <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/erdogana-kaddafi-insan-haklari-odulu-200018>.
- Dahmani, Frida. 2010. « Le Maghreb, nouveau terrain de chasse des entreprises turques ». *Jeune Afrique*, 14 octobre 2010. <https://www.jeuneafrique.com/194605/archives-thematique/le-maghreb-nouveau-terrain-de-chasse-des-entreprises-turques/>.
- Davutoğlu, Ahmet. 2004. « İş Dünyası Artık Dış Politikanın Öncülerinden [Le monde des affaires est désormais l'un des pionniers de la politique étrangère] ». Entretien réalisé par Ahmet K. Han. *Turkish Time*.
- . 2010. « Turkey's Zero-Problems Foreign Policy ». *Foreign Policy*, 20 mai 2010. <https://foreignpolicy.com/2010/05/20/turkeys-zero-problems-foreign-policy/>.
- Dedet, Joséphine. 2011. « Printemps arabe : Erdogan superstar ». *Jeune Afrique*, 21 septembre 2011. <https://www.jeuneafrique.com/190078/politique/printemps-arabe-erdogan-superstar/>.
- Dogan. 2009. « Davutoglu Says Turkey Key to Convincing Hamas on Gaza Cease-Fire ». *Zaman*, 20 janvier 2009.
- Dünya Bülteni*. 2011. « Erdoğan Esad'a Hitler ve Kaddafi'yi Hatırlattı [Assad rappelle Hitler et Kadhafi à Erdoğan] », 22 novembre 2011. <https://www.dunyabulteni.net/dis-politika/erdogan-esada-hitler-ve-kaddafiyi-hatirlatti-h184519.html>.
- El Watan*. 2006. « L'Algérie et la Turquie signent un traité d'amitié », 24 mai 2006. <https://www.elwatan.com/archives/actualites/lalgerie-et-la-turquie-signent-un-traite-damitie-24-05-2006>.
- El-Hennawy, Noha. 2010. « Turkish School Takes US Approach to Get Foothold in Egypt ». *Egypt Independent*, 10 octobre 2010. <https://www.egyptindependent.com/turkish-school-takes-us-approach-get-foothold-egypt/>.
- Erdoğan, Recep Tayyip. 2011a. « Arab Govts Must Listen to Popular Demands: Erdogan ». *Al-Arabiya*, 14 mars 2011. Traduit par Sonya Farid. <https://www.alarabiya.net/articles/2011%2F03%2F14%2F141531.html>.
- . 2011b. « Exclusive: TIME Meets Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan ». Entretien réalisé par Ishaan Tharoor. *TIME*, 26 septembre 2011. <https://world.time.com/2011/09/26/exclusive-time-meets-turkish-prime-minister-recep-tayyip-erdogan/>.

- Goldberg, Jeffrey. 2013. « The Modern King in the Arab Spring ». *The Atlantic*, 18 mars 2013. <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2013/04/monarch-in-the-middle/309270/>.
- HaberTürk*. 2011. « Tahrir Meydanı'nda Erdoğan Sloganları! [Slogans Erdoğan sur la place Tahrir!] », 1 février 2011. <https://www.haberturk.com/dunya/haber/597264-tahrir-meydaninda-erdogan-sloganlari>.
- Head, Jonathan. 2010. « Iraq-Turkey Railway Link Re-Opens ». *BBC News*, 16 février 2010. http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/8518109.stm.
- Hürriyet*. 2011. « Giriş'ten Komşuya Dev Yatırım [Gigantesque investissement de Giriş au voisin] », 15 janvier 2011, sect. Ekonomi. <https://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/guristen-komsuya-dev-yatirim-16769922>.
- Hürriyet Daily News*. 2011. « Libya to Take Turkey's Constitution as Model », 27 décembre 2011, sect. World News. <https://www.hurriyetaidailynews.com/libya-to-take-turkeys-constitution-as-model--10047>.
- . 2015. « Tunisia Accuses Turkey of Facilitating Jihadists' Transit », 2 mai 2015. <https://www.hurriyetaidailynews.com/tunisia-accuses-turkey-of-facilitating-jihadists-transit-80524>.
- Keating, Joshua. 2011. « Erdogan's Cairo Speech ». *Foreign Policy*, 2 février 2011, sect. Passport. <https://foreignpolicy.com/2011/02/02/erdogans-cairo-speech/>.
- Kimmelman, Michael. 2010. « Turks Put Twist in Racy Soaps ». *The New York Times*, 18 juin 2010. <https://www.nytimes.com/2010/06/18/arts/18abroad.html>.
- Kutlay, Mustafa. 2009. « Is Turkey Drifting Away from the West? An Economic Interpretation (1/2) ». *Journal of Turkish Weekly*, 28 octobre 2009.
- Le Monde*. 2011a. « La Turquie élabore un plan de paix pour la Libye », 8 avril 2011. https://www.lemonde.fr/libye/article/2011/04/08/la-turquie-elabore-un-plan-de-paix-pour-la-libye_1504651_1496980.html.
- . 2011b. « La Turquie demande à Kadhafi de quitter le pouvoir », 3 mai 2011. https://www.lemonde.fr/libye/article/2011/05/03/la-turquie-demande-a-kadhafi-de-quitter-le-pouvoir_1516334_1496980.html.
- . 2011c. « La Turquie reconnaît à son tour le Conseil national de transition et rompt avec Tripoli », 4 juillet 2011. https://www.lemonde.fr/libye/article/2011/07/04/la-turquie-reconnait-a-son-tour-le-conseil-national-de-transition-et-rompt-avec-tripoli_1544418_1496980.html.
- L'Orient-Le Jour*. 2011. « Libye: La Turquie appelle à la "paix civile" », 19 février 2011.

https://www.lorientlejour.com/article/689982/Libye%253A_La_Turquie_appelle_a_la_%2522paix_civile%2522.html.

MacFarquhar, Neil, et Hwaida Saad. 2012. « Rebel Groups in Syria Make Framework for Military ». *The New York Times*, 8 décembre 2012, sect. World. <https://www.nytimes.com/2012/12/08/world/middleeast/rebel-groups-in-syria-make-framework-for-military.html>.

Marcou, Jean. 2011. « Premier bilan de la tournée des printemps arabes de Recep Tayyip Erdoğan ». Billet. *Observatoire de la vie politique turque (OVIPO)* (blog). 17 septembre 2011. <https://ovipot.hypotheses.org/6607>.

———. 2013. « L'Égypte réduit le niveau de ses relations diplomatiques avec la Turquie ». Billet. *Observatoire de la vie politique turque (OVIPO)* (blog). 24 novembre 2013. <https://ovipot.hypotheses.org/9570>.

NTV. 2011. « “NATO’nun Libya’da Ne İşi Var” [’Que fait l’OTAN en Libye’] », 28 février 2011. <https://www.ntv.com.tr/turkiye/natonun-libyada-ne-isi-var,6VO1xU5PmkGhAGJtyRD3qA>.

Özkaya, Sefa. 2013. « Başbakan’dan Mısır zirvesi [Sommet égyptien du Premier ministre] », 5 juillet 2013. <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/basbakandan-misir-zirvesi-23653019>.

Özkök, Ertuğrul. 2009. « İsraill’le iyi olmalısınız [Vous devez être en bons termes avec Israël] ». *Hürriyet*, 8 novembre 2009. <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/gazetelerde-bugun-97990>.

Peker, Emre, et Nour Malas. 2012. « Turkey Strikes Syria, Adds War Powers ». *Wall Street Journal*, 5 octobre 2012, sect. World. <https://online.wsj.com/article/SB10000872396390443635404578035822373395226.html>.

Reuters. 2011. « Turkish Assembly Backs Joining NATO Naval Operation », 24 mars 2011, sect. World News. <https://www.reuters.com/article/us-libya-turkey-vote-idUSTRE72N51220110324>.

Seibert, Thomas. 2011. « Turkey Pursues its Libya Mediation Efforts Despite Setbacks ». *The National*, 7 avril 2011. <https://www.thenationalnews.com/world/europe/turkey-pursues-its-libya-mediation-efforts-despite-setbacks-1.435322>.

Sezer, Can. 2011. « Turkey Shrugs Off Syria Free Trade Suspension ». *Reuters*, 5 décembre 2011, sect. World News. <https://www.reuters.com/article/uk-turkey-syria-trade-idUKTRE7B40ZB20111205>.

Stack, Liam. 2011. « Turkey Shelters Anti-Assad Group, the Free Syrian Army ». *New York Times*, 27 octobre 2011.

<https://www.nytimes.com/2011/10/28/world/europe/turkey-is-sheltering-antigovernment-syrian-militia.html>.

The Economist. 2011. « Does Erdoğan Have a Plan? », 28 mars 2011. <http://www.economist.com/newsbook/2011/03/28/does-erdogan-have-a-plan>.

Vatan. 2011. « Esad'ın Türkiye ile İlgili İpleri Koparan Sözü », 5 octobre 2011. <http://www.gazetevatan.com/esad-in-turkiye-ile-ilgili-ipleri-koparan-sozu----403467-gundem/>.

Watson, Ivan. 2011. « Turkey Funding Libyan Rebels ». *CNN*, 25 août 2011. <http://www.cnn.com/2011/WORLD/africa/08/25/libya.turkey.funds/index.html>.

Yackley, Ayla Jean. 2011. « Turkey Opposes Any NATO Operation in Libya ». *Reuters*, 14 mars 2011, sect. Editor's Picks. <https://www.reuters.com/article/us-libya-turkey-idUSTRE72D49D20110314>.

Zalewski, Piotr. 2011. « Egypt Turkish Democratic Model Loses Favour ». *The National*, 8 décembre 2011, sect. World. <https://www.thenationalnews.com/world/europe/egypt-turkish-democratic-model-loses-favour-1.592777>.

———. 2013. « How Turkey Went From “Zero Problems” to Zero Friends ». *Foreign Policy*, 22 août 2013. <https://foreignpolicy.com/2013/08/22/how-turkey-went-from-zero-problems-to-zero-friends/>.

Analyses et enquêtes d'opinions

Akgün, Mensur, et Sabiha Senyücel Gündoğar. 2012. « The Perception of Turkey in the Middle East 2011 ». Traduit par Jonathan Levack. Istanbul: Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı (TESEV). <https://www.tesev.org.tr/en/research/the-perception-of-turkey-in-the-middle-east-2011/>.

Akgün, Mensur, Sabiha Senyücel Gündoğar, et Gökçe Perçinoğlu. 2009. « Ortadoğu'da Türkiye Algısı [La perception de la Turquie au Moyen-Orient] ». 10. Dış Politika Analiz Serisi. Istanbul: Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı (TESEV). <https://www.tesev.org.tr/tr/research/ortadoguda-turkiye-algisi/>.

Akgün, Mensur, et Sabiha Senyücel Gündoğar. 2014. « The Perception of Turkey in the Middle East 2013 ». Istanbul: Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı (TESEV). <https://www.tesev.org.tr/en/research/the-perception-of-turkey-in-the-middle-east-2013/>.

Akgün, Mensur, Sabiha Senyücel Gündoğar, Jonathan Levack, et Gökçe Perçinoğlu. 2011. « The Perception of Turkey in the Middle East 2010 ». Istanbul: Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı (TESEV).

<https://www.tesev.org.tr/en/research/the-perception-of-turkey-in-the-middle-east-2010/>.

Alessandri, Emiliano, et Meliha Benli Altunışık. 2013. « Unfinished Transitions: Challenges and Opportunities of the EU's and Turkey's Responses to the "Arab Spring" ». 04. Working Paper. Global Turkey in Europe.

Altunışık, Meliha Benli. 2010. « Turkey: Arab Perspectives ». 11. Foreign Policy Analysis Series. Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı (TESEV).

Bahadır Dinçer, Osman, et Mustafa Kutlay. 2012. « Turkey's Power Capacity In the Middle East: Limits of the Possible ». 12-04. USAK Reports. Ankara: International Strategic Research Organization (USAK). https://ciaotest.cc.columbia.edu/wps/usak/0030221/f_0030221_24432.pdf.

Bölme, Selin M., Ufuk Ulutaş, Taha Özhan, et Müjge Küçükkeleş. 2011. « İsyân, Müdahale ve Sonrası: Libya'da Dönüşümün Sancıları [Insurrection, Intervention et Répercussions: Les Souffrances de La Transformation En Libye] ». Ankara / Washington D.C.: Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı (SETA). https://www.academia.edu/4485801/%C4%B0SYAN_M%C3%9CDAHLE_VE_E_SONRASI_L%C4%B0BYA_DA_D%C3%96N%C3%9C%C5%9E%C3%9CM%C3%9CN_SANCILARI.

Çağlar, Esen, et Neslihan Kaptanoğlu. s. d. « TOBB-BİS Industry for Peace Initiative. The Union of Chambers and Commodity Exchanges of Turkey. Concept and Implementation ». R200512. TEPAV (Economic Policy Research Institute).

Mokhefi, Mansouria. 2013. « Le Maghreb dans la politique arabe de la Turquie. Aperçus sur une stratégie en développement ». Paris: Institut français de relations internationales (IFRI).

SETA (Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı). 2011. « 2011'de Türkiye [La Turquie en 2011] ». SETA Analiz. Ankara / Washington D.C.

Subervie, Jules. 2014. « Turkey/GCC Economic Relations ». 12. Franco-Turkish Paper. Paris: Institut français de relations internationales (IFRI).

Telhami, Shibley. 2010. « 2010 Annual Arab Public Opinion Survey ». University of Maryland. <https://www.brookings.edu/research/2010-arab-public-opinion-poll-results-of-arab-opinion-survey-conducted-june-29-july-20-2010/>.

———. 2011. « 2011 Annual Arab Public Opinion Survey ». University of Maryland. <https://www.brookings.edu/research/the-2011-arab-public-opinion-poll/>.

Turkish Airlines. 2003. « Annual Report 2003 ».

———. 2009. « Annual Report 2009 ».

———. 2010. « Annual Report 2010 ».

Documents officiels et communiqués de presse

- OTAN. 2012. « Déclaration du Conseil de l'Atlantique Nord sur les développements à la frontière entre la Turquie et la Syrie ». Communiqué de presse 122. http://www.nato.int/cps/en/natohq/news_90447.htm.
- T.C. Dışişleri Bakanlığı. 2009. « Joint Statement of the Joint Ministerial Meeting of the GCC-Turkey High Level Strategic Dialogue, 8 July 2009, Istanbul – Turkey ». Communiqué de presse, 8 juillet 2009. https://www.mfa.gov.tr/joint-statement-of--the-joint-ministerial-meeting-of-the-gcc-turkey-high-level-strategic-dialogue-istanbul-_turkey_-8-july-2009.en.mfa.
- . 2011a. « Tunus'ta Meydana Gelen Olaylar Hk. [Au sujet des événements survenus en Tunisie] ». Communiqué de presse 14, 14 janvier 2011. https://www.mfa.gov.tr/no_-14_-14-ocak-2011_-tunus_ta-meydana-gelen-olaylar-hk_.tr.mfa.
- . 2011b. « Tunus'taki Olaylar Hk. [Au sujet des événements en Tunisie] ». Communiqué de presse 36, 8 janvier 2011. https://www.mfa.gov.tr/no_-36_-28-ocak-2011_-tunus_taki-olaylar-hk_.tr.mfa.
- . 2011c. « Suriye'deki Olaylar Hk. [Au sujet des événements en Syrie] ». Communiqué de presse 82, 25 mars 2011. https://www.mfa.gov.tr/no_-82_-25-mart-2011_-suriye_deki-olaylar-hk_.tr.mfa.
- Türk İşbirliği ve Kalkınma İdaresi Başkanlığı (TİKA). 2006. « TİKA Faaliyet Raporu 2005 [Rapport d'activité de TİKA 2005] ». Ankara.
- . 2008. « TİKA Faaliyet Raporu 2007 [Rapport d'activité de TİKA 2007] ». Ankara.
- . 2010. « TİKA Faaliyet Raporu 2009 [Rapport d'activité de TİKA 2009] ». Ankara.
- . 2011. « TİKA Faaliyet Raporu 2010 [Rapport d'activité de TİKA 2010] ». Ankara.
- . 2016. « Turcology Project ».
- Türkiye İstatistik Kurumu (TÜİK). s. d.-a. « Foreign Trade Statistics ». Consulté le 21 juillet 2021. https://biruni.tuik.gov.tr/disticaretapp/menu_ing.zul.
- . s. d.-b. « Turizm İstatistikleri, Giriş-Çıkış yapan ziyaretçiler [Statistiques du tourisme, Entrée-Sortie des visiteurs] ». Consulté le 2 août 2021. <https://biruni.tuik.gov.tr/turizmapp/sinir.zul?>

Pages web

- T.C. Dışişleri Bakanlığı. s. d.-a. « Bilateral Political Relations between Turkey and Qatar ». Consulté le 4 août 2021. <https://www.mfa.gov.tr/turkey-qatar-relations.en.mfa>.
- . s. d.-b. « Policy of Zero Problems with our Neighbors ». Consulté le 14 juillet 2021. <https://www.mfa.gov.tr/policy-of-zero-problems-with-our-neighbors.en.mfa>.
- . s. d.-c. « Relations between Turkey and Iraq ». Consulté le 13 juillet 2021. <https://www.mfa.gov.tr/relations-between-turkey-and-iraq.en.mfa>.
- . s. d.-d. « Relations between Turkey and the Gulf Cooperation Council (GCC) ». Consulté le 13 juillet 2021. https://www.mfa.gov.tr/korfez-arap-ulkeleri-isbirligi-konseyi_en.en.mfa.
- . s. d.-e. « Relations between Turkey and Tunisia ». Consulté le 4 août 2021. <https://www.mfa.gov.tr/relations-between-turkey-and-tunisia.en.mfa>.
- . s. d.-f. « The Fifth Meeting of the Turkish-Arab Cooperation Forum at the level of the Ministers of Foreign Affairs will be held in İstanbul ». Consulté le 14 juillet 2021. <https://www.mfa.gov.tr/the-fifth-meeting-of-the-turkish-arab-cooperation-forum-at-the-level-of-the-ministers-of-foreign-affairs-will-be-held-in-istanbul.en.mfa>.
- T.C. Ticaret Bakanlığı. s. d. « Free Trade Agreements ». Consulté le 11 juillet 2021. <https://www.trade.gov.tr/free-trade-agreements>.
- Türk İşbirliği ve Kalkınma İdaresi Başkanlığı (TİKA). 2013. « TİKA's Signature On The Giant Cooperation Between Turkey And Tunisia ». 2013. https://www.tika.gov.tr/en/news/tikas_signature_on_the_giant_cooperation_between_turkey_and_tunisia-8580.
- « Turkey: Trade and Diplomacy ». 2011. Oxford Business Group. 18 mars 2011. <https://oxfordbusinessgroup.com/news/turkey-trade-and-diplomacy>.
- UNCTAD. s. d. « International Investment Agreements Navigator ». Consulté le 11 juillet 2021. <https://investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/countries/214/turkey>.

Vidéos et discours

- Davutoğlu, Ahmet. 2009. « Speech Delivered by the Minister of Foreign Affairs H.E. Mr. Ahmet Davutoğlu to EU Ambassadors ». Communication présentée ay Europe Day, Ankara, 8 mai 2009. https://www.mfa.gov.tr/speech-delivered-by-the-minister-of-foreign-affairs-h_e_-mr_-ahmet-davutoglu-to-eu-ambassadors-on-the-occasion-of-europe-day_-8-may-2009_-ankara.en.mfa.

———. 2011. « Vision 2023: Turkey's Foreign Policy Objectives ». Communication présentée à la Turkey Investor Conference : The Road to 2023, Londres, 22 novembre 2011. https://www.mfa.gov.tr/speech-entitled-_vision-2023_-turkey_s-foreign-policy-objectives__delivered-by-h_e_-ahmet-davutoglu_-minister-of-foreign-af.en.mfa.

Yeni Şafak. 2019. « One Minute Çıkışının Üstünden 10 Yıl Geçti [Dix ans ont passé depuis la sortie One Minute] ». 29 janvier 2019, 2:59. <https://www.youtube.com/watch?v=XpnvfGniLTs>.

Résumé

Ce mémoire porte sur la politique étrangère du gouvernement AKP envers les pays arabes de 2002 à 2016. À l'aide des concepts de socialisation, coercition et intervention, nous analysons comment les dirigeants turcs ont adapté leurs instruments de politique étrangère face aux soulèvements connus sous le nom de « Printemps arabes » qui éclatent début 2011 dans de nombreux pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Dans un premier temps, nous examinons la double stratégie de coercition positive à l'égard des gouvernements arabes et de socialisation envers les sociétés arabes développée par les décideurs AKP durant les années 2000. Dans un second temps, nous mettons en évidence les difficultés rencontrées par Ankara pour maintenir cette politique bidimensionnelle face au déclenchement des « Printemps arabes » qui mettent en opposition les dirigeants autoritaires arabes et leurs populations. Nous montrons ainsi l'évolution progressive de la politique étrangère turque vers une stratégie d'intervention politique, c'est-à-dire de subversion, à l'égard des régimes arabes et comment ce choix a finalement abouti à l'isolement d'Ankara sur la scène régionale.

Mots clés

Turquie – politique étrangère – Printemps arabes – AKP – monde arabe